Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi **N° 11 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE** **7 FEVRIER 1968** **PRIX : 1 F**

PURGE A LA HAVANE

(Voir page 8)

VIVE LE PEUPLE VIETNAMIEN !

EN une nuit, toutes les villes du Sud-Vietnam se sont embrasées. Partout, des combattants Vietcong surgissaient et, au cœur même des citadelles tenues par les Américains, s'attaquaient aux bâtiments officiels, aux aérodromes et aux camps de l'armée. Dans les villes, et jusque dans la capitale du fantoche Thieu, les combattants du Front organisaient des meetings populaires.

Evidemment, l'armée américaine n'en est pas vaincue pour autant ; beaucoup de combattants du Front ont péri dans cette offensive ; mais, d'ores et déjà, l'armée U.S. a subi une grave défaite.

Le FNL vient de démontrer avec éclat que malgré les rodomontades des généraux américains — sans parler de leurs homologues sud-vietnamiens — le Viet-Cong, loin de voir diminuer ses forces, loin de voir diminuer l'afflux vers ses rangs, se renforce continuellement et est aujourd'hui capable de porter des coups sévères à l'armée américaine.

La répression, le napalm, les quadrillages, les déportations baptisées « regroupements », loin de décourager la population et de faire le vide autour du Viet-Cong, trempent les énergies et sèment la haine de l'envahisseur.

Aujourd'hui, l'impérialisme américain répond à l'offensive du FNL par une répression sanglante et accrue. A Saigon même, l'aviation américaine bombarde aveuglément les quartiers de la ville où se sont installés des Viet-Congs, écrasant, en même temps que des milliers de non-combattants, la fiction selon laquelle ils seraient au Sud-Vietnam pour « protéger la population contre l'agression du Nord ».

La répression peut être encore plus sauvage que l'impérialisme U.S. ne fera qu'agrandir le désert physique et moral où se trouvent ses troupes. Et il est difficile, voire impossible, de faire la guerre contre tout un peuple.

Etant donné l'allure qu'ont pris les événements ces jours derniers, il n'est pas exclu que l'impérialisme américain ait à faire face, dans les prochains jours, à une insurrection généralisée de toute la population du Sud-Vietnam. Il n'est pas exclu que toute l'armée sud-vietnamienne passe ouvertement du côté du F.N.L. Il est possible que, sans être rejetée à la mer, l'armée U.S. en soit réduite à ne tenir au Viet-Nam que quelques « têtes de pont » maintenues uniquement grâce à son énorme puissance matérielle.

Mais même si cela ne se produit pas, même si l'armée américaine continue à tenir les villes et à occuper, en apparence plus qu'en réalité, le territoire du Sud-Vietnam, elle vient de subir ces jours-ci une défaite sans précédent. Après trois ans de guerre intensive et de bombardements du Nord-Vietnam, les combattants du Viet-Cong se révèlent plus forts que jamais.

Le petit peuple vietnamien vient de défier la plus grande puissance militaire du monde. C'est un affront dont l'impérialisme U.S. se relèvera difficilement, aussi bien en Asie qu'ailleurs.

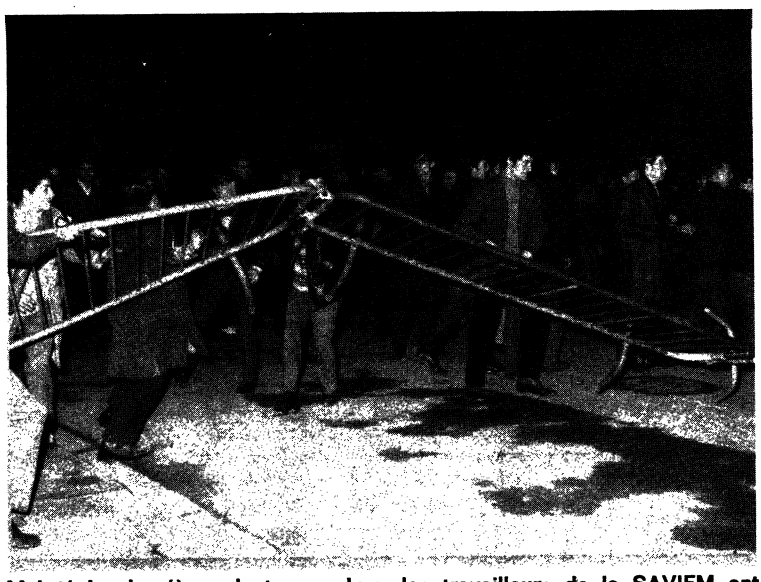
Si demain, les nécessités de son économie poussent l'impérialisme américain à s'engager dans une troisième guerre mondiale, il trouvera infiniment plus difficilement des peuples à enrôler sous sa bannière, il lui sera infiniment plus difficile de jeter le peuple japonais contre la Chine et la Russie d'Asie, il lui sera infiniment plus difficile d'enrôler les classes ouvrières d'Europe dans une croisade anti-communiste, comme il lui sera infiniment plus difficile de faire croire aux travailleurs américains eux-mêmes qu'ils doivent aller combattre, soi-disant au nom de la liberté, mais en fait pour asservir d'autres peuples. Et c'est en quoi les combattants du Viet-Cong viennent, par leur courage et leur détermination, de faire plus que se battre pour eux-mêmes, ils viennent de faire reculer d'un pas le spectre de la guerre mondiale.

Et c'est en quoi la lutte qu'ils mènent nous concerne, nous, ici, travailleurs de France.

Vive la lutte du peuple Vietnamien !

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE

A LA SAVIEM-BLAINVILLE la reprise du travail ne marque pas une défaite



Malgré les barrières de tous ordres, les travailleurs de la SAVIEM ont montré qu'ils n'étaient pas mûrs pour la soumission. (Photo A.F.P.)

SAMEDI 4 février nous apprenions que les ouvriers de la Saviem à Blainville-sur-Orne, près de Caen, avaient décidé la reprise du travail après deux semaines de grève. Cette reprise sera-t-elle effective et totale lundi 6 février, nous ne pouvons pas l'affirmer à l'heure où nous écrivons. De toute façon ce mouvement aura marqué l'action revendicative de ce début d'année, d'une volonté de la part des travailleurs et particulièrement des jeunes de sortir vigoureusement des sentiers battus des stériles grèves tournantes.

(Voir page 5)

LE PROCÈS DES GUADELOUPÉENS : NON A L'ARBITRAIRE COLONIAL

LE 19 février, doit s'ouvrir à Paris le procès de 18 militants guadeloupéens inculpés après les violents combats de Pointe-à-Pitre en mai dernier, au cours desquels les troupes métropolitaines tuèrent plusieurs dizaines de personnes.

Le gouvernement n'a pas réussi à établir leur participation aux « émeutes » (d'ailleurs une partie d'entre eux se trouvait en France à 7 000 km de là). Mais la répression ne risque pas moins de les frapper durement, en effet, pour délit d'opinion, pour « s'être livrés à une propagande séparatiste », ils risquent 10 ans de prison et 70.000 F d'amende.

Il ne faut pas que le gouvernement français puisse impunément frapper ceux qui luttent pour leur liberté et celle de leur peuple. En France, aujourd'hui ce sont 18 militants qui vont passer en jugement, tandis qu'en Guadeloupe les prisons sont pleines d'ouvriers, de jeunes qui, depuis juin, y croupissent, soumis à l'arbitraire colonial.

Il faut manifester notre solidarité et mettre tout en œuvre pour la libération immédiate de ces hommes dont le seul crime « est d'avoir voulu la décolonisation des Antilles ».

Un comité guadeloupéen d'aide et de solidarité aux détenus existe en France, ainsi qu'un comité français de solidarité. Nous appelons tous nos amis, tous nos lecteurs, à participer aux protestations organisées par ces comités.

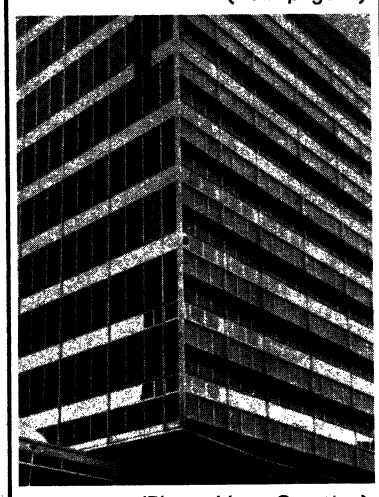
La querelle Mollet-Defferre

ÊTRE OU NE PLUS ÊTRE : LA S.F.I.O. A L'HEURE DU CHOIX

(Voir page 4)

LE PLAN ORTOLI : COMMENT CONSTRUIRE DES TAUDIS

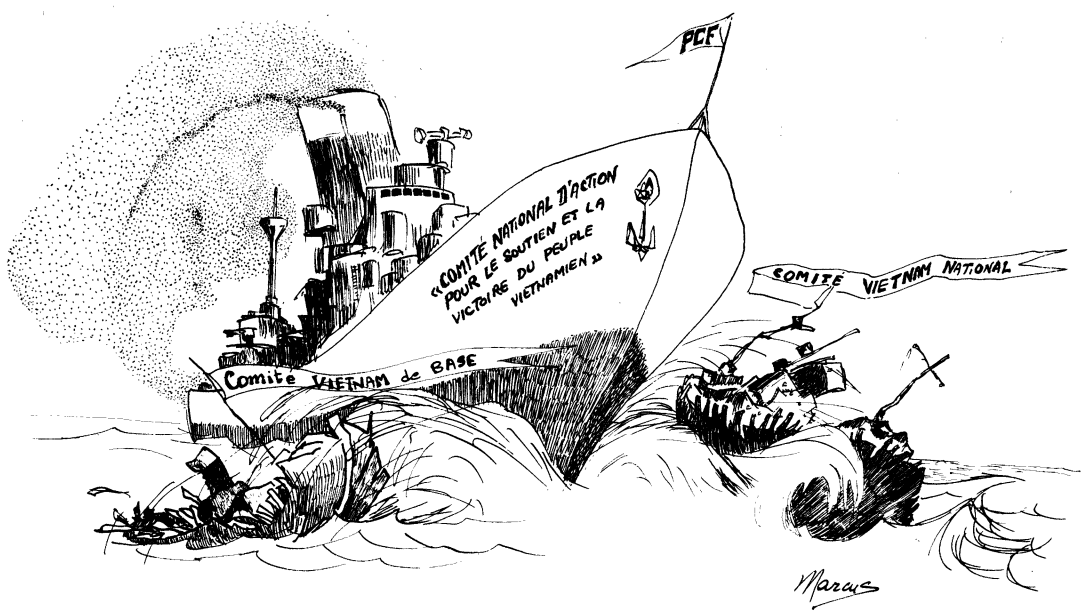
(Voir page 4)



(Photo Voix Ouvrière)

Le PCF «pour la victoire du peuple vietnamien» un virage à gauche tardif et circonstanciel

MARDI dernier, 30 janvier, avait lieu à Paris le premier des cent meetings que le tout nouveau « Comité national d'action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien » a décidé de tenir à travers tout le pays. « Mutualité archicomble », « immense succès », « foule jeune, ardente et décidée » : la description qu'en donnait L'Humanité **était enthousiaste. Mais certes l'initiative du P.C.F. répond bien à l'attente, quelquefois un peu impatiente, de nombre de ses militants.**



L'attitude nouvelle du P.C.F. a pu surprendre. Notamment ceux qui, dans différentes manifestations qui se déroulèrent au cours de l'année passée, parce qu'ils criaient « victoire pour le Vietcong » ou défilaient derrière un drapeau du F.N.L., virent les gens du P.C.F., avec qui ils manifestaient, tenter de couvrir leurs voix par l'inoffensif slogan de « Paix au Vietnam » ou même de les faire taire par des coups et d'arracher les emblèmes vietnamiens.

Elle n'a pourtant posé aucun problème à ces mêmes militants du P.C.F. qui, tout semble nous l'indiquer, l'ont adopté d'enthousiasme. Ce qui montre bien que, s'ils admettaient l'attitude précédente de leur parti, soit parce qu'ils lui trouvaient une raison tactique, soit parce qu'ils ne voyaient pas en quoi les mots d'ordre officiels trahissaient leurs véritables sentiments, ceux-ci en tous cas les portaient bien à souhaiter la victoire du peuple vietnamien et non pas simplement « la paix ».

Pourtant dans le même moment où le P.C.F. gauchit ainsi sa politique, se développe aussi la campagne qu'il a entreprise contre le « gauchisme ». Les diatribes, les explications et les mises en garde n'ont jamais été si nombreuses dans **L'Humanité.**

Ainsi, dans le même temps où, sur un point tout au moins — le problème du Vietnam — il adopte la position qui est, depuis longtemps celle de ceux qu'il appelle « gauchistes » (trotskystes ou pro-Chinois), le P.C.F. redouble ses attaques contre eux.

Ce n'est pourtant paradoxal qu'en apparence. Ou plutôt ce ne le serait que si l'aide que peut et doit apporter la classe ouvrière française au peuple vietnamien en lutte contre l'impérialisme était la véritable préoccupation du P.C.F. et si son but était effectivement d'amplifier au maximum un soutien aux Vietnamiens dans ce pays.

Mais s'il en était ainsi pourquoi le P.C.F. aurait-il attendu tant d'années (car il y a des années que les Vietnamiens ont entrepris la guerilla dans le Sud... il y a même plusieurs années maintenant que le Nord est systématiquement bombardé par l'aviation américaine) pour décider l'action entreprise aujourd'hui ? Pourquoi n'a-t-il pas secondé les efforts de ceux qui ces dernières années ont essayé, avec les moyens qui étaient les leurs (c'est-à-dire bien moindres que ceux du P.C.F.) de mener semblable campagne ? Pourquoi surtout, aujourd'hui, met-il sur pied ses comités particuliers, en ignorant systématiquement et forcément volontairement, d'autres organisations déjà existantes comme les « comités de base » à tendance pro-chinoise ou le « Comité Vietnam National » où l'on trouve certains militants trotskystes ? Ces comités sont pourtant, pour l'essentiel, d'accord sur la ligne politique que défend le P.C.F... depuis la réunion du 16 janvier au cours de laquelle son comité central a décidé d'organiser le « Comité National d'Action ». Et ils avaient pris la peine de proclamer clairement leur position depuis bien longtemps... bien longtemps avant le P.C.F. en tous cas.

En fait les préoccupations et les buts du Comité Central, le 16 janvier dernier, avaient peu de relations avec le Vietnam. Celui-ci n'a été qu'un prétexte.

La création du « Comité National d'Action » est, d'abord et avant tout une réponse au « gauchisme ». Le deuxième assaut d'une vaste contre-offensive dont le premier est constitué par les articles de **L'Humanité.**

Une contre-offensive qui vise moins d'ailleurs les divers groupes « gauchistes », prochinois ou trotskystes, dont l'importance et l'influence, bien qu'en nette croissance ces derniers temps, demeurent relativement limitées, que la reprise en main de ses propres militants par le P.C.F.

A la même réunion du Comité Central, Roland Leroy le reconnaissait lui-même dans son rapport sur « la bataille idéologique et la propagande du parti dans les masses ». Certes « les groupuscules gauchistes fleurissent » se lamentait-il, mais surtout, « et c'est sans aucun doute le plus sérieux, les idées gauchistes et aventuristes sont répandues sous des formes diverses ».

Eh oui, les idées «gauchistes» (traduisons : révolutionnaires) sont répandues. Et sans aucun doute y compris dans les propres rangs du P.C.F., en particulier parmi la jeunesse.

Non pas, comme semble le laisser entendre Roland Leroy, qu'il y ait un vaste complot contre la politique démocratique et unitaire du P.C.F. Ni même parce que les groupes révolutionnaires ont redoublé d'efforts ces derniers temps.

Mais parce que l'inaction totale du P.C.F. conduit forcément un certain nombre de militants à s'interroger, et cela, même s'ils n'ont aucun contact avec les groupes « gauchistes ». A bon nombre d'entre eux ce sont probablement les articles de **L'Humanité** qui ont dû apprendre l'existence actuelle de ces groupes qu'ils ignoraient.

Mais depuis des années le P.C.F. n'a aucune action d'envergure à mettre à son actif : ni sur le plan revendicatif où toute action tant soit peu efficace dans les usines ou sur les chantiers, est immédiatement limitée, freinée, étouffée par les dirigeants syndicaux, C.G.T. en tête ; ni sur le plan politique proprement dit où, se contentant de rabâcher ses slogans unitaires et de faire voter pour des hommes du type Mitterrand, le P.C.F. n'a pas mené la moindre agitation concrète depuis que de Gaulle est au pouvoir.

C'est la constatation de cet état de choses, faite plus ou moins confusément par les militants, qui amène dans leurs rangs un certain malaise et peut les conduire à prêter l'oreille aux idées, sinon aux organisations révolutionnaires.

Et c'est parce que la conjonction de ce malaise et de l'existence de groupes d'extrême-gauche, même très faibles, représente un réel danger pour lui que le P.C.F. a décidé de réagir.

Pour ce faire le problème du Vietnam était le plus favorable. Sur ce terrain en effet le P.C.F. peut à loisir gauchir ses paroles et ses actions. Il ne risque pas d'être obligé d'aller trop loin, plus loin qu'il ne le voudrait.

Il peut multiplier les meetings, les manifestations mêmes, mobiliser ses militants pour coller des affiches, distribuer des tracts, recueillir des signatures ou des fonds. Il peut enfin se déclarer pour la victoire du peuple vietnamien. Personne ne pourra lui demander de faire plus. Sur la question vietnamienne prise isolément, la classe ouvrière française ne peut en effet que manifester sa solidarité.

Il va donc organiser celle-ci. Il sera aussi radical qu'on peut l'être en paroles. Et il sera plus efficace, et de loin, que n'importe quelle organisation dans les faits, puisqu'il est, de loin, le plus puissant. Qui pourrait prétendre regrouper plus de monde dans ses comités, coller plus d'affiches, distribuer plus de tracts ou de journaux, amener plus de manifestants dans la rue ? Déjà il proclame avec fierté les premiers résultats de la collecte « un bateau pour le Vietnam » qui dépassent largement ceux de « la campagne pour le milliard ».

Ainsi il aura satisfait le désir d'action de ses propres militants, tout en démontrant le peu de poids non seulement des organisations sur sa gauche (cela malheureusement n'est pas à démontrer) mais surtout des critiques qu'elles lui adressent.

D'autant plus aisément que bon nombre des militants et des groupes d'extrême-gauche ont justement choisi comme essentiel, sinon unique terrain de bataille, ce problème du Vietnam. Un terrain justement où le P.C.F. peut évoluer à sa guise et où de toute manière les révolutionnaires, en France ne peuvent en aucune façon faire la démonstration de la justesse de leur politique.

Le virage à gauche actuel du P.C.F. est donc bien limité. Car le P.C.F. ne peut se permettre le luxe d'une politique gauchiste que sur les problèmes dont la solution ne dépend pas, ou dépend pour une part infime, de la classe ouvrière française.

Sur les autres par contre cette manœuvre lui est formellement interdite. Aussi ne le verra-t-on pas, nous pouvons en être sûr, prôner des solutions radicales, faire des meetings et organiser des comités sur un problème quelconque, qui puisse être essentiel pour la société française et surtout la classe ouvrière. Il n'y aura pas de campagne de cette sorte pour les grévistes de la SAVIEM : les dirigeants du P.C.F. savent trop bien que très rapidement leurs propres militants leur demanderaient pourquoi, comme à Caen, on ne donne pas l'assaut à la préfecture, ou plus simplement encore... l'organiseraient.

C'est sur ce terrain que les militants révolutionnaires peuvent mettre le P.C.F. au pied du mur et, par là, faire faire la vérification aux ouvriers et aux militants P.C.F. eux-mêmes de sa nature.

C'est aussi sur ce terrain d'ailleurs qu'ils peuvent organiser une lutte efficace de la classe ouvrière française. Ce qui, à longue échéance, est bien la meilleure aide à apporter au peuple vietnamien.

J. Morand

Solidaires du peuple vietnamien, ils étaient 2.000 à manifester à l'appel du Comité Vietnam National.
(Photo Voix Ouvrière)

Une affiche que le P.C.F. voudrait voir disparaître.

UNE MANIFESTATION DU COMITÉ VIETNAM NATIONAL

LE samedi 3 février 1968 le Comité Vietnam National avait lancé un appel pour une manifestation à Paris à 17 heures au métro Strasbourg-St-Denis.

Selon les termes mêmes du communiqué, le «Comité Vietnam National appelle tous les parisens à manifester leur soutien... pour que vive le peuple vietnamien, pour que le F.N.L. soit maître à Saïgon, pour que les Américains soient mis à la porte du Vietnam ».

A cet appel, qui ne fut communiqué que par « Le Monde » et « Europe N° 1 », près de 2 000 personnes avaient répondu samedi vers 17 heures.

Déjà avant l'heure fixée la foule s'agglutinait sur les trottoirs du carrefour Strasbourg-St-Denis, les banderolles proclamant « Les Américains à la porte du Vietnam » et les drapeaux du F.N.L. et de la république du Nord-Vietnam étaient nombreux.

On voyait aussi alentour fleurir les képis de la police qui avait elle aussi ses troupes et en grand nombre.

C'est vers 17 h 10 que la manifestation s'ébranla prenant la direction de la gare de l'Est.

L'immense majorité des jeunes qui étaient là faisaient retentir le boulevard de Strasbourg des cris de « F.N.L. vaincra », « Johnson assassin », « Victoire pour le Vietnam » et aussi « F.N.L. à Saïgon » et « Le pouvoir au F.N.L. ».

Les passants se massaient sur les trottoirs et souvent applaudissaient. Des membres du P.C.F. qui se trouvaient là par hasard disaient « Vous avez bien fait de réagir, les jeunes ».

Avant d'arriver à la gare de l'Est le cortège qui s'était quelque peu grossi prit la direction de la République, dépassant là l'autorisation de la Préfecture, mais la police si elle était pressante en tentant de canaliser la manifestation, n'intervint finalement pas.

De nombreux sifflets et huées partirent de la foule quand la manifestation passa devant la fédération de la S.F.I.O. C'est là aussi que fut entonnée une vibrante Internationale que tous reprirent sans exception avec cœur.

Arrivée devant la bourse du travail, la manifestation s'arrêta, un bref discours « saluant la lutte héroïque du peuple vietnamien » et réclamant « le départ des troupes américaines du Vietnam » fut prononcé, un drapeau américain fut symboliquement brûlé avant que la manifestation se disperse.

Le Comité Vietnam National a montré qu'il pouvait mobiliser de nombreux jeunes. Il a surtout montré qu'il était capable de réagir vite, plus vite que le « Comité National d'Action » du P.C.F. Et sans doute sera-t-il plus difficile à celui-ci de lui contester, comme il en a sans doute l'intention, le droit d'exister à l'avenir. Mais au-delà des surenchères entre Comités divers, imposées par l'attitude du P.C.F., il était réconfortant de voir un ou deux milliers de jeunes parcourir les rues de Paris aux cris de « Victoire pour le Vietnam ».

P. Fairman

L'offensive du FNL : nouvelle victoire du peuple vietnamien

DE Hué à Dalat, de Da Nang à Pleiku, des hauts plateaux au delta du Mékong, le sol brûle sous les pieds de l'armée d'occupation impérialiste. La protection des bases les plus puissamment armées et équipées, la main-mise sur les villes les plus pacifiques ou « pacifiées » apparaît, d'un coup, dérisoire. Le peuple vietnamien est au combat partout, pas seulement dans les rizières, pas seulement dans les campagnes rasées, déchiquetées par les bombes, mais aussi, dans les quartiers populaires des cités quadrillées.

A l'heure où nous écrivons, les combats se poursuivent à Saigon depuis cinq jours et le drapeau du F.N.L. flotte dans la plupart des grandes villes du Vietnam du Sud.

La puissante offensive du Vietcong, dans les conditions où elle s'est faite et au point de vue purement militaire peut apparaître proprement miraculeuse. Le premier jour, on a pu parler d'opération suicide, ou d'action d'éclat. Mais l'action « d'éclat » dure depuis près d'une semaine. Le fait qu'elle ait pu avoir lieu et surtout qu'elle ait pu durer avec autant d'efficacité prouve qu'il ne s'agit pas là de simples opérations de commando en vue d'objectifs précis et limités, mais que les unités de l'armée de libération ont été soutenues par un véritable mouvement populaire.

Les forces américaines ont pu défendre ou reconquérir relativement rapidement les points stratégiques, ainsi que le palais du gouvernement ou l'ambassade des Etats-Unis (même là cependant, l'occupation du rez-de-chaussée de l'ambassade américaine — véritable blockhaus — pendant six heures par des maquisards a montré la précarité de la situation des forces U.S.). Mais pour tenter de réduire les quartiers populaires il fallut les bombarder. Malgré d'imposantes forces gouvernementales concentrées dans la capitale, le F.N.L. se permit même d'organiser au nez et à la barbe de l'ennemi de véritables manifestations de rue.

Et si le cas de Saigon est particulièrement démonstratif, car il s'agit de la capitale que les américains lâcheraient en dernier et où ils ont des forces en conséquence, l'efficacité des combattants vietnamiens et le soutien actif dont ils bénéficièrent de la part des citadins, fut prouvée dans plusieurs dizaines de villes dans lesquelles, parfois, le Vietcong réussit à s'emparer complètement de l'administration et de tous les points stratégiques.

Devant ces faits, la vantardise lamentable de Johnson déclarant que l'offensive vietcong s'est soldée par un « échec total » sonne un peu trop creux' même pour ses pairs : les dirigeants politiques américains ; et un sénateur pouvait lui répliquer que : « S'il s'agit là d'un échec du Vietcong, j'espère qu'il ne remportera jamais de succès majeur ! »

La prétention de Johnson et de Westmoreland de parler d'échec du Vietcong est d'autant plus ridicule en l'occurence que pour juger de l'échec ou du succès d'une opération il faudrait encore en connaître le but. Or rien ne dit que le but de l'offensive F.N.L. ait été de bouter les américains hors des quartiers urbains et de s'y installer durablement.

A long terme, l'activité du Vietcong dans les villes s'oriente très certainement vers l'organisation et la mobilisation de la population citadine en vue d'une insurrection générale des villes. Mais une telle insurrection serait l'étape suprême du combat du peuple vietnamien.

La victoire sur ce terrain, c'est-à-dire dans les centres urbains, serait la victoire tout court, sans commune mesure avec des succès aussi éclatants soient-ils, devant telle ou telle base. Le Vietcong tient déjà les campagnes. Tenir les villes serait tenir le pouvoir.

Déclencher donc une telle insurrection serait postuler directement et immédiatement au pouvoir. Si le Vietcong était prêt à franchir cette étape, et à le faire en mettant toutes les chances de son côté, cela signifierait que le pouvoir officiel est arrivé à un tel degré de décomposition et la population urbaine à un tel degré de détermination, de mobilisation et d'organisation que sur le plan du rapport de forces intérieure, personne ne pourrait résister à sa poussée.

Qu'y pourraient alors les américains ? En cas d'insurrection générale des villes la situation des forces U.S. deviendrait intenable. Entendons-nous cependant. Il serait impossible aux combattants vietnamiens de déloger l'armée américaine d'un nombre limité de têtes de pont. S'il veut y mettre le prix, l'Etat-Major U.S. peut s'accrocher à quelques bases, en mobilisant, si besoin est, un demi-million de soldats supplémentaires et en se protégeant de toute sa supériorité matérielle et logistique. Il n'est d'aucune façon à la portée de l'armée de libération de jeter à la mer les forces américaines et de remporter une victoire militaire totale. Mais une mobilisation et une organisation aussi efficaces des populations citadines que le sont celles de la population de certaines régions provinciales par le F.N.L., signifieraient que l'armée américaine ne pourrait se maintenir dans une ville comme Saigon qu'en opposant un soldat à chaque habitant capable de porter une arme. Ce serait peut-être possible pour Saigon. Peut-être possible pour Hué. Mais pas pour toutes les villes du Vietnam. Les bases américaines seraient alors de véritables ilots exposés à un déferlement constant d'attaques. Il ne serait pas question ni d'occuper ni de contrôler le pays.

Pour les Etats-Unis ce serait alors une défaite, une défaite cuisante, même si les « têtes de pont » fortifiées leur permettaient de se maintenir sur le sol du Sud-Vietnam.

Ainsi, si les Américains n'arrivaient pas à reprendre le contrôle des villes, si une participation de plus en plus large de la population urbaine au combat armé stabilisait le front à l'intérieur des villes, si le régime officiel montrait des signes ultimes de décomposition, (désertions de plus en plus massives dans l'armée sud-vietnamienne, passage d'unités entières du côté du F.N.L., etc.), alors on pourrait dire que le peuple vietnamien a déclenché la phase ultime de son combat. Il ne semble pas que la situation soit arrivée à ce degré de maturité, et, partant, il est peu vraisemblable que le but de l'offensive du Vietcong ait été cela.

Le Vietcong a montré par le passé sa profonde liaison avec la population et — ceci découle de cela — son exceptionnelle capacité de juger des rapports de forces. Très probablement l'offensive qu'il a déclenchée ne le fut pas en vue de s'emparer d'une façon durable des villes, mais de faire une démonstration de force vis-à-vis des masses vietnamiennes elles-mêmes.

Une démonstration de forces qui fut un incontestable succès. Elle aura montré que le Vietcong est capable d'attaquer là où il veut et quand il veut et qu'il bénéficie du soutien populaire autant dans les villes — jusqu'à et y compris la capitale — que dans les campagnes. Elle aura montré que l'initiative des opérations appartient à l'Armée de Libération, et que celle-ci est capable d'atteindre et de frapper l'ennemi dans ses bases les plus protégées comme dans les villes les mieux quadrillées.

En donnant la mesure de sa capacité sur un terrain qui lui semblait jusqu'ici défavorable, le Vietcong aura réussi à accroître la confiance de ses partisans en leur propre force, à convaincre les hésitants, à impressionner l'adversaire. Les masses vietnamiennes sortent renforcées de ce combat quelle qu'en soit l'issue militaire. En ce sens, il constitue un pas important dans la voie de la préparation d'une insurrection générale des villes.

Les implications de l'offensive du Vietcong dépassent même le cadre du Vietnam, justement parce que la guerre du Vietnam n'est pas une simple guerre locale mais le prologue de la guerre généralisée.

Le fait qu'après trois ans de répression, d'extermination, le Vietcong soit capable de déclencher une offensive puissante et tenir une semaine durant une partie des plus grandes villes vietnamiennes, ne peut apparaître aux peuples du Sud-Est Asiatique que comme un échec sinon une défaite américaine. L'apparente inefficacité de la puissante machine de guerre U.S. à briser la résistance d'un petit peuple, risque de rendre sceptiques les gouvernements alliés de ces pays et à bien plus forte raison leur peuple, sur l'opportunité d'une croisade anticommuniste contre la Chine et dans l'avenir contre l'U.R.S.S. Or cette croisade si elle a déjà son instigateur et dirigeant en les Etats-Unis, attend encore ses fantassins. C'est-à-dire précisément ces peuples thaïlandais, laotien, sud-coréen et surtout japonais que les impérialistes américains auront d'autant plus de difficultés à gagner, à mobiliser, à enrôler, qu'ils se montrent incapables de vaincre au Vietnam.

G. KALDY.

AUX U.S.A., BUDGET DE GUERRE RENFORCE

A peine présenté, le budget américain pour l'année fiscale 67-68, est déjà dépassé. L'offensive généralisée des combattants vietnamiens et l'évolution de la situation militaire entrainent nécessairement un remaniement et un alourdissement d'un budget largement orienté vers la guerre.

Tel quel, il est, avec les mesures législatives qui l'accompagnent, pourtant suffisamment révélateur. Si toutes les dépenses civiles et « d'aides » à l'étranger ont été comprimées à l'extrême, à l'exception du financement des mesures répressives contre les Noirs, le budget militaire de 80 milliards de dollars (sur 186 milliards de dollars, et il faudrait y ajouter en fait les pensions versées aux anciens combattants, les dépenses spatiales qui recouvrent les dépenses militaires) est le plus important depuis la dernière année de la deuxième guerre mondiale.

Pour éviter qu'une inflation plus poussée n'affaiblisse plus encore la position du dollar, le gouvernement de la bourgeoisie américaine est décidé à faire payer « sa guerre » à la population et à faire contribuer ses alliés et particulièrement ses alliés européens.

Pour limiter le déficit intérieur à 8 milliards de dollars (du moins en prévision), la population américaine se voit demander une surtaxe de 10 % sur ses impôts directs en attendant les sacrifices militaires. Par ailleurs, le Président Johnson a proposé « que les ouvriers des industries-clefs s'engagent à ne pas faire grève ». L'ébauche d'un futur plan de stabilisation à l'américaine est très prudemment préparée.

Pour limiter le déficit extérieur, il s'agit de faire payer les « alliés » de l'impérialisme. A la fois en augmentant leur contribution à l'entretien des troupes américaines en Europe et en réduisant les achats américains ou les dépenses du tourisme (proposition d'instauration d'une taxe de 5 % sur les billets d'avion ou de bateaux...)

Toutes ces mesures ne peuvent qu'accentuer les difficultés économiques de l'Europe capitaliste, réduire ses exportations, ralentir la reprise économique, augmenter le chômage. Par le biais de la solidarité économique impérialiste, le monde impérialiste tout entier participe et paye la « sale » guerre du Vietnam.

P. B.

L'affaire du « Pueblo » : des menaces aux négociations

AINSI, les U.S.A. n'ont pas encore récupéré le Pueblo, le navire-espion arraisonné dernièrement par la marine nord-coréenne. Malgré les déchaînements de la presse, les déclarations incendiaires de nombreuses personnalités politiques et militaires, la première puissance militaire du monde a dû se résigner à laisser entre les mains de la Corée du Nord le navire et son équipage.

(Photo U.P.I.)

Qui plus est, les Etats-Unis ont accepté des négociations directes avec Pyongyang et une première rencontre a eu lieu pour discuter de l'affaire du Pueblo. Selon les observateurs, il est à prévoir que les négociations seront longues et difficiles et qu'elles pourraient s'étaler sur plusieurs mois.

S'il est évident que les U.S.A. ne songent pas, dans l'immédiat, à « récupérer » le navire, c'est-à-dire à faire une démonstration militaire en Corée du Nord, l'hypothèse de représailles n'est cependant pas à exclure et on ne se gêne pas, à Washington, pour dire que « d'autres voies que les négociations » sont envisageables.

Pour l'instant du moins, un porte-parole de la Maison-Blanche a affirmé que le déploiement des forces américaines est « prudent, ordonné et limité ». On comprend aisément que pour les représentants de l'impérialisme U.S. la prudence est de mise. Ses alliés ne sont guère prêts à l'appuyer dans un nouveau front en Corée. Ainsi Tokyo a affirmé qu'il soutenait les U.S.A. dans l'affaire du Pueblo à condition qu'elle soit réglée par des voies diplomatiques.

Quant à s'engager seuls plus en avant dans l'Asie du Sud-Est, c'est un autre problème. Un problème qui ne dépend pas seulement des considérations stratégiques de l'Etat-major U.S., mais qui reste avant tout politique.

F.D.

Les 52 morts du « Minerve »

52 morts, tel est le total des victimes du « Minerve ». 52 hommes qui sont morts parce que nous vivons dans une société où la paix n'est qu'une trêve servant à préparer une prochaine guerre.

Et cette guerre, la bourgeoisie la prépare de tous côtés, sur tous les fronts, avec tous les moyens : elle y consacre, dans tous les pays, 30 à 50 % des budgets d'Etat, ceci aux dépens des besoins des hommes, de la recherche scientifique, de l'énergie. C'est pourquoi peu lui importent les dégâts, peu lui importent les « frais généraux ». L'essentiel pour elle est de maintenir son système, un système qui fait peser sur nous tous, sur l'humanité, la menace d'une future guerre mondiale, et en attendant, la réalité des « accidents ».

C'est pour cela que sont morts les hommes du « Minerve » : c'est parce qu'ils expérimentaient du matériel à tuer, du matériel « haute performance », comme disent les spécialistes en boucherie, qui préparent la prochaine.

Y. J.

LA S.F.I.O. A L'HEURE DU CHOIX :

ÊTRE OU NE PLUS ÊTRE

PLACE tout entier sous le signe de la fusion avec les autres familles constituant la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, le dernier congrès de la S.F.I.O. qui vient de se tenir à Suresnes, a approuvé la doctrine et les structures futures de la Fédération. Mais, si la quasi-unanimité du congrès s'est prononcée favorablement sur les textes assurant un resserrement des liens entre les formations fédérées, cette unanimité formelle ne doit pas faire illusion. En fait, les commentateurs politiques ont souligné la « victoire » de Guy Mollet sur Gaston Defferre à propos des rythmes de cette fusion et cette opposition a été l'événement majeur du congrès.

La thèse de Defferre est simple. Comme il le déclarait au « Nouvel Observateur » quelques jours avant l'ouverture des assises socialistes : « Si la fusion générale entre radicaux, conventionnels et socialistes était immédiatement possible, j'en serais partisan. Je suis convaincu qu'elle ne l'est pas. Les radicaux ont une doctrine et une structure très différentes de la doctrine et des structures socialistes et je comprends que le parti radical ne veuille pas prendre le risque de se couper en deux ou en trois ce qui serait la rançon d'une fusion immédiate. Tandis que, qu'il s'agisse de doctrine ou de problèmes de structures, rien ne nous sépare des conventionnels. »

Cette proposition de fusion immédiate ne recueillit que moins du tiers des mandats des congressistes ce qui ne fut pas une grosse surprise. Toujours dans la même interview Defferre expliquait que les adversaires qu'il aurait à combattre au congrès étaient les uns opposés à tout accord avec la Fédération, les autres « jugeaient bon que la S.F.I.O. bénéficie de certaines alliances, du regain de crédit que lui apporte la Fédération, mais étaient hostiles à toute fusion et préféraient que la S.F.I.O. conserve ses structures, ses cadres, ses dirigeants actuels ».

En fait derrière le problème de la fusion partielle immédiate avec la Convention des Institutions Républicaines (thèse Defferre) ou la fusion totale à long terme sans fusion partielle (thèse Mollet) c'est tout l'avenir de la S.F.I.O. qui était posé.

Parti ouvrier, disposant, dans les années 30, d'une base ouvrière solide, de militants actifs dans la C.G.T., la S.F.I.O. justifiait son existence en tant qu'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Mais après la période du front populaire, et surtout après la deuxième guerre mondiale, elle perdit pratiquement complètement cette influence au profit du P.C. qui apparaissait plus radical, plus actif et qui se parait en outre du prestige de la Révolution d'octobre.

Au fil des années le P.C.F. élargit son influence à la clientèle traditionnellement réformiste de la SFIO qui périclita. De 30 000 à la Libération, le nombre de ses membres était tombé à 73 000 en 1965, mais la proportion d'ouvriers dans ses rangs dut connaître une chute encore plus rapide.

Dans ces conditions, coupée de la classe ouvrière, sauf dans quelques régions du Nord, la S.F.I.O. devenait un parti purement électoraliste dont l'activité principale, sinon unique, devenait la participation aux élections.

Il était alors logique qu'une fraction importante de ses membres et de ses cadres dirigeants recherche non seulement la possibilité d'un regain d'influence au niveau électoral par l'alliance avec d'autres formations bourgeoises, mais encore la fusion pure et simple avec celles-ci.

De ce point de vue l'objectif de De Gaulle d'obliger les petites formations à disparaître par la modification du système électoral a grandement favorisé les projets de ceux-ci qui étaient partisans d'une telle fusion. L'objectif de Defferre et de ceux qui le suivent est le même que celui de Mitterrand : la formation d'un grand parti bourgeois dynamique, alternative de gauche à l'U.N.R. et au gaullisme.

Mais cette perspective se heurte aux sentiments d'une grande partie de l'appareil socialiste attaché, sinon au caractère du moins à la tradiction ouvrière et militante dont se pare encore cette coquille vide. C'est ce sentiment qu'exprimais Augustin Laurent, leader SFIO du Nord, lorsqu'il déclarait au 55e Congrès en 1965 : « Il ne faut jamais qu'un parti socialiste dise qu'il renonce à la volonté de réunir un jour tout le monde du travail ».

Car malgré ses trahisons, son discrédit, ses reniements, le caractère de parti ouvrier traditionnel que présente la S.F.I.O. lui permet, sinon dans la région parisienne du moins en province, de recueillir un certain pourcentage des voix des travailleurs.

Et la tradition pèse encore d'un grand poids dans la balance.

Mais bien plus que la fin de cet attachement sentimental à une tradition morte, la disparition de la S.F.I.O. au sein de la Fédération serait en fait un changement important dans la vie politique française.

En fusionnant la S.F.I.O. renoncerait à tout jamais à son rôle de parti ouvrier reformiste c'est-à-dire au rôle de frein de la classe ouvrière qu'elle ne joue plus aujourd'hui mais qu'elle pourrait rejouer à la faveur d'une montée ouvrière.

Si le Parti socialiste s'intègre dans une formation du type Fédération, sans aucun lien, même formel avec la classe ouvrière, cela laisse officiellement en France, le P.C.F. comme le seul parti ouvrier. C'est une situation politique qui peut gêner les dirigeants socialistes. Il est certes difficile de prétendre que c'est sur cette base que Guy Mollet s'est opposé à Defferre. Des conflits d'appareils, qui n'avaient pas forcément des implications politiques, ont pu aussi jouer un rôle dans la polémique. Mais il est certain que ce n'étaient pas des adversaires mythiques que Defferre dénonçait au « Nouvel Observateur ». Que Guy Mollet ait su obtenir la majorité en écartant toute fusion à court terme, pour rassurer les adversaires de la fusion, tout en prônant une fusion totale « à terme », pour gagner un certain nombre de mandats aussi sur ce terrain, n'est finalement que secondaire. L'important est qu'aujourd'hui la S.F.I.O. se trouve devant un choix : soit disparaître en tant que parti ouvrier en s'intégrant à la Fédération, soit garder son indépendance organisationnelle, son sigle « ouvrier » et une certaine tradition.

Mais cette dernière solution n'est pas faite pour séduire tous les partisans de Defferre qui sont persuadés que seule une formation large comprenant les radicaux et la Convention serait susceptible de prendre la relève du gaullisme et de négocier sur un pied d'égalité avec le P.C.F.

Mais en fusionnant dans la Fédération, la S.F.I.O. laisserait de fait le monopole de la classe ouvrière au P.C.F. sans espoir de retour. Et si ce problème peut paraître secondaire à un Defferre, socialiste « moderne », il n'est peut-être pas indifférent à la bourgeoisie française.

L. Stern

Guy Mollet face à Defferre : Socialistes... pour combien de temps encore ? (Photo A.F.P.)

LE PLAN ORTOLI :

Comment construire des taudis

COMME les journalistes ont le monstre du Lochness pour remplir de la copie pendant les périodes d'été, les gouvernants ont leur plan pour résoudre la crise du logement.

Chacun a formulé des solutions dont les noms furent variés : H.L.M., P.S.R., etc., et dont les derniers sont I.L.N. et P.L.R., mais qui aboutissent toujours aux mêmes résultats : des taudis pour la classe ouvrière.

En fait toutes ces solutions, dont quelques-unes dans l'exposé des motifs semblent « rationnelles », oublient une donnée essentielle : la société capitaliste ne peut pas payer l'ouvrier suffisamment pour qu'il puisse se loger confortablement.

Réduire les coûts de production est sûrement possible, l'industrialisation le permet techniquement mais non seulement c'est dans des limites étroites qui restent éloignées des budgets ouvriers mais en plus c'est oublier l'importance du prix des terrains qui eux ne peuvent qu'augmenter, à moins d'être expropriés, ce qu'une société capitaliste ne peut évidemment pas faire.

Le plan Ortoli de relance de la construction sociale n'échappe pas à la règle : en fait, s'il propose de construire moins cher c'est en construisant directement et en neuf, des taudis encore plus inconfortables que les anciens H.L.M.

Pour cela le plan prévoit tout bonnement d'exiger des constructeurs des normes « simplifiées » pour éviter les frais qu'entraine « tout perfectionnisme inconsidéré » (sic). Autrement dit ce n'est plus du troisième ou du quatrième étage que vous entendrez votre voisin tirer la chasse ou se moucher mais du sixième ou septième.

De la même façon l'administration contrôlera un peu moins les permis et les constructions elles-même, là aussi, cela veut dire que les entrepreneurs seront libres de « réduire » les coûts en réduisant la qualité, la solidité et la sécurité. Quand on sait la façon dont la construction sociale est faite à l'heure actuelle... On voit aisément ce que seront les Programmes à Loyer Réduit.

Comme en plus ils seront construits sur des terrains moins chers, c'est-à-dire loin des centres urbains et des lieux de travail, ce sera là aussi à la classe ouvrière de perdre en déplacements le peu de temps qui lui reste après le travail, et le peu d'argent qui lui reste après le loyer, et bien sûr avec des moyens de transports à l'image des logements : rudimentaires, inconfortables.

La société capitaliste est ainsi arrivée à ce résultat extraordinaire : pour « résoudre » un problème insoluble de par son existence, elle en arrive à construire directement des taudis neufs et... inabordables.

Y. JAN.

La gauche allemande contre le N.P.D.

A l'appel du mouvement de gauche allemand « l'Action Janvier 1968 » et de l'écrivain Frank Arnau, 3.000 personnes ont participé, à Munich, à un « meeting d'avertissement » organisé pour rappeler le 35e anniversaire de la prise du pouvoir par Hitler le 30-1-1933. Il s'agissait aussi de dénoncer Luebke, président de la République Fédérale, pour avoir, en 1944, conçu et fait construire des camps de concentration ; des documents signés de Luebke, en possession de l'écrivain Frank Arnau, en feraient foi.

Si les anti-nazis ne voulaient pas laisser passer le 30 janvier, sans rappeler le passé, le N.P.D. (Parti nationaliste d'extrême-droite) a sans doute voulu montrer que pour lui il s'agissait d'un anniversaire important en demandant à ses adhérents de « faire sauter » le meeting de Munich.

D'après « Le Monde », 400 membres du N.P.D. tentèrent d'empêcher la réunion. Mais ils étaient attendus et furent expulsés manu-militari par les anti-nazis.

Au cours de la bagarre, un militant du N.P.D. est mort d'une crise cardiaque.

Les militants du N.P.D. n'ont pas attaqué en commandos, à la façon des S.A. d'Hitler lorsqu'ils brisaient une réunion ouvrière, mais cette tentative prouve leur volonté de recourir à des méthodes violentes contre les organisations de gauche. Elle est en tout cas la 1re manifestation de cette sorte depuis la création du N.P.D. en 1964 qui s'était contenté jusqu'à présent de gagner des voix aux différentes élections dans le pays...

Devant cette violence, les anti-nazis n'ont pas à demander à Luebke « d'interdire le N.P.D. », ni à la police de la R.F.A. de « protéger les meetings de gauche ».

Les participants au rassemblement de Munich l'ont bien compris puisqu'ils ont « vidé » eux-mêmes les membres du N.P.D. sans implorer l'aide de l'Etat.

Contre les menaces et les attaques fascistes en Allemagne, en France, ou ailleurs, c'est cette voie-là que doivent suivre les organisations de gauche.

C.O.

Leroi Jones en prison :

MAIS ON NE PEUT ARRETER SES IDEES

L'ECRIVAIN et poète noir Leroi Jones, connu à Paris par la représentation du « Métro Fantôme » et de « L'esclave » vient d'être condamné aux U.S.A. au début de janvier à trois ans de prison et 1.000 dollars (5.000 NF) d'amende.

La raison invoquée : port illégal de deux revolvers lors des émeutes de Newark. Les policiers traquèrent sa voiture dans les rues de la ville et, s'étant emparés de Leroi Jones, lui firent subir un passage à tabac en règle. La répression s'est abattue mais, en fait, Leroi Jones a été condamné sous le premier prétexte venu, pratiquement au maximum de la peine possible. Il fut aussi insinué au procès que Leroi Jones aurait participé à un complot visant à mettre le feu à Newark le soir même de son arrestation !

Ce sont ses idées de nationaliste noir qu'on a voulu condamner. Deux poèmes en particulier sur les émeutes de cet été avaient spécialement déplu aux autorités.

Mais en mettant un homme en prison, le gouvernement U.S. n'arrêtera pas ses idées, car ce sont celles de tous les combattants noirs qui se lèvent dans les villes américaines.

S.G.

Leroi Jones

Chez DASSAULT (Bordeaux)

Les travailleurs face à l'intransigeance patronale

MEETINGS, défilés en ville, publications de communiqués dans les journaux locaux... Ce qu'on a appelé dans la Gironde « le conflit Dassault » est loin d'être réglé et, au contraire, vient de rebondir pour entrer dans une phase aiguë.

L'an dernier, les travailleurs de chez Dassault, malgré le lock-out, avaient fait reculer le patron.

(Photo A.F.P.)

LE MOUVEMENT DE JANVIER 1967...

L'année dernière, en période électorale, les métallos des usines bordelaises de l'avionneur Dassault entraient en lutte pour la satisfaction de leurs revendications : Mensualisation du personnel, égalité avec les salaires parisiens (le rattrapage était fixé à 0,50 F de l'heure), annulation des 22 licenciements prononcés par la direction au début 1967 et qui constituaient la riposte patronale à l'agitation qui paralysait les usines de Talence, Merignac et Martignas.

Le 1er février, la direction prenait l'offensive et engageait l'épreuve de force : C'était le lock-out, qui allait durer 21 jours. 21 jours pendant lesquels les métallos bordelais se sont battus avec une magnifique combativité et, soutenus par l'opinion ouvrière, ont tenu le coup. Finalement Dassault devait céder, d'autant plus que le gouvernement ne tenait pas à voir la grève Dassault faire tache d'huile, en cette période électorale.

Le lock-out était levé, toutes les sanctions annulées sans exception. Les autres revendications devaient être discutées entre la direction et les syndicats — Dassault s'engageait à mensualiser tous les travailleurs et à accorder, par paliers, l'égalité avec les salaires parisiens.

La combativité déployée par les travailleurs, leur mobilisation après la reprise du travail, obligea la direction à respecter ses promesses, du moins en grande partie : tout le personnel devint mensuel, une augmentation d'environ 10 % permit le rattrapage avec Paris, avec cependant une différence de 5 % (en moins) pour les travailleurs bordelais.

CONFLIT ACTUEL LA SOURCE DU

L'accord de février 67 prévoyait que le rattrapage intégral serait terminé au plus tard en décembre 1967 et que les discussions commenceraient à partir du mois d'octobre.

Depuis le mois d'octobre la direction refuse systématiquement la discussion sur le fond du problème : augmentation de 5 % et, par des manœuvres dilatoires, repousse le rattrapage.

Les syndicats multiplient les entrevues avec la direction sans aucun résultat. Dans les ateliers, les travailleurs, moins patients que les dirigeants syndicaux, passent à l'action pour récupérer les 5 % qui leur sont dus. Ils font la grève du zèle, abaissant la production d'environ 30 % et la grève des heures supplémentaires, suivie à 100 %. Les discussions sont de plus en plus fréquentes, l'autorité de la maîtrise de plus en plus mal supportée.

LA RIPOSTE PATRONALE...

La direction va brutalement dévoiler ses projets et répliquer à l'agitation ouvrière : Le 14 décembre un travailleur est licencié sous un prétexte futile. Le lendemain, 15 décembre, la direction annonce qu'elle a reçu les directives du gouvernement, qu'il n'est pas question de rattrapage et propose une augmentation de 1 % pour solde de tout compte ! Pendant le même temps, les chefs reçoivent des consignes précises pour surveiller l'activité des délégués, leurs déplacements dans les usines. Dans les jours qui suivent, la direction prononcera 10 avertissements avant renvoi touchant les travailleurs combatifs. Face à cette attaque patronale, les syndicats vont rechercher un compromis, obtenu par une discussion autour du tapis vert. Dans un tract signé par les trois syndicats, il est dit : « soucieux de régler le conflit les organisations syndicales... ont déposé un contre-projet pouvant servir de base de solution au conflit. De plus, nous suggérions que notre camarade Baudorri, licencié abusivement, soit réembauché dans un autre établissement des avions Dassault de la région bordelaise. Cette proposition était acceptable pour tous, y compris par la direction, si celle-ci voulait sortir de l'impasse ».

... ET CELLE DES OUVRIERS

Mais Dassault ne veut pas de compromis. Le 26 janvier, les travailleurs excédés, passent à l'action. A Bordeaux-Merignac plusieurs centaines d'ouvriers envahissent le hall central du bâtiment de la direction, bloquent toutes les sorties et occupent les lieux toute la journée, empêchant les directeurs d'aller déjeuner. Il faudra toute « l'ingéniosité » des délégués pour que les vitres ne volent pas en éclats et que le mobilier de la direction ne passe pas par les fenêtres.

Le 29 janvier les syndicats sont reçus par la direction. Les travailleurs, interprétant à leur façon les directives syndicales qui demandaient au personnel d'appuyer ses représentants, envahissent les bureaux, brisent les vitres, et veulent forcer les portes qui abritent la réunion pour « faire pression » sur la direction. Les délégués les convaincront de n'en rien faire et de laisser continuer la discussion. Celle-ci se révèlera d'ailleurs pour le moins stérile puisque la direction annonce... plusieurs autres licenciements !

Pendant que les « négociations » se déroulent, les alentours de l'usine sont investis par les CRS (32 cars) qui eux aussi s'apprêtent à intervenir dans la négociation... à leur façon.

L'épreuve de force n'aura finalement pas lieu et la journée se terminera sans incidents, les syndicats ayant refusé d'annoncer les nouveaux licenciements aux travailleurs tant que les CRS étaient près de l'usine pour éviter un affrontement. Ce n'est que le lendemain que les ouvriers apprendront la nouvelle.

ET MAINTENANT ?

Aujourd'hui, rien n'est réglé chez Dassault, certains travailleurs, désarçonnés par l'attitude équivoque des syndicats qui attendent tout d'une discussion, se demandent s'il est « rentable » d'engager une lutte qui sera longue et difficile et dont le principal objectif est une augmentation de 5 %.

Mais en fait, l'enjeu de la lutte est bien plus important. L'avionneur Dassault, appuyé par le gouvernement entend mater les métallos bordelais, battre en brèche l'implantation des syndicats (un délégué et des syndicalistes ont été licenciés), il veut empêcher qu'un mouvement comme celui de l'année dernière se reproduise et, cette fois-ci fasse tache d'huile dans une région où les salaires sont très bas et inférieurs d'environ 30 % à ceux de Paris.

Mais les projets de la direction peuvent bien faire long feu, et les métallos de Mérignac, Talence et Martignas n'ont pas encore dit leur dernier mot.

F. DELAIN.

A La SAVIEM-BLAINVILLE *la reprise du travail ne marque pas une défaite*

(Suite de la première page)

Le lundi 22 janvier, la grève illimitée fut décidée à la Saviem. Dès le mardi matin à quatre heures les piquets de grève étaient en place et refusaient l'entrée de l'usine aux livreurs et transporteurs chargés de l'approvisionnement de l'usine et de la livraison des camions terminés. Seuls le directeur et deux de ses adjoints furent autorisés à pénétrer dans l'usine. Le lendemain, mercredi, la police intervint contre les piquets de grève pour faire respecter la « liberté du travail ». 600 personnes sur 4.800 entrèrent (en grande partie des « gens des bureaux »). Que réclamaient les travailleurs de la Saviem ? Une augmentation de 6 % pour compenser la perte de salaire entrainée par une baisse d'horaire de 47 h 30 à 45 heures.

— La création d'un fonds de régularisation des ressources comme à la Régie Renault.

— La liberté d'information pendant la pause dans les réfectoires.

Les travailleurs de la Saviem n'ont pas été poussés à la grève par des conditions de travail particulièrement misérables. Au contraire. Dans la région de Caen, ils sont parmi les mieux payés et durant l'année 1967 leurs salaires ont subi des augmentations de 6 % ce qui n'est pas exceptionnellement élevé mais reste malgré tout dans une honnête moyenne comparé aux autres secteurs. Ils n'étaient pas directement et immédiatement menacés par le chômage, la Saviem étant un constructeur de camions ayant actuellement une situation particulièrement bonne.

On a diminué leurs horaires de travail entrainant une diminution de salaire ; les travailleurs de la Saviem n'ont pas pleurniché pour qu'on rétablisse l'horaire de 47 h 30 comme cela s'est fait dans de nombreux endroits. Ils ont revendiqué une compensation qu'ils ont chiffrée à 6 %. Devant le refus de la direction ils ne se sont pas contentés de protester par des pétitions ou des débrayages limités. Ils sont entrés en grève illimitée pour arracher leurs revendications. Qui plus est ils ont posé comme objectif de leur lutte une garantie contre les baisses d'horaires éventuelles : Le Fonds de régularisation des ressources. Et de plus, ils ont réclamé par leur action le droit d'utiliser les cantines pour discuter entre eux. Tout cela, il faut bien l'admettre, représente dans l'état actuel des choses un degré de conscience et une détermination auxquels Messieurs les Patrons ni même les dirigeants syndicaux n'étaient plus habitués.

Au bout de la première semaine de grève, lors d'une manifestation à Caen avec des grévistes d'autres usines et des étudiants, la police a chargé d'une manière particulièrement féroce : 205 blessés dont 16 hospitalisés, 85 arrestations, 13 condamnations.

Au sujet de ces condamnations il faut remarquer que la justice qui est d'ordinaire si lente lorsqu'il s'agit de juger les responsables d'accidents graves, tels que la rupture du barrage de Malpasset ou l'écroulement de l'immeuble du boulevard Lefebvre, a été particulièrement expéditive. Les personnes arrêtées ne furent remises en liberté que le lendemain après des sévices et des brutalités que la presse a relatés. Treize personnes furent condamnées en flagrant délit par des juges siégeant le dimanche. Parmi elles, les grévistes furent condamnés à des peines de un à trois mois de prison avec sursis. Ceux qui n'appartenaient pas à la Saviem furent condamnés à des peines de 15 jours à 3 mois de prison ferme. Parmi les condamnés un Portugais sera expulsé lorsque sa peine aura été accomplie. Ces mesures particulièrement arbitraires ont fait l'objet d'une protestation de la part du barreau de Caen.

Pendant que la police matraquait, que la soi-disant justice punissait, la direction de la Saviem préparait son attaque. Dès le lundi 29 janvier, M. Vernier Paillez, P.D.G. de la Saviem, envoyait une lettre à chaque ouvrier où il demandait d'une façon hypocrite et cynique aux ouvriers qui ne se considéraient pas comme grévistes et que « seule l'impossibilité d'accès à l'usine avait empêchés de remplir leur emploi », de reprendre leur travail le lundi 29 janvier. Il leur offrait dans ces conditions de ne faire aucune retenue sur leur prime.

A cette forme de pression de la part du patron pour tenter de diviser les grévistes en isolant les plus combattifs des moins déterminés, s'ajoutait une autre pression encore plus démoralisante. En effet la presse a relaté, et cela n'a pas été démenti par les syndicats, que ceux-ci avaient accepté, en accord avec la préfecture, de retirer leurs piquets à condition que le « service d'ordre » soit discret.

Matraqués, condamnés par la police, soumis à de basses pressions et au chantage par la Direction, trahis par leurs syndicats — car on ne peut appeler autrement cette attitude qui consiste à louanger les grévistes et à stigmatiser la police en même temps qu'on discute et garantit à cette même police l'évacuation des piquets de grève — les travailleurs de la Saviem avaient affaire à forte partie.

Malgré cela ils ont tenu une semaine de plus. Mais en fin de semaine sur 4.800 personnes, 3.000 avaient repris le travail. Toutefois la production de cette dernière semaine malgré les différentes reprises peut être considérée comme nulle.

Les syndicats pour clore le mouvement ont organisé un vote. Sur 800 participants 500 se sont prononcés contre la reprise du travail. Malgré cette majorité pour la poursuite de la grève, les syndicats ont décidé la reprise pour le lundi 6 février, estimant que ceux qui ne s'étaient pas présentés au vote votaient en fait pour la reprise.

Cette grève n'a pas été une victoire. Mais ce n'est pas non plus une défaite. D'abord, les travailleurs de la Saviem reprennent la tête haute puisqu'ils ont obtenu l'abrogation des sanctions. Bien sûr quelques-uns ont été condamnés, d'autres ont été matraqués. Mais ils ont réintroduit dans le mouvement ouvrier les méthodes de lutte sérieuses. Ils ont montré que les travailleurs n'étaient pas mûrs pour la soumission et qu'ils savaient encore se battre.

Les syndicats et particulièrement la C.G.T. dont l'organe « La Vie Ouvrière » n'a pas su trouver une ligne dans son numéro du 31 janvier pour citer l'exemple de la Saviem, ne sortent pas grandis de cette lutte. Mais les travailleurs de la Saviem s'ils n'ont pas pu vaincre ont su se battre dignement.

C'est de leur exemple que les travailleurs doivent s'inspirer s'ils veulent vaincre le régime qui les condamne à la misère et au chômage.

H. VAUQUELIN.

Le capitalisme, ou l'art du gaspillage

LES pays du Marché Commun se trouvent aujourd'hui confrontés à un problème insoluble, disent les ministres de l'Agriculture, fort pessimistes : trop de lait. Ainsi, l'Europe trop riche ne sait plus comment endiguer et supprimer l'accroissement régulier de la production laitière. Dans le monde, un homme sur trois meurt de faim, mais cela n'empêche pas certains de se demander que faire sinon peut-être détruire des quantités énormes de lait et de beurre !

Et les Ministres de brosser un tableau édifiant de la situation : l'Europe, en 1967, a eu un excédent de 50.000 tonnes de lait ; la Suisse produit à elle seule de telles quantités de beurre qu'on pourrait couvrir avec les paquets de beurre qu'elle ne trouve pas à vendre la distance entre Berne et le pôle Nord (selon les aveux de M. Edgar Faure lui-même) ; 150.000 tonnes de beurre se trouveront dans les entrepôts frigorifiques européens le 1er avril prochain ; les frais de stockage des excédents ont coûté en 1967, 4 milliards de francs pour l'Europe, et un milliard et demi pour la France seule.

Pour les capitalistes, c'est évidemment une situation dramatique de surproduction. Stocker les excédents revient très cher, et n'est pas possible indéfiniment ; les écouler sur le marché à bas prix ferait fondre les bénéfices des grosses sociétés laitières, ce à quoi les Six sont unanimement opposés.

Et ce n'est pas à nous de nous préoccuper des solutions qui préserveraient les bénéfices capitalistes.

Mais ce qui nous concerne, c'est l'anarchie de la production capitaliste, son gaspillage et sa course au profit qui font que parallèlement à l'accroissement des richesses, non seulement le coût de la vie augmente (et en France nous venons de le sentir durement, et en particulier sur le lait) mais aussi la pénurie des pays sous-développés s'accentue.

Seule une organisation de la production qui ne se ferait plus en fonction du besoin de vendre à prix fort et d'entasser des bénéfices, mais en fonction des consommateurs du monde entier, saurait quoi faire de toutes ces richesses que le capitalisme gaspille.

S. Varin.

Dans le textile nimois chez Magrin-Enfoux

(450 ouvrières réparties dans 2 usines : rue Séguier et rue de Berne, à Nîmes).

Une ouvrière écrivait le 20 janvier :

« Au « Toro », l'usine de pantalons, on faisait jusqu'aux vacances 240 pantalons par jour, ce qui donnait à l'ouvrière 2 minutes par pantalon pour faire son poste, pour une minime somme de 300 à 400 F par mois.

A la saison 68, il nous faut faire 250 pantalons actuellement, et il est prévu que en en fassions bientôt 270 ! Il est interdit de reculer les boites quand le tapis va plus vite que le rythme habituel, ou que l'on est en retard à cause d'une machine en panne, ce qui arrive souvent. Total : on est crevées de fatigue le soir, à cause du rattrapage en forçant ou en travaillant pendant les 10 minutes de pause de « repos » qui nous sont accordées chaque matinée. Et toute cette augmentation de travail pour le même salaire qu'il y a quelques mois... quand le salaire n'est pas diminué. »

En effet depuis la rentrée on a appliqué l'abattement d'âge pour les femmes de moins de 18 ans ce qui diminue bien leur salaire horaire de quelques francs, mais ne diminue pas leur travail !

C'est d'autant plus dur à supporter que les contre-maîtresses ont été augmentées de 200 F. Et le « Toro » est l'une des usines de la ville où les prix sont les plus hauts.

En illustration de cet état de choses, une ouvrière de 17 ans 1/2 déclare :

« Je gagnais 2,65 F de l'heure, mais on a appliqué l'abattement d'âge ; je ne gagne plus maintenant que 2,20 F... »

Une autre, de 25 ans :

« On travaille aux pièces, ce qui fait que le salaire n'est jamais le même... »

Une autre a été embauchée comme apprentie au salaire de 2,93 F. Quand elle a tenu la cadence du tapis, on l'a mise à 3,11 F au lieu de 3,22 F, taux du poste.

Il y a environ 1 mois, une augmentation de 3% des salaires était annoncée à la radio. Les déléguées demandèrent alors une entrevue au patron, début janvier.

Le patron se déroba. Devant cette situation, les déléguées déclenchèrent une grève le mardi 23, pour obliger le patron à les recevoir. Il y avait une commande pressée à fournir, et le patron supplia les ouvrières de reprendre le travail, s'engageant à les recevoir le lendemain. Le travail fut repris.

Le 24, le patron s'était fait remplacer. La délégation déposa les revendications : augmentation de 10%, réduction des cadences, un vestiaire pour chaque ouvrière, amélioration de l'ordinaire de la cantine.

Le représentant patronal céda pour les vestiaires, mais repoussa tout le reste, prétendant que c'était au Comité d'Entreprise de présenter les revendications. « L'entrevue » avait duré 3 minutes...

Or l'article 2 de la loi du 16 avril 1946 stipule : « Les délégués du personnel ont pour mission : de présenter aux employeurs toutes les réclamations individuelles et collectives qui n'auraient pas été directement satisfaites, relatives à l'application des taux de salaires et des classifications professionnelles, du code du travail... »

Les déléguées appliquaient la loi **en s'adressant à la Direction mais les Directions n'appliquent leurs propres lois que lorsqu'elles y sont obligées...**

Les déléguées s'adressèrent donc au Comité d'Entreprise qui leur répondit qu'une entrevue avait déjà eu lieu avec le patron au sujet des mêmes revendications, et que le patron leur avait répondu... que c'était aux déléguées de déposer les revendications !

Ainsi il est évident que le patron se moque des ouvrières et des règlements, et aussi évident qu'un Comité d'entreprise peut agir sans que le personnel de l'entreprise soit au courant ce qui aboutit à rouler tout le monde, au bénéfice de la Direction.

Mais la délégation ouvrière ne se laissa pas intimider, et les déléguées déclenchèrent un mouvement général le 25, devant un nouveau refus patronal de discussion. Une délégation va rue Séguier chercher les ouvrières de l'autre usine : pendant ce temps, les ouvrières qui attendaient rue de Berne le résultat des démarches sont enfermées par la direction dans l'usine, pour éviter leur jonction avec leurs camarades. Mais à l'arrivée de celles-ci, les ouvrières ayant manifesté l'intention d'aller se réunir ailleurs, la direction préfère rouvrir les portes pour éviter les incidents.

Les ouvrières défilèrent à travers Nimes pour tenir un meeting à la Bourse du Travail. Une entrevue est demandée au Préfet (absent jusqu'au samedi, mais devant le risque d'un durcissement du conflit, les autorités acceptent de recevoir une délégation à 19 heures).

Le 26, la grève tient. De grands panneaux sont affichés à la porte de l'usine, annonçant que les ouvrières qui veulent travailler le peuvent. Il n'y a pas de piquet de grève. Cependant seule une vingtaine d'ouvrières semble avoir répondu à l'appel patronal. Rendez-vous est donné lundi 29 au matin devant les portes. Le mouvement se cristallise sur la volonté d'obliger le patron à la discussion. Le moral est élevé, et les ouvrières envisagent la prolongation du mouvement malgré les difficultés matérielles.

Si un Comité de grève élu par elles toutes pouvait siéger régulièrement et journellement, il serait certainement plus facile de les tenir au courant, d'éviter les manœuvres qui auront certainement lieu pour les diviser, et d'organiser au besoin la solidarité. Une première tâche est de faire connaître aux autres entreprises leurs revendications exactes et la marche de la grève.

Depuis huit jours ces ouvrières tiennent bon et à l'heure où nous écrivons, cette grève dure encore, accompagnée de manifestations de rue quotidiennes.

J. R.

ROUEN : l'administration universitaire et la police contre les étudiants

MARDI 23 janvier, au restaurant universitaire de Rouen, les militants du Comité Vietnam organisent une collecte dans le cadre de la campagne « Un Bateau pour le Vietnam ». Des étudiants de la F.N.E.F. (organisation étudiante de droite) essayèrent d'attraper le drapeau de la collecte. Un début de bagarre s'en suivit. L'administration universitaire appela alors la police qui arrêta... deux militants de l'A.G.E.R.-U.N.E.F., qui distribuaient le bulletin de leur organisation. Les étudiants présents firent un barrage, mirent une voiture en travers de la route, et empêchèrent la police d'emmener leurs camarades.

En entrant, un peu plus tard, dans le restaurant universitaire, deux étudiants, dont le président de l'A.G.E.R.-U.N.E.F., dirent au directeur des œuvres universitaires ce qu'ils pensaient des méthodes de l'administration. Leurs noms furent relevés, et, quelques jours après, ils étaient avertis qu'ils étaient convoqués le 1er février devant la Commission de discipline du Conseil de l'Université, risquant ainsi les sanctions les plus graves.

Depuis, sur le campus, les flics sont présents en permanence.

Comme à Nanterre, comme au lycée Condorcet, le problème est de se débarrasser des militants d'extrême-gauche, et tenter d'empêcher toute liberté syndicale et politique. Et, pour régler ce problème on appelle les flics, sous n'importe quel prétexte... fut-ce l'attaque des étudiants d'extrême-droite, qui eux, peuvent continuer impunément leurs exploits.

A la suite de ces événements, les étudiants de l'A.G.E.R.-U.N.E.F. organisèrent une campagne pour la défense des deux camarades menacés, avec tracts, pétition et manifestation le mardi 30 janvier ; près de 500 étudiants défilaient sur le campus, jusqu'au rectorat, aux cris de « Liberté syndicale », « les flics hors du campus », « à bas l'administration policière ». Le recteur ne reçut pas la délégation, puisqu'elle était appuyée par une manifestation... méthode trop peu courtoise, sans doute ! Le président de l'A.G.E.R.-U.N.E.F. prit la parole pour expliquer que les étudiants étaient prêts à défendre leurs libertés syndicales et politiques, et que si cette manifestation n'était pas suffisante, ils reviendraient, plus nombreux, et qu'ils étaient prêts, comme à Nanterre, à expulser la police du campus si c'était nécessaire.

Le lendemain de la manifestation l'Union des Etudiants Communistes distribua un tract intitulé : « Non à la répression ! Non à l'aventure ! » Après avoir expliqué que l'U.E.C. était solidaire des travailleurs du Calvados (...c'est-à-dire qu'elle se joignait aux appels au calme des organisations syndicales !) après un long paragraphe contre les « éléments gauchistes » qui « servent objectivement les desseins du pouvoir gaulliste », le tract se termine en ces termes :

« L'U.E.C. tient clairement à préciser qu'elle n'a rien de commun avec ceux qui barbouillent les locaux universitaires de mots d'ordre stupidement provocateurs et qui au lieu d'organiser la lutte de la masse des étudiants pour une Université Démocratique, se complaisent dans une agitation avant-gardiste qui ne peut aboutir qu'à l'affaiblissement du syndicat étudiant », curieuse solidarité face à la répression...

Irène Leduc.

Abonnements ordinaires : 6 mois 15 F - 1 an 25 F
Abonnements de soutien : 6 mois 30 F - 1 an 50 F
Envoyer les fonds au nom de Maurice SCHROEDT - C.C.P. PARIS 9424-78.

Au rassemblement des jeunes C.G.T. de la métallurgie :

LES JEUNES N'ÉTAIENT PAS AU RENDEZ-VOUS

LE rassemblement des jeunes métallurgistes C.G.T. de la région parisienne, s'est tenu le 3 février à la Maison des Métallurgistes rue Jean-Pierre-Timbaud.

A 9 heures, heure d'ouverture, à peine une vingtaine de jeunes étaient arrivés. Et il a fallu attendre 10 h 1/4 pour ouvrir les débats devant 150 jeunes assemblés. On attendait 1 000 personnes !

La matinée a été consacrée à des généralités sur les conditions de la jeunesse travailleuse. André Sainton, responsable de la Commission des Jeunes, s'est fait le rapporteur de leurs problèmes. Il a d'abord rappelé que la jeunesse, c'est l'avenir ; et pour conserver cet avenir, il faut la paix. Ensuite il a évoqué les revendications des jeunes de la C.G.T., entre autre, à travail égal salaire égal, un salaire minimum de 600 F par mois ; pour les jeunes chômeurs, sortant de scolarité, « le paiement d'une indemnité d'attente au moins égale à 35 % du S.M.I.G. (soit environ 115 F par mois). « Des primes de logements, des prêts sans intérêts, aux jeunes fondant un foyer », pour ceux qui n'en fondent pas, il suffit de réclamer « la construction de foyers de jeunes, de logements », « un statut démocratique du soldat ». Comment obtenir ces revendications ? D'après le rapporteur, « pas toujours par la grève » mais il faut établir des pétitions, des délégations, des cahiers de revendications spéciaux aux jeunes.

Après son rapport, le président demande aux jeunes présents dans la salle d'intervenir. Remous dans l'assistance. Personne ne se décide. Après une suspension de séance de cinq minutes, des jeunes de diverses entreprises : Sud-Aviation, S.N.E.C.M.A., etc. viennent parler tour à tour des problèmes auxquels se heurtent les jeunes dans leur entreprise. En particulier, un jeune espagnol de Renault, a demandé à la C.G.T. de s'occuper un peu plus des problèmes des jeunes émigrés.

Ensuite Claude Vinci vient à la tribune, non pas parler des problèmes de son atelier, mais du syndicat du spectacle, qu'il considère comme le véhicule apte à transporter la culture populaire à la classe ouvrière.

Enfin, Ouzoulias, ex-travailleur de la métallurgie, ex-militant de la résistance, présente son livre : « les bataillons de la jeunesse » qu'il dédicace à la sortie (en même temps que Vinci signe ses disques) en retraçant le brillant épisode des militants syndicalistes de l'époque.

Les débats reprennent à 14 h devant une assemblée un peu plus nombreuse (200 personnes environ). Au milieu des récits banals on peut relever l'intervention de certains jeunes émettant des critiques. Un responsable jeune de Citroën attaque violemment la composition du journal « Hé, jeunes ! » Il lui reproche en particulier de raconter la vie de Hugues Auffray et non pas celle, plus intéressante pour les jeunes travailleurs, des différentes expériences de Commissions Jeunes dans les entreprises. Trois jeunes d'autres entreprises, ont repris, à la tribune, ses arguments.

Des critiques sont également formulées sur le manque d'intérêt qu'attachent les responsables syndicaux, à l'intérieur des entreprises, aux diverses commissions de jeunes.

Des délégués de Milan et de Liège viennent apporter le soutien des jeunes travailleurs de leur pays où les problèmes sont identiques.

La charte revendicative reprenant tous les points énumérés le matin a été votée ; puis les organisateurs proposent une motion réclamant la paix au Vietnam par la cessation de l'intervention américaine — motion qui est aussi votée.

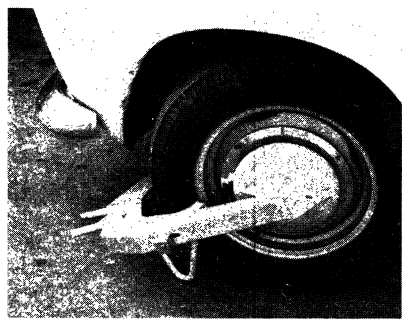
Enfin Jean Breteau, secrétaire général de la Fédération C.G.T. de la Métallurgie, tire les conclusions de la journée :

« Peu de jeunes sont venus aujourd'hui (un quart de l'effectif prévu). Il faut reprendre la propagande en direction des jeunes car s'ils ne représentent actuellement que le tiers de la population travailleuse ils en représenteront bientôt la moitié. Et si la C.G.T. veut rester majoritaire, il lui faudra bien les gagner ».

Effectivement les jeunes n'étaient pas nombreux ce samedi rue J.-P.-Timbaud. Mais encore faudrait-il que les revendications mises en avant par la C.G.T. tiennent compte de ce qu'ils désirent. Et quel jeune peut penser vivre avec 600 NF par mois en 1968 ?

P.J. Montrade

Les coups de sabots quelque part qui se perdent



(Photo U.P.I.)

C'EST le jeudi 1er février que furent utilisés pour la première fois dans Paris les fameux « sabots de Denver », véritables pièges pour automobiles destinés à immobiliser les voitures en stationnement illicite, avant leur ramassage par la fourrière.

Pour le moment, les « pinces » sont exclusivement réservées aux voitures stationnant sur les trottoirs. Comme chacun sait, ce sont surtout celles-là qui gênent la circulation...

Décidément, la Préfecture de police donne dans le gadget, et il faut une logique bien spéciale pour imaginer que l'on puisse résoudre le problème de la circulation en immobilisant les voitures en infraction.

A vrai dire, comme toujours, tout se ramène à une spectaculaire opération financière. Le coût de l'amende de la pose du « sabot » et de la fourrière se montant à 80 F.

Cela ne changera rien à la circulation, mais cela occupera de façon rentable, les nuées de pandores, contractuels et autres « serviteurs de l'ordre ». Et au fond, c'est bien le but recherché.

M. T.

A MAVILOR

(Saint-Chamand)

LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS

Quelle surprise n'avons-nous pas eu en lisant le compte rendu du dernier Comité d'Entreprise ! La direction nous demandait de bien travailler pour que le prix de revient ne s'élève pas trop, compte tenu de l'augmentation de la Sécurité Sociale et de celle des salaires. Quelle augmentation des salaires ? Nous n'en avons pas vu la couleur depuis 1964. On peut même dire que ceux-ci sont plutôt en régression depuis que nous sommes à l'Horme. Mais il s'agit peut-être d'un oubli de la direction ! Eh bien, à raison de 4 % par an, comme le préconisait le gouvernement, elle doit environ à chacun, dans les 1 200 NF. Si elle se dépêche de réparer ses torts, nous ne lui en tiendrons même pas rigueur !

(V.O. Mavilor, n° 14).

DANS LES MINES

QUI EST CAUSE DE L'INSECURITE

Dans le « Bélier » N° 13 à l'étage 650-700, toutes les règles de sécurité sont appliquées... d'après la direction du puits. Ce qu'il en est en réalité : c'est que nos camarades travaillent dans cette taille dans l'insécurité. Car le câble d'arrêt d'urgence, au lieu de faire les 120 m de taille, n'a que 70 m. Et cela dure depuis un mois. Personne ne s'en est inquiété jusqu'à présent. Des camarades de cette taille ont dénoncé cette infraction grave. A ce jour rien n'a encore été fait. On nous parle de la sécurité quand c'est pour faire des campagnes hypocrites contre l'alcoolisme, qui serait cause des accidents de travail. Que les Houillères s'occupent donc d'abord de respecter les règles élémentaires de la sécurité, avant de nous faire la leçon.

(V.O. Fosse Dechy, n° 40.)

AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE ROUEN

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

La direction ne manque vraiment pas de souffle ! Alors que dans tous les services les camarades qui attendent d'avoir enfin le titre, c'est-à-dire la paie correspondante au travail qu'ils effectuent, ne se comptent plus, elle lance un *concours* pour recruter un OP 1 pour la blanchisserie, section couture.

Les camarades qui sont surtout susceptibles de se présenter à ce concours travaillent déjà à la blanchisserie. Ce qui revient à dire que le C.H.U: a trouvé un « truc » de plus pour faire obstacle à la promotion des « faisant fonction ». Les agents qui travaillent à longueur d'année dans le service ont fait la preuve de leur capacité sans qu'aucun concours ne soit utile pour « légaliser » leur aptitude.

Et de toute façon ce n'est pas un seul poste qui doit être créé mais autant de postes qu'il y a d'agents qui font le travail d'OP 1 sans en avoir le titre, donc la paie.

(V.O. C.H.U. n° 4.)

A LA R.N.U.R. (Flins)

UN PEU FORT

En sellerie, seules les encolleuses qui fournissent treize balancelles ont droit d'être remplacées pour aller aux w.-c. Celles qui n'en ont que douze, doivent faire de l'avance.

Ainsi, même dans ce domaine, la direction trouve encore le moyen de raboter sur nos conditions de travail.

En somme, certaines d'entre nous sont tenues de faire du rabiot de production pour aller au petit coin ; on se demande si la direction ne va pas nous faire sauter un quart d'heure et un bout de prime pour absence injustifiée d'ici quelques temps.

(V.O. R.N.U.R. Flins, n° 42).

A SUD-AVIATION

(Courbevoie)

QUEL BEAU DIMANCHE !

Le journal sportif « l'Equipe » de la semaine dernière, nous a appris qu'à Saint Martin Du Touch, la direction de Sud offrait aux travailleurs « une journée portes ouvertes » dimanche dernier pour voir Concorde. Les ouvriers de Toulouse ont pu (nous citons) « ainsi admirer de près l'appareil qu'ils considèrent comme l'orgueil de leur cité ».

Quelle jolie récompense que de revoir le dimanche, et cette fois-ci avec toute la famille l'usine dans laquelle on se fait suer neuf heures par jour et plus.

C'est peut-être là une forme particulière d'intéressement, gratuite pour la direction : l'intéressement au travail, élargi à toute la famille.

(V.O. Sud-Aviation, n° 43).

CHEZ BENDIX (Drancy)

DU GUIGNOL

Oui le guignol est vraiment la seule chose à laquelle on puisse comparer les réponses de la direction au cahier de revendications.

Sur 23 questions il y a 22 « Non », ou « On verra », ou encore « C'est à l'étude».

Il n'y a qu'un seul Oui : il s'agit de la pose d'un groom à la porte de la cantine, « côté vestiaire, 1er étage »... Merci Messieurs.

Il est difficile de se moquer mieux du monde. Nous savions le dépôt du cahier de revendications inutile et ridicule quand il n'est pas soutenu par notre action... Mais à ce point !

Il est vrai que la direction ne comprend nos revendications que quand elle nous craint, et un simple cahier, c'est vraiment ce qu'elle craint le moins !

(V.O. Bendix n° 6).

CHEZ BABCOCK-ATLANTIQUE

(La Courneuve)

UN LARBIN LAMENTABLE

La semaine dernière le valet qui fait office de chef d'atelier à 530 s'est illustré à sa façon. Deux brillants exploits à l'actif de notre superman : il s'est d'abord permis d'enlever 2 heures de prime de qualité à un travailleur pour un motif futile : avoir mal élingué un fer U, ce qui de plus est faux !

Puis il s'est permis, jeudi dernier, de camoufler le matériel des essais à alcools et du tirage de la radio pour que l'inspecteur de la S.S. trouve des installations normales.

Au moins, à cette occasion, nous avons pu voir Superman au travail !

(V.O. Babcock n° 14).

C'EST DU CINEMA !

Il y a quelques jours des chefs sont passés nous voir pour nous demander si nous voulions aller au cinéma.

A première vue, pareille incitation semble incroyable ! Mais il faut dire qu'il s'agissait d'un film sur le travail d'un échangeur en fonctionnement et qu'il était projeté après l'horaire de travail. Dans ces conditions, la grande majorité d'entre nous a été obligée de décliner l'offre : nous voyons déjà suffisamment toute la journée certains de nos chefs sans les voir déguisés en ouvreuses le soir. Et si la direction veut nous « éduquer », elle peut nous passer des films pendant le boulot. Ainsi nous aurons tout à la fois du cinéma et du cirque au même programme.

(V.O. Babcock , n° 14).

CHEZ PEUGEOT

(Sochaux)

LES PRISONNIERS DU BOULOT...

Le dernier « Reflet Syndical » (CFDT) cite le cas de camarades de Méca-Sud qui passent la nuit du vendredi au samedi à l'usine. Finissant à 22 h 30 ils reprennent à 4 h du matin après avoir dormi (!) dans les vestiaires.

A quand les paillasses à côté des machines ! Les camarades qui acceptent de telles conditions, quelles que soient les raisons qui les poussent à cette extrêmité, encouragent la direction à continuer sur sa lancée.

Notons qu'ici le repos légal de 8 h n'est pas respecté. Il faut vraiment que la direction ait besoin de notre travail pour jouer ce jeu dangereux car si un accident survenait dans ce cas-là, elle serait condamnable par les tribunaux pour avoir instauré une telle pratique.

Ceci nous montre que si nous voulons obtenir de meilleures conditions de vie, il faudra utiliser d'autres moyens que la soumission illimitée.

(V.O. Peugeot n° 125).

LES BRIMADES CONTINUENT !...

Depuis quelques temps la direction sanctionne judicieusement et cela dans plusieurs secteurs (Embout, OFEC, Mécanique...) Elle vise principalement les militants syndicaux « gênants » qu'elle mute pour les isoler ou qu'elle « coince » pour les intimider.

Le 2e bureau maison ajuste ses tirs, calcule chacun des coups qu'il veut porter. Le problème est en effet délicat, il s'agit de s'arranger pour que les militants visés n'aient pas la possibilité de mobiliser leurs camarades de travail. Pour cela, la direction s'efforce de dissimuler la véritable raison de la sanction et de trouver un prétexte bidon (mutation pour... « raison de service » !).

Par ces coups précis la direction ne vise pas seulement des individus mais aussi le développement des organisations syndicales et en fin de compte les travailleurs qu'elle voudrait isoler des militants susceptibles de les aider à s'organiser.

Contre ces coups portés à la classe ouvrière il n'y a pas de bouclier tout prêt, seule la volonté de se défendre et de s'organiser malgré tout peut montrer à la direction que nous saurons répondre coup pour coup.

(V.O. Peugeot n° 125).

A LA COMPAGNIE DES COMPTEURS

(Montrouge)

COLLABORATION

Le 26 janvier la CFDT s'est expliquée au sujet de la position qu'elle a défendue à la réunion du CCE. Au moins pour une fois la CFDT est sincère et ne cache pas son rôle de syndicat collaborateur. Parfaitement « consciente » des problèmes économiques du groupe CDC elle déclare que le personnel « comme par le passé est prêt à faire des efforts nécessaires au maintien du groupe sur le plan européen et à son expansion ». Autrement dit acceptons les mutations, les licenciements, travaillons plus, revendiquons moins : voilà le programme de la CFDT, voilà ce qu'elle nous propose pour lutter contre les attaques patronales.

La classe ouvrière n'a que faire des difficultés de gestion des patrons. S'ils se réorganisent pour faire toujours plus de bénéfices ce n'est pas à nous d'en faire les frais.

Nous voyons là le vrai visage de ceux qui disent nous défendre. Et si la direction de la CGT se permet de faire des déclarations de principe à ce sujet, il faut bien voir que son rôle de par son inaction (ou ses actions qui n'en sont pas) n'est guère différent.

(V.O. Compteurs de Montrouge n° 84).

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

AUTOMOBILE :

BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Asnières.
CHAUSSON — Gennevilliers.
CITROEN — Usines Levallois et Quai de Javel.
PANHARD — Paris-13e.
PEUGEOT — (Indénor) Dijon.
PEUGEOT — Colomban.
PEUGEOT — Sochaux.
RENAULT — Billancourt - 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine :
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37.
RENAULT — Flins.

METALLURGIE :

Aciéries et Forges de la Loire (C.A. F.L.). — Saint-Chamond.
BABCOCK-WILCOX — La Courneuve.
BENDIX — Drancy.
BRONZAVIA — Courbevoie.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — St-Nazaire.
CRANE — Lille.
MAVILOR — Saint-Chamond.
OLIER — Clermont-Ferrand.
LA POLYMECANIQUE — Pantin.
S.E.V.-MARCHAL — Issy-les-Moulineaux.

AERONAUTIQUE :

HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes.
S.N.E.C.M.A. Kellermann — Paris-13e.
S.N.E.C.M.A. — Gennevilliers.
SUD-AVIATION — Courbevoie.

ELECTRONIQUE-ELECTROTECHNIQUE

ALSTHOM — Saint-Ouen.
BOURGOGNE-ELECTRONIQUE — Dijon.
CABLES DE LYON — Lyon.
C.I.T. — PARIS-XVe.
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux.
C.S.F. — Levallois.
Cie des COMPTEURS DE MONTROUGE — Montrouge.
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon.
NEYRPIC — Grenoble.

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :

KODAK — Vincennes.
MICHELIN — Bourges.
MICHELIN — Clermont-Ferrand.
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois.
PROGIL — Grenoble.
RHODIACETA — Lyon-Vaise.
RHONE-POULENC — Vitry.
ROUSSEL-UCLAF — Romainville.

SERVICES ET DIVERS

AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord.
AIR-FRANCE — Blanqui — Paris-XIIIe.
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker-Enfants Malades) - Paris-XVe.
ASSURANCES GENERALES — Siège - Paris.
ASSURANCES GENERALES — Drouot - Paris.
BANQUE NATIONALE DE PARIS — Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — Rue Viala, Paris-XVe.
CHEMINOTS — Gare de Lyon.
Gare du Nord.
La Plaine-Landy.
Le Bourget-Bobigny.
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS — Levallois.
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE — Rouen.
IMPRIMERIE DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux.
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE - Paris.
OUAIS ET DOCKS — Marseille.
URBAINE ET LA SEINE — Paris.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime » 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, **le jeudi, 17 h 30 à 19 h.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 18 h à 19 h 30.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Au « Bon Accueil » (J. Jacquet), 6, rue Saint-Etienne, **tous les vendredis de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **tous les jeudis de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le vendredi 16 février de 12 h à 13 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

Le procès à huis clos de la microfaction

PURGE A LA HAVANE

ANNIBAL Escalante vient d'être jugé à huit clos et condamné à 15 ans de prison. Les Cubains n'ont appris la nouvelle du « procès » que lorsque ce dernier était pratiquement achevé.

A travers les différentes accusations de calomnies, défaitisme, et autres « faits ayant pour objet de détruire l'unité et la cohésion des forces révolutionaires », il apparait que l'on reproche surtout à la « microfaction » son alignement inconditionnel sur l'U.R.S.S. et sa ligne politique.

Escalante, ancien leader du Parti Communiste à Cuba pendant l'époque Batista, a subi depuis le nouveau régime tous les contrecoups des tournants de la politique castriste vis-à-vis de l'U.R.S.S.

C'est ainsi qu'il fut un des dirigeants du nouveau P.C. cubain « intégré » créé par la fusion de l'ancien P.C. et du mouvement castriste et qu'il joua un rôle important dans la mise en place du nouveau régime de la République Socialiste lors de la grande amitié soviéto-cubaine. Mais accusé de « sectarisme » en 1962, il fut limogé et dut regagner Moscou. De retour à La Havane il devint le représentant le plus conséquent d'une politique pro-soviétique dans une époque où les relations entre l'U.R.S.S. et Cuba changèrent plusieurs fois de registre. Depuis la conférence de l'O.L.A.S. en août dernier il devenait incontestable que le torchon brûlait, Escalante était nommément visé. Il doit être aujourd'hui déféré devant un tribunal révolutionnaire, pour son activité au sein du P.C.C. Avec lui une quarantaine de personnes seraient détenues, selon les dires de « Granma ».

Il semble ainsi qu'un pas de plus vient d'être fait vers la rupture avec Moscou.

La ligne extrêmement sinueuse des relations Cuba-U.R.S.S. ne fait que traduire les limites et les inextricables contradictions dans lesquelles s'enferme toute politique nationaliste. Cuba ne veut pas faire les frais de la coexistence pacifique et cherche pour survivre des alliés naturels. Mais les alliés qu'elle s'est choisis, par la force des choses, ne peuvent rien pour elle. Cuba vit dans un monde dominé par l'impérialisme. Aussi radicale soit-elle, aussi révolutionnaire soit-elle, toute politique d'émancipation aboutit à une impasse si elle reste dans un cadre nationaliste, si les solutions qu'elle apporte ne débouchent pas sur la transformation socialiste de tous les pays.

Il n'y a pas de socialisme cubain, il y a une tentative héroïque obstinée, de se libérer de l'impérialisme et de survivre dans une société plus juste et plus humaine. Mais les limites contre lesquelles viennent se briser ces énergies et ces espérances ce sont celles d'une politique nationaliste.

Il ne suffit pas de chasser les impérialistes et de se couper — et dans quelle mesure ? — du marché mondial pour supprimer la cause réelle de la misère et de l'oppression. Il faut renverser l'impérialisme, remplacer le mode de production capitaliste par un mode de production nouveau capable de mettre au service de l'humanité toute entière la richesse accumulée dans les pays capitalistes avancés. Cette révolution ne peut s'opérer à Cuba, pas même en Amérique latine ou en Asie. Elle doit s'opérer dans ces citadelles de l'impérialisme que sont les U.S.A., la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, etc. Et elles ne peuvent avoir lieu que par l'action radicale du prolétariat de ces pays.

Mais les dirigeants des mouvements anti-impérialistes des pays « pauvres » n'ont que méfiance vis-à-vis des ouvriers. Ils les rangent dans le même sac que la bourgeoisie impérialiste. En fait ils se donnent pour but le développement de leur pays, la conquête d'une place au soleil dans un monde qui ne les tolère pas. Par là même ils participent de l'idéologie bourgeoise traditionnelle. Mais comme la tâche de notre époque est celle du renversement indispensable de la bourgeoisie qui domine le monde par le marché impérialiste, ils se condamnent du même coup à l'impuissance.

Castro va aussi loin qu'il peut le faire dans le cadre d'une politique petite bourgeoise radicale. Mais il ne peut pas sortir de l'impasse.

Et aujourd'hui, la réalité cubaine ressemble de moins en moins aux illusions et aux espérances des masses lors de la chute de Batista. Car l'impuissance économique se double forcément d'une dictature politique. Une dictature populaire certes, infiniment préférable à celle des valets serviles de l'impérialisme mais une dictature quand même. Et la condamnation d'Escalante, si elle illustre aujourd'hui l'éloignement d'avec Moscou, illustre également les formes antidémocratiques du régime cubain. Escalante et ses amis n'ont eu aucune possibilité de se défendre — ils ont été jugés à huit clos — et de s'adresser aux cubains autrement que pour faire une autocritique qui rappelle de tristes souvenirs. Ils sont finalement aujourd'hui arrêtés et jugés pour avoir défendu une ligne politique différente de celle du gouvernement. Comment expliquer une telle mesure ? Le libre jeu de la démocratie politique aurait-il conduit à un changement d'orientation de la politique cubaine en faveur de l'U.R.S.S. Mais alors ces idées seraient celles d'une majorité dans le parti et dans le pays ? Or on nous parle de microfaction. En ce cas l'élimination d'oppositionnels extrêmement minoritaires ne se comprend pas, même si le terme correspond plus à une volonté de minimiser et d'injurier Escalante et ses amis, qu'à une estimation numérique correcte. De telles arrestations sont parfois justifiées par des circonstances dramatiques, quand il s'agit de tenir coûte que coûte, face à la contre-révolution et à la guerre. Mais ce n'est pas le cas à Cuba. En fait, les calomnies, les autocritiques, les jugements à huis clos relèvent de procédés anti-démocratiques. A ce titre surtout l'élimination d'Escalante n'augure rien de bon pour le peuple cubain.

Escalante est victime aujourd'hui, à la fois de sa fidélité à la politique insensée de coexistence pacifique prônée par Moscou, et plus encore des échecs et des contradictions de la politique nationaliste de Castro.

Car si la rupture avec la bureaucratie stalinienne est un pas nécessaire vers une politique révolutionnaire, ce n'est pas pour autant une condition suffisante. Aujourd'hui toute politique révolutionnaire ne peut être qu'internationaliste et par conséquent prolétarienne.

Michèle TOURNY.

ISRAËL : VERS LA MISE AU PAS DE LA VIE PARLEMENTAIRE

TROIS partis politiques israéliens, le Mapai, l'Adhout Avvoda et le Rafi viennent de fusionner pour donner naissance à un grand parti travailliste qui gardera sans doute le nom de « Mapai ».

Attendue depuis longtemps cette fusion constitue néanmoins un événement important dans la vie politique israélienne et cela pour plusieurs raisons.

Depuis de nombreuses années déjà, le parti Mapai (adhérent à la 2e Internationale) rêvait de modifier radicalement le système électoral israélien. En effet, vieille survivance de l'esprit « socialiste » des premiers pionniers, celui-ci est, dans le cadre bourgeois, extrêmement démocratique. Le système en vigueur, celui de la proportionnelle intégrale à l'échelle nationale, permet à chaque parti d'obtenir un nombre de députés exactement proportionnel au nombre de voix obtenues. Ainsi, des petites organisations, comme les deux partis communistes ou celle d'un journal anticonformiste « Haolam Hazé », ont pu obtenir dans le passé un, deux ou trois députés.

Mais ce système était un frein pour le Mapai qui, ne capitalisant qu'environ 40 % des voix, était à chaque fois obligé, pour former le gouvernement, de faire des compromis sur sa droite ou sur sa gauche. Pour avoir les mains libres, différents dirigeants politiques israéliens rêvaient de changer complètement le système électoral pour aboutir à un scrutin majoritaire où seules les grandes formations seraient représentées... et où le Mapai détiendrait la majorité des sièges.

En fait, plus que d'une modification occasionnelle du mode de scrutin dans le but de conquérir quelques sièges complémentaires il s'agit, par ce biais, de doter le gouvernement d'une majorité homogène qui lui permettrait de se passer du parlement dans l'élaboration de sa politique.

C'est de ce point de vue qu'il faut considérer la fusion. Le parti fusionné n'a que 54 sièges sur 120 pour l'instant, mais lors des prochaines élections, il espère bien en gagner quelques autres et proposer alors la réforme du système électoral.

Les deux autres organisations qu'il absorbe, l'Adhout Avvoda et le Rafi, étaient toutes deux issues de scissions précédentes du Mapai. L'Adhout Avvoda, formée essentiellement de membres de kibbutzim, avait d'abord scissionné « sur la gauche » pour ensuite, dans le domaine de la politique vis-à-vis des Etats arabes, s'aligner sur les positions de la droite nationaliste israélienne.

Quant au Rafi, composé à l'origine d'éléments qui avaient quitté le Mapai avec Ben Gourion, ses liens avec les milieux les plus réactionnaires de l'armée sont connus et il était devenu le porte-parole d'éléments quasi-fascistes, partisans d'un régime fort.

Pour l'Adhout Avvoda, la fusion était la carte de la dernière chance car cette organisation qui n'a cessé de dépérir n'a plus aucune influence ni en milieu ouvrier, ni ailleurs.

Pour le Mapai, la fusion doit lui permettre d'arriver enfin au système électoral sur mesure tant souhaité.

Mais le développement de la situation politique actuelle profitera surtout aux éléments de droite du Rafi qui n'ont pas caché que leurs adhésions au Mapai n'a d'autre but que de tenter d'éliminer Levi Eschkol de l'intérieur, puisque de l'extérieur ils n'avaient pas été capables de le faire. Et Moshé Dayan, « le héros d'Israël » apparait d'ailleurs déjà comme le leader incontesté de la droite du parti.

Désormais, la bureaucratie Mapai tiendra tout : le parlement, l'organisation syndicale (Histadrout), où elle détient désormais la majorité absolue, et presque toutes les municipalités du pays.

De plus, le seul parti sioniste restant à la gauche du Mapai et possédant une base ouvrière, le Mapam, tiendra son congrès en mars La volonté des dirigeants du Mapam est de se fédérer au nouveau parti travailliste sous la forme d'un front électoral et parlementaire, première étape vers une unification organique.

Un certain nombre d'éléments scissionneront sans doute (quelques centaines de membres de la gauche), mais sans aucune perspective d'avenir.

L'affaiblissement des organisations de gauche israélienne, ou leur évolution très rapide vers la droite, les projets électoraux du Mapai, l'arrestation de militants communistes, tout cela montre bien que la victoire de juin se retourne en premier lieu contre le mouvement ouvrier israélien lui-même.

L. S.

Situation dans les territoires occupés

NOUS avons publié précédemment deux lettres d'un camarade israélien sur l'arrestation d'un jeune militant révolutionnaire arabe, Khalil Touamé. Aux dernières nouvelles celui-ci serait traduit incessamment devant le tribunal. Nous publions ici quelques précisions reçues depuis cette date sur cette arrestation et sur la situation dans les territoires occupés.

« Khalil Touamé est détenu à la prison de Jérusalem. La seule charge qui pèse sur lui est qu'il est soupçonné *(et non accusé) d'avoir abrité pendant une semaine Ahmed Khalifa, un arabe de la partie orientale de Jérusalem (donc israélien lui aussi), lui-même* soupçonné *(et non accusé) d'être l'organisateur de « bandes de terroristes ».*

Lors de son arrestation, Khalifa, en possession d'une carte d'identité de citoyen israélien, n'était même pas recherché officiellement par la police. De ce point de vue on ne peut strictement rien reprocher d'illégal à Touamé. Ce qui n'a évidemment pas empêché la police de Jérusalem (section politique) de l'arrêter et d'obtenir le 10 janvier une garde à vue de 15 jours qui a été renouvelée de 15 autres jours le 25.

Nous préparons un « livre blanc » sur la répression en Israël et dans les territoires occupés. En bref, c'est horrible :

1°) Les gens de « El Ard » (organisation nationaliste arabe interdite en Israël en 1965) sont mis en prison en masse, et on ne se soucie plus d'eux (ils se voient condamnés à des peines variant de 10 à 15 ans de prison).

2°) Dans les territoires occupés, les membres de l'organisation palestinienne « Al Fatah » et d'autres mouvements sont emprisonnés, torturés et parfois même descendus. Peu arrivent jusqu'au procès, toujours caricatural. Le tribunal est entièrement formé de militaires et il n'y a même pas un semblant de légalité.

Quant aux membres du parti communiste, ils sont eux aussi emprisonnés et généralement expulsés de Jordanie.

Il faut surtout insister sur le fait que dans les territoires occupés règne l'anarchie la plus complète. Il n'y a aucune autorité civile légale et les gens y sont la pâture du bon-vouloir de l'autorité militaire contre laquelle ils sont absolument impuissants ».

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le gouvernement Eskhol ait refusé les visas d'entrée à une délégation de deux membres de l'Association Internationale des Juristes Démocrates qui devaient se rendre dans les territoires occupés pour y avoir des contacts avec l'Organisation des Nations Unies pour les réfugiés (U.N.R.W.A.). Quant aux raisons officielles, données pour interdire à cette délégation, composée de M. Chomé, avocat au barreau de Bruxelles et Francesco Fabri assistant de droit international à l'université de Naples, elles confirment parfaitement la situation qui règne dans ces régions. En effet on interdit la venue des deux juristes sous prétexte que « La Voix des Arabes », une émission de la radio égyptienne, a commenté leur venue en termes hostiles à Israël.

Si les représailles menées par l'armée israélienne contre les populations palestiniennes n'étaient que pure propagande arabe on ne voit pas ce que le gouvernement israélien aurait à cacher aux deux juristes. Dans le cas contraire on comprend que la « Voix des Arabes » se soit réjouie de leur venue... et qu'Eskol l'ait interdite.

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration : 29, rue de Chateau-Landon, Paris-10e.
Parution hebdomadaire : En vente le mercredi.
Prix : 1 F.
Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an 25 F
Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F
Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de Maurice SCHROEDT C.C.P. PARIS 9424-78
Imprimerie - Composition Duhen, rue Philippe-de-Girard Paris-18e
Impr. « Rotoffset », 77-Meaux
Distribué par les N.M.P.P.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 12 FEVRIER 1968
Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

QU'EST-CE QU'ETRE UN REVOLUTIONNAIRE EN 1968 ?

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi **N° 12 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE** **14 FEVRIER 1968** **PRIX : 1 F**

BANQUES

Après la grève de 24 h du 5 février

(Voir page 6)

HONNEUR AUX COMBATTANTS VIETNAMIENS

VOILA près de quinze jours que le F.N.L. s'est lancé à l'assaut des villes. Près de quinze jours que les marines américains essaient de dégager Saïgon et Hué. Quinze jours que le drapeau du Front flotte sur des bâtiments officiels. Et que ni les bombardements, ni les mitraillages, ni le napalm, ne viennent à bout de la résistance des combattants vietnamiens.

Selon les estimations américaines, les pertes vietcong se montent à plusieurs dizaines de milliers de morts. Mais les quartiers investis ne se rendent pas. Mais, selon les journalistes occidentaux eux-mêmes, de nouveaux combattants levés sur place dans la population des villes, viennent relayer les guérilleros abattus. Mais les soldats F.N.L. sont « comme chez eux » dans les quartiers populaires et ils n'ont pas à craindre qu'on leur tire dans le dos.

Et les soldats américains, pour ne plus avoir à se battre maison par maison, étage par étage, bombardent systématiquement les quartiers populaires où se sont établis les guérilleros. Des villes sont entièrement rasées, des quartiers flambent et les civils sont mitraillés dans les rues par les hélicoptères U.S.

« Nous n'avons pas le choix », a déclaré le général Westmoreland. Et c'est vrai. Les Américains ne peuvent plus tenir les villes qu'au prix de la guerre totale, la guerre qui ne connaît ni civils, ni prisonniers.

Il est encore trop tôt pour savoir l'issue des combats, pour savoir si le soulèvement général des villes s'est soldé par un échec ou par une victoire. Comme nul ne peut savoir si l'attaque des villes par les combattants F.N.L. était une répétition générale ou l'assaut final. Mais une chose est certaine : le Vietcong a fait la preuve qu'il pouvait, quand il le voulait, comme il le voulait, là où il le voulait, s'introduire et frapper au cœur même des cités contrôlées par les Américains. Il a montré qu'il pouvait prendre l'initiative et même l'offensive. Il a montré qu'il pouvait tenir et que les Américains n'étaient pas maîtres de la situation et de son évolution. C'est considérable. D'ores et déjà, les désertions se multiplient dans l'armée sud-vietnamienne, alliée officielle des U.S.A., le tiers des effectifs se serait volatilisé.

Non seulement la fiction d'un Vietnam du Sud appelant à l'aide son grand allié U.S. a volé en éclat sous les coups de boutoir du Front, mais ce qui restait d'illusions possibles brûle aujourd'hui avec les quartiers bombardés et les civils « alliés » assassinés. Mais, et c'est le plus important, car cela risque d'être décisif, les organes de l'Etat sud-vietnamien eux-mêmes, armée, administrateurs et personnel politique s'interrogent et hésitent, ou commencent à hésiter.

Si cette évolution se confirme, alors, les Américains devront reculer et accuser la défaite. Car s'ils ont assez d'hommes et de matériel pour se maintenir dans la capitale, il leur faudrait un effort bien plus considérable et sans cesse renouvelé pour se maintenir dans toutes les villes du Sud-Vietnam. Si 500 000 hommes ne suffisent pas à maitriser quelques milliers de « guérilleros », alors quels effectifs permettraient à l'impérialisme U.S. de tenir contre toute la population paysanne et urbaine du pays ?

Cela ne serait pas la paix. Car il semble hors de question que l'impérialisme U.S. choisisse de quitter le Vietnam et de reculer. Il a la possibilité matérielle et humaine de tenir quelques places fortes attestant la présence de l'impérialisme U.S. au Sud-Vietnam envers et contre celui-ci, et de maintenir une véritable machine de guerre aux portes de l'Asie. Mais ce serait quand même pour lui une défaite considérable.

Et même si demain le F.N.L. doit abandonner les villes, même si les combattants doivent reprendre les maquis et laisser leurs morts, ils laisseront aussi derrière eux des ferments d'espoir et de violence et, chez l'armée d'invasion, un tel dégoût d'elle-même que, même sur un vaste cimetière, elle ne pourrait trouver la quiétude et le repos et surtout ne pourrait pardonner à ses propres dirigeants les crimes qu'ils lui ont fait commettre.

Michèle TOURNY.

Des milliers n'ont pas pu fuir ! (Photo U.P.I.)

GENOCIDE

Au Vietnam, les Américains massacrent un peuple

(Voir page 3)

LE PROCÈS DE 19 MILITANTS GUADELOUPEENS

Le 23 février, manifestons notre solidarité

(Voir page 4)

IMPOTS

Quand on nous explique qu'on nous vole pour notre bien

(Voir page 6)

Les jeux olympiques d'hiver

Une remarquable entreprise commerciale

(Voir page 8)

Un des dessous de la politique étrangère gaulliste

L'impérialisme français bien placé dans la course au pétrole irakien

SI la venue du chef d'Etat irakien, le général Aref, à Paris et les projets de livraison d'armes envisagés par le gouvernement français ont soulevé une vive émotion dans les milieux kurdes (Aref commanderait 54 avions de différents types « Mirage », des auto-mitrailleuses et éventuellement des chars de type A.M.X.-13), les buts de cette visite illustrent à la fois la politique de l'impérialisme français au Moyen-Orient et celle de la dictature militaire en place à Bagdad.

L'Irak est un bon exemple de ce que le Parti communiste appelle « les aspects positifs de la politique extérieure du gaullisme ».

Depuis quelques années, l'impérialisme français tente, dans la faible mesure de ses moyens, de supplanter les autres impérialismes de certaines régions du globe.

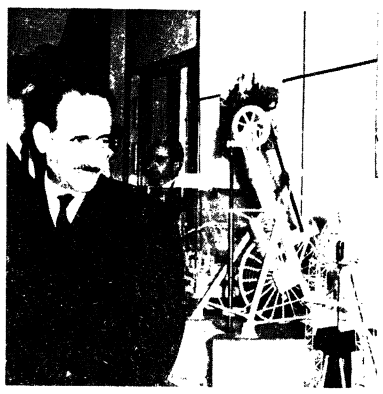
Après l'affrontement, fin 1966, entre le gouvernement Aref et l'Irak Petroleum Company, trust pétrolier aux mains des Anglo-Américains, c'est un organisme français (le groupe ELF) qui tente de reprendre la succession et, de ce faire attribuer certaines concessions laissées vacantes par l'I.P.C. (notamment les gisements de Roumeila). Quant au régime au pouvoir à Bagdad, il pratique une politique classique de certaines dictatures militaro-policières du Tiers-Monde : s'allier à un impérialisme contre l'autre.

Amené au pouvoir par un coup d'Etat en février 1963, le maréchal Abdel Salan Aref, frère de l'actuel chef d'Etat, organise des massacres sanglants de tous les éléments de gauche irakiens. En même temps, il reprend la lutte contre le peuple kurde qui, depuis de longues années, réclame son autonomie. Dans une interview donnée au journal « Jeune Afrique » en septembre 1963, le maréchal Aref affirmait à propos des Occidentaux : « Nous faisons en effet confiance aux Américains et aux Anglais ». D'une manière générale, nous voulons être bien « avec tout le monde ».

Après la disparition du maréchal dans un accident d'avion en avril 1966, c'est son frère, le général Abdel Rahman Aref, qui le remplaça à la tête de l'Etat irakien. Il ne reconnut aucune revendication des Kurdes et ceux-ci restent sur le pied de guerre.

Mais à propos de royalties que l'I.P.C. refusait de payer, il commença à prendre ses distances par rapport aux Anglo-Américains et s'attaqua à l'I.P.C. à qui il retira la possibilité d'exploiter de nouvelles concessions pétrolières dans le pays.

Mais, strictement limité aux Anglo-Américains, l'« anti-impérialisme » de Bagdad s'accommode fort bien des visées et des intérêts pétroliers que l'impérialisme français, qui entre les deux guerres exerça une répression constante contre les peuples syriens et libanais qu'il dominait en tant que « puissance mandataire », développe dans la région.



Aref, lors de sa visite symbolique à l'institut du pétrole à Paris.
(Poto A.F.P.)

Mais vis-à-vis du peuple irakien, l'anti-impérialisme d'Aref a fait long feu, même si lors de l'opposition à l'I.P.C., il put, entretenant certaines illusions, susciter un courant de sympathie dans la population.

Aujourd'hui, toute la gauche irakienne, dont les militants sont soit clandestins, soit en exil, soit en prison, est convaincue que les armes que livrera de Gaulle ne serviront qu'à réprimer tout mouvement d'opposition en Irak même et, en premier lieu, à tenter d'écraser les formations de partisans kurdes. Mais l'histoire de ces dernières années l'a montré, il est douteux qu'il y parvienne.

L. STERN.

Aref et la lutte des kurdes

ALORS qu'il était président de la République, le maréchal Aref déclarait à propos des kurdes et de leur lutte : ... « il n'y a pas plus de guerre que de problème kurde. Il n'y a que quelques brigands qui se manifestent de temps en temps » (Jeune Afrique sept. 1963). De ce point de vue Aref reprenait l'attitude que le général Kassem avait adoptée avant lui vis-à-vis du peuple Kurde.

Formé de dix millions d'habitants répartis sur un territoire de 500.000 km2 divisé entre cinq Etats (Irak, Syrie, Turquie, Iran et Union soviétique) le pluple kurde lutte depuis le début du 19e siècle pour son unité et son indépendance. Tous les régimes au Moyen-Orien, qu'ils se qualifient ou non de révolutionnaires, ont toujours refusé d'accorder aux Kurdes leur autonomie. Pire, ceux-ci sont l'objet de brimades continuelles.

En Syrie, considérée par certains comme le régime le plus « progressiste » des pays arabes, plus de 100.000 paysans kurdes se sont vue privés de la nationalité syrienne. En outre, certains sont « déplacés », dans le cadre d'un « plan d'arabisation » forcée des villages kurdes proches de la frontière turque. Beaucoup se sont vus écartés du bénéfice de la réforme agraire.

— En Turquie, publication le 25 janvier 1967 d'un décret interdisant toute publication en langue kurde.

— En Iran, arrestations massives de militants du parti démocratique du kurdestan iranien.

— En Irak, le leader Moustapha Barzani a soulevé de nouveau les kurdes contre Kassem en 1961 après que celui-ci eut refusé de reconnaître leur revendication d'autonomie.

Le gouvernement irakien nie l'existence nationale du peuple kurde qu'il assimile au peuple arabe. Le gouvernement turc fait de même en parlant nom de kurdes mais de « Turcs des montagnes ». Quant au Shah d'Iran il ne connaît que de « vieux iraniens » habitant le Kurdistan iranien.

Si après la mort de son frère le général Aref n'a pu faute de moyens reprendre la lutte contre les Kurdes, ceux-ci craignent à juste titre, que les armes fournies par De Gaulle lui permettent de lancer de nouveaux assauts contre les populations du Kurdistan.

Communiqué du Comité de Solidarité à la Révolution Kurde

REPONDANT à un appel lancé par le Comité de Solidarité à la Révolution Kurde (C.S.R.K.) plusieurs dizaines de personnes (à qui s'étaient jointes les délégations envoyées par différentes organisations de gauche) se sont rassemblées jeudi 8 février place de l'Hôtel-de-Ville, à 12 h 15, lors de l'arrivée du Général Aref à l'Hôtel de Ville, brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Pas d'armes aux oppresseurs du peuple kurde ! » « Kurdistan Libre ! »...

Des tracts dénonçant la politique des trusts pétroliers en Irak et le projet de vente d'armes du gouvernement français au régime irakien ont également été distribués aux passants. Les banderoles, aussitôt brandies, ont été arrachées par la police. Quatre militants du C.S.R.K. ont été arrêtés pour distribution de tracts et conduits au commissariat de police de Saint-Merri (4e) pour vérification d'identité et relâchés après une garde à vue de 6 heures...

ISRAEL : La campagne de solidarité avec les emprisonnés politiques doit se poursuivre

ALORS que l'on apprenait de source officielle la détention de mille membres de l'organisation arabe israélienne « El Ard », le journal israélien pro-gouvernemental « Maariv » du 25 janvier s'élevait contre « la presse française qui continue de décrire en couleurs sombres la situation « des arabes sous l'occupation d'Israël » et, poursuivait « Maariv » :

Dans cette direction la presse française est servie par l'organisation des étudiants israëliens d'extrême gauche « Matzpen », qui a fait publier hier dans le journal parisien « Le Monde » une lettre de protestation contre l'arrestation du secrétaire du Comité des Etudiants Arabes de l'Université Hébraïque de Jérusalem, Khalil Touame, accusé d'avoir hébergé un homme d'El Fatah.

... L'hebdomadaire « Le Nouvel observateur » consacre un long article à la description de ce qu'il considère comme une intensification des actes de terrorisme contre Israël, contrairement à l'appréciation de tous les dirigeants israëliens, ces derniers mois après la guerre des « six jours ». Selon l'hebdomadaire « le cycle vicieux d'actions de terrorisme d'un côté, et de la repression de l'autre côté s'intensifie de plus en plus ».

Si la campagne de protestations contre l'arrestation de Khalil Touamé, secrétaire du Comité des Etudiants Arabes de Jérusalem et militant de l'organisation « Matzpen », gêne les autorités israéliennes, c'est que celles-ci étaient persuadées que personnes ne protesterait contre l'arrestation de militants arabes, une partie importante de la gauche ayant pris fait et cause pour l'Etat hébreu en juin dernier.

Partant du cas Touamé, les protestations contestent tout le système répressif mis au point par le gouvernement israélien contre la population arabe. Nous publions ici des extraits d'une lettre adressée à l'Ambassadeur d'Israël à Paris par le professeur Maxime Rodinson, de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, spécialiste de la civilisation arabe.

D'autre part, le professeur Bettelheim a envoyé, lui aussi, une lettre de protestation et, de son côté, le Comité Bertrand Russel a pris l'affaire en mains.

Notre journal a fait parvenir également une lettre à l'Ambassade dans laquelle il se solidarise des militants arabes emprisonnés. De plus, des avocats français ont accepté de défendre les militants arabes non-israëliens (la loi ne permet pas à des avocats étrangers de défendre les arabes israëliens) détenus par les autorités de Tel-Aviv et ont déjà reçu l'agrément d'un grand nombre de familles. Contre le mur du silence dressé par les sionistes et leurs amis politiques « de gauche » sur la situation des militants arabes emprisonnés, la campagne doit se poursuivre.

EXTRAIT DE LA LETTRE

« Je n'ai pas l'intention de juger ici de l'exactitude de ces accusations (que je n'ai aucun moyen de contrôler) ni de la validité de l'action judiciaire entreprise en vertu des lois d'urgence du mandat britannique édictées en 1945. La question de la légitimité de la Résistance arabe n'est peut-être pas en cause dans cette affaire et, en tous cas, aucun accord général ne peut évidemment être obtenu sur ce point.

« Pourtant il parait certain que l'arrestation et le jugement de Khalil Touame ont soulevé une certaine émotion dans la communauté juive d'Israël elle-même où certains ont mis en question le caractère réel de l'accusation, soupçonnant le gouvernement israélien (ou les autorités militaires) de vouloir décapiter la gauche socialiste arabe. Il est peut-être utile d'insister sur le tort que causerait à la réputation israélienne un procès qu'on pourrait soupçonner d'être une opération politique camoufle sous l'aspect d'un acte de défense sur le plan militaire. De toute façon, la nature des accusations portées elle-même ne justifie aucunement la privation ou la limitation des droits de la défense non plus que de la publicité du procès. Un huis clos ne pourrait que renforcer les suspicions. D'autre part, on pourrait légitimement reprendre toute l'argumentation qui fut celle du Yishouv contre les actes de l'administration militaire britannique. »

Maxime RODINSON.

Le 30 janvier 1968.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 11 MARS 1968
Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

AU VIETNAM, L'IMPERIALISME AMERICAIN PREPARE-T-IL LA 3e GUERRE MONDIALE ?

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

Abonnements ordinaires : 6 mois 15 F - 1 an 25 F
Abonnements de soutien : 6 mois 30 F - 1 an 50 F
Envoyer les fonds au nom de Maurice SCHROEDT - C.C.P. PARIS 9424-78.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, **le jeudi, 17 h 30 à 19 h.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare). **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 18 h à 19 h 30.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les États-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Au « Bon Accueil » (J. Jacquet), 6, rue Saint-Etienne, **tous les vendredis de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **tous les jeudis de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le vendredi 16 février de 12 h à 13 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

Guerre du Vietnam et guerre mondiale

MALGRE son extraordinaire puissance technique, matérielle, logistique, malgré sa féroce détermination de vaincre, fût-ce au prix d'un génocide, l'armée américaine n'a pas réussi à reprendre complètement le contrôle des villes sud-vietnamiennes. Si les tonnes de bombes et de napalm déversées approfondissent jour après jour les souffrances du peuple vietnamien, si l'action « pacificatrice » d'une armée d'un demi-million d'hommes laisse des marques indélébiles dans les champs dévastés, les routes déchiquetées et les villes rasées, la répression forge plus de nouveaux combattants qu'elle ne peut en abattre. L'armée U.S. ne laisse plus, ne peut plus laisser, à chaque vietnamien le choix qu'entre deux façons de mourir : en victime passive ou en combattant décidé. Et la sanglante férocité de l'impérialisme, au lieu de la rapprocher de la victoire, l'en éloigne sans retour.

Les rodomontades des généraux, l'ardeur belliqueuse et l'optimisme forcé des chefs politiques ne peuvent pas masquer le fait que l'impérialisme américain est en train d'essuyer au Vietnam une cuisante défaite. Une défaite dont les implications dépassent les limites du Vietnam lui-même.

Si le combat du peuple vietnamien est le point de mire de l'actualité politique, c'est, surtout, parce que nul ne peut rester indifférent devant cet affrontement qui oppose un petit peuple au plus puissant impérialisme de tous les temps. Mais c'est aussi parce que chacun sait, ou sent, que la guerre du Vietnam n'est pas une simple guerre locale ; elle débouche ou peut déboucher sur un conflit plus général, contre la Chine d'abord et, immanquablement, contre l'U.R.S.S. ensuite. En ce sens, la guerre du Vietnam n'est pas encore la guerre mondiale, elle en est peut-être le prologue et, certainement, le terrain d'essai. C'est pourquoi, si l'offensive du F.N.L. dans les villes modifie considérablement le rapport de forces au Vietnam même, elle n'est pas sans effet, tant s'en faut, sur le rapport de forces à l'échelle du monde. Encore faut-il mesurer cette influence à sa juste valeur.

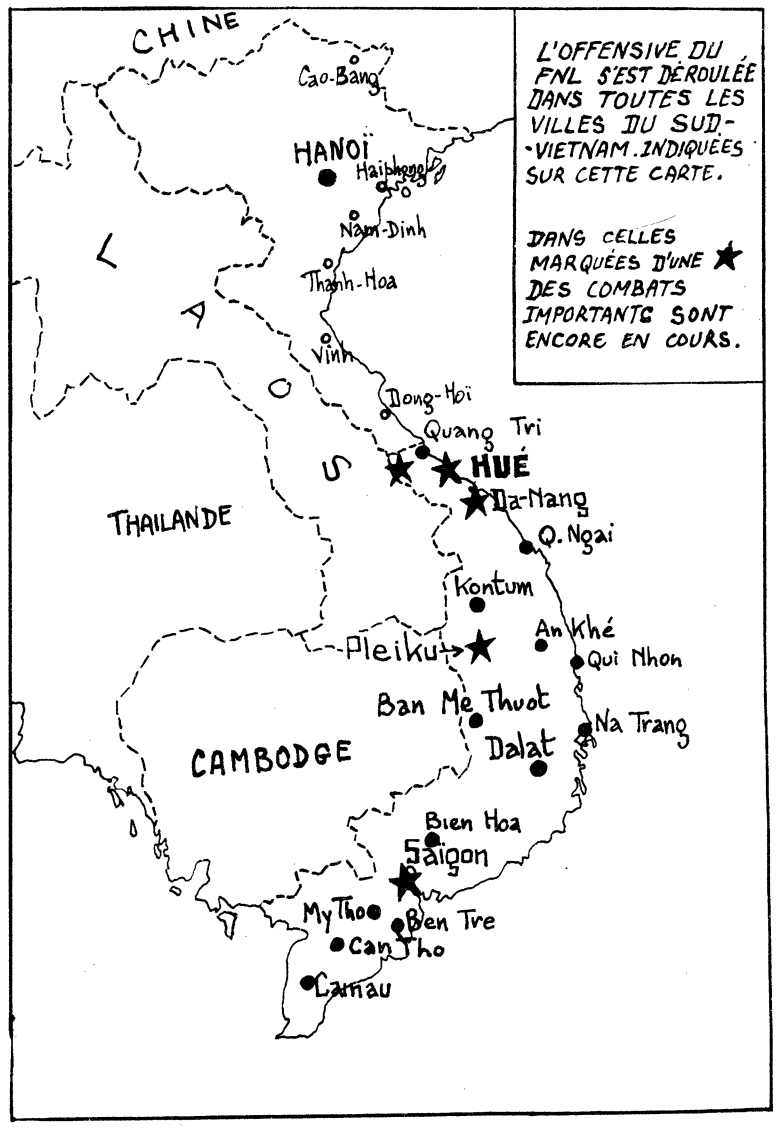
Il est en effet impossible de comprendre et d'interpréter l'effort de guerre américain au Sud-Vietnam, sans le placer dans une perspective plus générale qui débouche en fin de compte sur la guerre mondiale. Ni l'intérêt économique du Vietnam, ni même son intérêt militaire ou stratégique ne justifie l'acharnement des troupes U.S. alors que, manifestement, elles sont incapables de remporter une victoire décisive sur le terrain. Si les dirigeants américains jugeaient et agissaient en fonction des critères propres à une guerre coloniale classique, ils auraient pu chercher, et sans doute trouver, une solution négociée à l'instar de l'impérialisme français à Genève ou à Evian.

L'acharnement américain au Vietnam prouve d'une part que ce n'est pas seulement pour le contrôle de ce pays que les troupes U.S. s'y battent, mais prouve également que le lien entre la guerre du Vietnam et la future guerre mondiale n'est pas là où le voit une partie de la presse de gauche. Celle-ci dénonça en son temps l'escalade américaine contre le Nord comme chargée de menace pour la paix du monde. En fait, ce n'est pas la logique de la guerre au Sud-Vietnam qui peut, d'escalade en escalade, amener les dirigeants américains à porter la guerre au Nord, puis en Chine, puis en U.R.S.S., du moins sans qu'ils le veuillent expressément.

Ce n'est pas parce qu'il s'acharne « de trop » sur le Vietnam que l'impérialisme américain sera contraint par la force des événements de se battre contre la Chine, mais c'est au contraire parce qu'il envisage dans un avenir plus ou moins proche de se battre contre la Chine et l'U.R.S.S. qu'il s'acharne au Vietnam. Autrement dit, l'attitude américaine au Sud-Vietnam est la preuve que Washington se place dans une perspective de guerre, mais les raisons de cette attitude ne se trouvent pas au Vietnam.

Chercher les raisons du danger de guerre mondiale dans l'intransigeance américaine au Vietnam (ou dans l'audace du F.N.L. de vouloir se passer des bienfaits du monde libre, comme le prétend la droite) procède — toutes proportions gardées et compte tenu des différences — du même type de raisonnement que celui consistant à expliquer la première guerre mondiale par « l'irresponsable » attentat de Sarajevo ou par l'attitude intransigeante de l'Autriche contre la Serbie à la suite de cet attentat.

L'impérialisme mondial et son chef de file, l'impérialisme américain, savent qu'un jour ou l'autre il leur faudra en découdre avec l'U.R.S.S. et la Chine. Le danger de guerre mondiale réside dans ce fait. Apparemment, Washington estime la perspective de cette guerre suffisamment proche pour y préparer moralement son peuple et matériellement son armée. Les U.S.A. se maintiennent au Vietnam non pour l'intérêt que présente pour eux ce pays, mais pour y roder leurs hommes, leurs matériels et, en même temps, pour renforcer le rôle de l'Etat-Major au sein de la société américaine elle-même.



A la différence d'avant Sarajevo cependant, aucun mécanisme automatique n'est encore déclenché. Il n'était au pouvoir de quiconque, et certainement pas en celui des protagonistes, d'empêcher la guerre de se déclencher à brève échéance en 1912 ou en 1938. Pour l'heure, l'impérialisme américain est, par contre, encore maître du processus. Celui-ci est-il déjà en marche ? La guerre du Vietnam le fait craindre, mais ce n'est pas une certitude : l'impérialisme U.S. est maître du déroulement des événements, il peut reculer et il ne dépend que de lui de porter la guerre plus loin. Il n'a à craindre d'attaque ni de la Chine, ni de l'U.R.S.S. De plus, pour le moment, aucune situation économique catastrophique ne le contraint à fuir en avant dans la guerre.

Quelle est, dans ces conditions, la portée des succès du F.N.L. ?

Des bonnes âmes — parfois de gauche — déplorent que l'Armée de Libération Vietnamienne « envenime » la situation et « force » les Américains à de nouveaux pas en avant dans l'escalade et, de ce fait, contribuent à accroître le danger de guerre pour le monde. Outre l'hypocrisie de l'argumentation, y a-t-il un grain de vérité dans cette affirmation ?

Les causes premières de la guerre résident dans la nature même de l'impérialisme, dont l'économie nécessite la guerre, périodiquement, pour surmonter les contradictions de son économie. Les causes premières d'une guerre mondiale se rencontreront donc aux U.S.A. principalement.

Pour le moment, l'impérialisme U.S. n'est pas dans une situation économique et politique où la guerre mondiale serait pour lui la seule issue.

La situation au Vietnam peut l'amener, pour ne pas perdre la face en même temps que la guerre, à porter les opérations militaires au Nord-Vietnam. Mais aucune offensive du F.N.L. ne peut amener les dirigeants américains à engager, dans les circonstances actuelles le monde dans une guerre qui provoquerait immédiatement des remous gigantesques dans les peuples et en premier lieu le leur.

Mais au contraire, l'héroïque résistance du peuple vietnamien peut-elle arrêter la marche du monde vers la guerre, peut-elle constituer un obstacle à la généralisation de celle-ci ?

Certes, non. L'éventualité de la guerre mondiale ne se règle pas au Vietnam, mais aux Etats-Unis, en Europe, au Japon. Il ne suffit pas que pour les U.S.A. la guerre mondiale soit nécessaire, il faudra encore qu'elle soit possible. Et pour cela il faudra que l'impérialisme U.S. parvienne à enrôler sous sa bannière les peuples des autres pays impérialistes et, en particulier, leur prolétariat, soit en le brisant, soit encore par la complicité de ses organisations. S'il y parvient, rien ne pourra alors arrêter un nouvel affrontement mondial. Quelle que soit la situation militaire au Vietnam, les U.S.A. pourront faire la guerre et, aussi, la faire faire par leurs alliés, par le Japon essentiellement, dans la mesure où le conflit se déclencherait dans un premier temps contre la Chine.

La seule force susceptible d'enrayer le danger d'une croisade antisoviétique et anti-chinoise de la part des pays impérialistes est le prolétariat des pays impérialistes lui-même. Le peuple vietnamien, malgré son héroïsme, ne peut se charger d'une tâche qui est à la mesure du seul prolétariat des pays impérialistes.

Mais si le peuple vietnamien n'est pas placé là où le sort de la guerre et finalement l'avenir de l'humanité se décident, son exemple peut beaucoup, énormément. Car la guerre généralisée en Extrême-Orient n'est pas possible sans la mobilisation des peuples de l'Extrême-Orient.

Or mobiliser un peuple pour l'envoyer à la boucherie n'est souvent pas chose facile et sans danger pour la bourgeoisie. Mobiliser un peuple, c'est l'encadrer, l'embrigader, certes, mais c'est aussi lui donner des armes. Et pour qu'il accepte de tourner ces armes contre l'adversaire désigné, il faut le convaincre ou le vaincre et ne pas lui laisser de choix.

Or, la férocité de la répression américaine au Vietnam a, depuis longtemps, détruit le conte bleu du monde libre et civilisé se défendant contre les sombres machinations d'un communisme sanguinaire. Et l'offensive victorieuse du F.N.L. est en train de démolir le mythe de l'invincibilité et de la toute puissance américaine. Par ailleurs, si le bombardement de Hanoï a pu montrer aux peuples du Sud-Est Asiatique qu'il est dangereux d'être l'ennemi des Etats-Unis, le bombardement de Saïgon et la destruction de Ben-Tré ont montré qu'il est souvent pire d'être son allié.

Plus est cuisant l'échec de l'impérialisme américain au Vietnam, plus féroce et aveugle la répression, plus difficilement pourra-t-il mobiliser les peuples d'Asie, comme d'ailleurs le sien propre. C'est pourquoi, chaque offensive victorieuse du peuple vietnamien, chaque exemple de courage et d'efficacité qu'il donne contribue à faire reculer le danger de guerre.

G. KALDY.

Au Vietnam les américains massacrent un peuple

DEPUIS longtemps déjà, on savait que c'était à la population vietnamienne tout entière que les U.S.A. faisaient la guerre. Les récits de ratissages des campagnes, d'interrogatoires de « suspects », de bombardements au Sud comme au Nord, en témoignaient suffisamment. C'est en effet que la population tout entière, approuvait, aidait, soutenait les guérilleros.

Mais aujourd'hui, c'est à un véritable génocide que se livre l'armée américaine. Parce que la lutte du peuple vietnamien a gagné en puissance, parce que c'est à une véritable insurrection du Sud Vietnam tout entier que les troupes U.S. doivent faire face, parce que ce ne sont plus seulement les campagnes, mais aussi les villes qui sont ouvertement ennemies et que chaque ruelle, chaque maison, de la plus infime bourgade comme de la capitale, ne peut plus abriter qu'un combattant ou des soutiens pour celui-ci, l'armée impérialiste a choisi de tout raser.

Finie la fiction du pays allié que l'on était venu protéger contre « l'envahisseur communiste ». il n'y a plus d'alliés, il n'y a plus de protégés, il n'y a plus qu'un terrain à tenir ou à reconquérir. Et pour cela il n'y a pas d'autre solution « militaire » que d'en faire d'abord un désert, car là où il y a la population vietnamienne, il n'y a plus maintenant la moindre sécurité pour les soldats américains.

Depuis deux semaines maintenant des quartiers de Saigon ou de Hué sont journellement bombardés par l'artillerie ou l'aviation américaine, sans pour cela d'ailleurs que l'infanterie ait pu les réoccuper.

Le récit de la destruction de la ville de Ben-Tré qui avait été occupée, comme tant d'autres, par le Vietcong, tel que l'a fait le correspondant américain de l'agence Associated Press, et que la presse française l'a largement reproduit, montre bien l'ampleur de ce massacre généralisé auquel se livre, en ce moment même, le corps expéditionnaire de la première puissance mondiale :

A quel moment doit-on pointer ses canons lourds et utiliser les chasseurs-bombardiers contre sa propre ville ? La réponse à cette question a été donnée dans les premières heures de la bataille.

« Nous ne saurons jamais précisément (quelles sont les pertes civiles. N.D.L.R.) a déclaré un officier américain. De nombreuses familles ont été ensevelies définitivement sous les ruines. »

...Les bombardiers lâchèrent du napalm sur trois kilomètres de quartiers où se trouvaient des maisons couvertes de chaume. Les habitations furent réduites en cendres. Les hélicoptères effectuèrent plusieurs raids sur la place du marché, au centre de la ville, détruisant les murs et transformant les toits en un amas de ferrailles.

...Les quartiers pauvres dans le nord et l'ouest de la ville ont été victimes de tirs. L'artillerie a continué à tirer sur la ville, à partir de la base américaine de Dong-Tam, à quelques kilomètres au nord. « Les seuls endroits qui n'ont pas été touchés sont les locaux des conseillers américains, ceux du chef de province et l'hôpital. Tout le reste a été la cible de l'artillerie », a dit un officier.

Le commandant Chester Brown, qui avait survolé la ville pendant plusieurs heures à bord d'un petit appareil ordonnant les tirs des bombardiers, a déclaré :

Parmi les armes utilisées par les forces américaines et gouvernementales, figurent des bombes de 250 kilogrammes, du napalm, des roquettes, diverses bombes antipersonnel et des obus de 105 à 155 millimètres...

« C'est toujours dommage pour les civils. Dans une confusion générale de cette sorte, les gens ne savent pas où se cacher. Certaines armes que nous utilisons sont des armes pour attaquer une zone en général plutôt que des cibles spécifiques. C'est de cette manière que des gens ont été blessés »...

Cynique ou inconscient, un commandant américain reconnaissait, après ce fait d'arme qu'il avait « fallu détruire la ville pour la sauver ».

Ce n'est pas une ville, c'est le Vietnam tout entier que l'impérialisme américain tente de détruire aujourd'hui.

J. M.

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration :
29, rue de Chateau-Landon, Paris-10e.

Parution hebdomadaire :
En vente le mercredi.

Prix : 1 F.

Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an 25 F

Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de

Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78

Imprimerie - Composition
Duhen, rue Philippe-de-Girard Paris-18e

Impr. « Rotoffset », 77-Meaux
Distribué par les N.M.P.P.

ALGER :

Les Etudiants en butte à la dictature

ETUDIANTS en grève, contre un syndicalisme officiel imposé par les autorités, manifestations durement réprimées, arrestations, université fermée, il ne s'agit pas cette fois des étudiants espagnols de Barcelone ou de Madrid, mais des 8 000 étudiants de l'Université d'Alger.

Ces étudiants protestent contre la décision du secrétaire général du F.L.N., Kaïd Ahmed, d'organiser de nouvelles élections « sous le contrôle du Parti », élections qui ont pour but d'éliminer l'actuelle direction du Comité de Section d'Alger.

Lors de la rentrée universitaire de novembre dernier, les étudiants qui manifestèrent contre la politique officielle reçurent de Boumedienne la promesse d'élections libres au sein de leur association. Mais les autorités ont une singulière façon de concevoir la liberté.

La circulaire de Kaïd Ahmed, cause immédiate de la grève, prévoyait des sanctions contre les étudiants qui s'abstiendraient de participer aux élections (suppression des bourses par exemple). D'autre part une commission d'étudiants choisis par le Front pourrait refuser les candidats dont l'action serait jugée contraire à l'intérêt national, ou dont on pourrait établir le lien avec des « forces occultes ». C'est contre cet « embrigadement » que les étudiants algérois ont décidés de faire grève 24 h le vendredi 2 février.

La grève fut totale, les étudiants prouvant par leur participation qu'ils entendaient conserver leurs véritables représentants et non se plier à l'enrégimentement du pouvoir.

Le gouvernement réagit brutalement et des dizaines de chômeurs baptisés « militants du parti » essayèrent de provoquer des incidents pendant un meeting. Ce n'est pas la première fois que les autorités algériennes — qu'elles aient nom Ben Bella, Boumedienne ou Kaïd Ahmed — utilisent pour briser des assemblées hostiles, des commandos de chômeurs supposés venir représenter les sentiments d'une base fidèle au F.L.N... mais à l'Université c'était quand même plus difficile qu'ailleurs de faire passer cela pour un mouvement spontané ! Parallèlement, la police procédait à plusieurs dizaines d'arrestations dont celles de deux responsables du Comité de Section.

Les étudiants décidèrent de continuer leur grève et l'Université fut mise en état de siège. Mardi 6, les étudiants manifestèrent à l'intérieur de l'enceinte de l'Université et à ses abords, rejoints par des lycéens solidaires aux cris de « Liberté syndicale », « Vive la démocratie », « Kaïd démission » et exigèrent la libération des emprisonnés. La police boucla le quartier et réprima la manifestation puis, le soir, investit les locaux universitaires, arrêtant plus de 100 étudiants. Le ministre de l'Education Nationale prenait la décision de fermer l'Université. Le mouvement étudiant, lui, s'étendait au centre universitaire d'Oran et à plusieurs lycées de l'Algérois. Les étudiants sont bien décidés à obtenir gain de cause tant sur la libération des détenus que sur leurs libertés syndicales.

Ces manifestations d'étudiants, qui par rapport aux masses misérables des fellahs ou des chômeurs appartiennent à des catégories privilégiées; témoignent du caractère antidémocratique du régime algérien. La démocratie n'y est même pas possible au niveau des élites !

Un tel aboutissement — la dictature militaro-policière de Boumedienne — était déjà inscrit dans la logique du F.L.N. du temps où il était une organisation de masse luttant pour l'indépendance. Son but était étroitement nationaliste et ne visait qu'à établir un appareil d'Etat bourgeois.

Le F.L.N. se garda toujours bien soigneusement de sa base populaire et dès l'indépendance, le gouvernement anéantit pratiquement les anciennes structures, renvoyant les militants actifs, ne gardant que les fonctionnaires à sa dévotion et brisant l'armée de l'intérieur, s'appuyant exclusivement sur l'armée des frontières qui allait devenir l'armée de métier utilisée contre la population.

Les différents conflits entre dirigeants algériens se réglèrent toujours par le recours à l'armée et aucun des cadres dirigeants éliminés ne fit appel aux masses dont ils avaient peur.

Cela devait conduire à la dictature militaire.

Aujourd'hui l'ensemble de la population algérienne est en tutelle, le F.L.N. devenu parti gouvernemental et réduit à l'état de squelette, contrôle l'administration.

Mais l'armée est la seule force organisée du pays.

Les masses paysannes et ouvrières, qui pendant près de huit ans ont combattu courageusement contre la domination française, n'ont pas vu leurs espoirs de liberté se réaliser avec l'indépendance, et aujourd'hui elles subissent le régime en silence.

Les étudiants relèvent la tête. Ce n'est d'ailleurs pas leur première manifestation, leur première grève. On ne peut prévoir l'issue du conflit actuel mais même s'ils obtiennent demain partiellement satisfaction, cela ne sera que partie remise pour le gouvernement algérien. Une garantie réelle de la liberté de l'individu ne peut être obtenue en Algérie dans le cadre du régime.

Seul, un gouvernement qui serait l'émanation des plus exploités, les ouvriers et les paysans pauvres, peut garantir à toutes les couches de la population, y compris aux étudiants, leurs pleins droits démocratiques.

Sylvie GRENET

Procès de 19 militants guadeloupéens

Le 23 février, manifestons notre solidarité

LE Comité Guadeloupéen d'Aide et de Soutien aux détenus (CO.G.A.SO.D.) nous a fait parvenir la lettre suivante :

Paris, le 6 février 1968.

« Le gouvernement français vient de décider de l'ouverture imminente devant la Cour de Sûreté de l'Etat du procès de 19 patriotes guadeloupéens qu'il accuse d'avoir porté atteinte à « l'intégrité du territoire national ».

« Sa précipitation, qui traduit sa mauvaise conscience, marque en même temps sa volonté d'utiliser le silence pour pouvoir, une fois de plus, frapper le peuple guadeloupéen avec toute la rigueur et la brutalité dont il est capable.

Car, les événements des 26 et 27 mai 1967 ne sont qu'une provocation délibérée visant à faire disparaître les anticolonialistes guadeloupéens ; et dont les plus sincères et les plus combatifs ont été effectivement touchés, assassinés, emprisonnés ou inquiétés. Huit mois durant, les agents du gouvernement français — des ministres aux forces de répression en passant par les préfets et les autres — ont voulu discréditer ces hommes dont le seul crime serait d'avoir demandé la libération de leur pays du joug colonial et d'avoir lutté pour l'obtenir.

Le colonialisme français a décidé de surprendre l'opinion démocratique française et l'opinion guadeloupéenne en procédant à un jugement à la sauvette.

Nous estimons du DEVOIR de tous ceux que l'injustice révolte, de manifester leur désapprobation de ces méthodes pseudo-juridiques, moins légales qu'opportunes, d'exiger la libération de tous les détenus guadeloupéens, qu'ils soient rendus à leurs familles et à leur peuple.

A cette fin, et sous l'égide du Comité Français de Solidarité avec les détenus guadeloupéens, comprenant notamment Messieurs Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Michel Leiris, Daniel Guérin et Albert-Paul Lentin, le Comité Guadeloupéen d'Aide et de Soutien aux Détenus (CO.G.A.SO.D.) organise un meeting le vendredi 23 février 1968 à 20 h 30 au Palais de la Mutualité (salle B) M° : Maubert-Mutualité ».

Comme nous le rappelions dans notre précédent numéro et comme le CO.G.A.SO.D. nous le demande, nous nous joignons évidemment au Comité pour appeler nos lecteurs à venir nombreux le 23 février à la Mutualité. Il nous faut participer à toutes les actions envisagées. Il nous faut exiger LA LIBERTE IMMEDIATE DES EMPRISONNES.

Un lecteur nous écrit :

Quelle est la couleur de cette humanité ?

UN de nos lecteurs, ancien marin, nous a adressé une longue lettre dans laquelle il relate un fait dont il fut le témoin, lors d'une escale en République Sud-Africaine. Fait aussi révoltant que significatif du régime raciste qui est celui de l'Apartheid.

Faute de place nous ne pouvons citer in extenso la lettre de notre correspondant qui s'indigne, entre autres, du peu de place que grande presse et radio consacrent à la dénonciation de ce régime pourri, même lorsque les feux de l'actualité, à l'occasion des greffes du cœur pratiquées par le professeur Barnard par exemple, sont braqués sur ce pays.

Quant à « éliminer le racisme », nous sommes bien d'accord avec les conclusions de notre correspondant, c'est bien là l'une des tâches principales de notre époque. Elle se confond pour nous avec la lutte pour le socialisme. Notre correspondant n'a donc aucunement à se poser la question : l'information qu'il nous donne et la critique qu'il en fait ont parfaitement leur place dans notre journal.

Paris, le 4 février 1968

« Monsieur le rédacteur,

...En 1956, lors du premier conflit entre les Arabes et les Israéliens, le canal de Suez étant comme aujourd'hui impraticable à la navigation, les navires faisaient le tour par le Cap (Afrique du Sud) pour effectuer leurs voyages. Au cours d'une escale dans ce port, un homme d'origine guadeloupéenne, membre de l'équipage d'un navire pétrolier français, fut pris d'une rage de dents. Le commandant le fit accompagner en ville par un officier du bord, pour aller se faire soigner. Aucun dentiste blanc n'a accepté de soigner le malheureux qui hurlait de douleur. Je dis bien aucun dentiste blanc n'a voulu soigner le malade, et le quartier nègre, où il devait se rendre, était trop éloigné puisque le navire était en partance. A signaler l'intervention de la police de ce pays auprès de l'officier français afin de lui interdire de circuler en ville avec un nègre... Je vois mal un homme blanc arriver malade dans un pays peuplé de Noirs et que ces derniers refuseraient de soigner sous prétexte que le patient est d'une autre race. Quel beau scandale, n'est-ce pas ? Dans ces mêmes journaux qui aujourd'hui gardent le silence afin d'épargner les criminels moraux, on entendrait des causeries et surtout des vociférations à la radio et à la télévision. Mais lorsqu'il s'agit de dénoncer un acte barbare commis à l'égard d'un nègre, jaune ou rouge, tout le monde devient sourd et muet : je suis en train de me demander quelle est la couleur de cette humanité pour laquelle tout le monde est en lutte...

...Je connais l'Afrique du Sud pour avoir navigué longtemps dans la marine de guerre et marchande. Les Nègres sont exécutés comme des chiens pour un rien du tout. Il suffit de consulter les archives judiciaires de ce pays pour se rendre à l'évidence : un propriétaire peut employer un ouvrier nègre sans le rétribuer. Personne ne pourra l'obliger. Car il n'existe pas de justice pour ces Nègres, sauf les fusils en cas de rébellion, ou la déportation car ils ne sont pas considérés comme Africains. Dernièrement un de ces Nègres a eu les yeux brûlés au fer rouge. Sous prétexte qu'il avait volé... »

E. F.

LA VIE QU'ON NOUS PREPARE

Le rapport des Nations-Unies sur la situation sociale dans le monde en 1967 n'a pas de quoi nous réjouir :

— 10 à 20 millions de cas de tuberculose,

— recrudescence des maladies vénériennes, de la peste et du choléra.

Quant au nombre des analphabètes, il est passé en quelques années de 700 à 740 millions (voir « Le Monde » du 25-1-68).

Ces chiffres montrent bien l'hypocrisie de « l'aide aux pays sous-développés». En fait, le fossé entre pays riches et pauvres ne cesse de s'élargir.

Si nous continuons à ce train-là, c'est l'ONU qui le dit, avant 1980, les 3/4 de la population mondiale vivra dans des pays sous-développés.

Voilà le riant avenir que nous prépare la société sapitaliste.

LE SABOT SABOTÉ

UN ingénieux quidam, dont la voiture était entravée par le fameux sabot de Denver, a trouvé un système pour libérer une voiture de cet encombrant ustensile. Puis, ne sachant qu'en faire, l'a laissé contre un mur. Des journalistes qui passaient par là ont relaté l'événement dans la presse.

Bravo pour cet inconnu !

Nous ne regrettons qu'une chose, c'est de ne pas connaître son secret. Nos colonnes ne sont pas bien larges et notre diffusion est loin d'égaler celle de « France-Soir », mais nous sommes prêts à les mettre à sa disposition.

BERLIN

Manifestation internationale des jeunes des 17 et 18 février interdite

LES 17 et 18 février, à Berlin, diverses organisations de jeunes socialistes et révolutionnaires organisent une grande manifestation de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien. Des participants d'un grand nombre de pays d'Europe Occidentale (Hollande, Allemagne, Italie, Angleterre, etc.) sont attendus.

D'après les premières estimations leur nombre pourrait approcher 10.000. Ce sont les étudiants socialistes Allemands qui ont invité ces milliers de jeunes à venir manifester à Berlin.

Mais tandis qu'à la Chambre des députés de Berlin-Ouest l'interdiction du S.D.S. (Etudiants socialistes) était réclamée, le bourgmestre de cette ville annonçait l'interdiction de la manifestation prévue les 17 et 18 février.

Cette mesure vient d'ailleurs à la suite de toute une agitation estudiantine en Allemagne de l'Ouest, tant sur le soutien à la révolution vietnamienne, que pour protester contre l'augmentation des prix des transports en commun.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas encore si les organisateurs maintiendront la manifestation.

L'Allemagne de l'Ouest n'a, paraît-il, rien à voir avec le Vietnam. Cette manifestation gêne pourtant suffisamment le gouvernement allemand pour qu'il l'interdise. Ce qui montre, au moins, qu'il se sent solidaire de la politique américaine au Vietnam.

UN DÉMOCRATE A BON COMPTE

LES gaullistes ne perdent jamais une occasion de proclamer le droit des peuples assujettis par l'impérialisme américain à disposer d'eux-mêmes.

Ainsi M. Habib Deloncle a-t-il déclaré à Europe N° 1 : « Si la majorité des Vietnamiens veulent être communistes ce serait parfaitement déplorable et je suis contre, mais c'est leur affaire ; et s'ils ne veulent pas l'être, qu'on les laisse le dire eux-mêmes. Mais qu'on n'intervienne pas constamment dans leurs affaires comme on le fait et qu'on ne prétende pas leur dicter ce qu'ils ont à faire ».

Lorsque, par contre, les Somaliens, les Guadeloupéens affirment en descendant dans la rue leur refus des bas salaires, du chômage, du racisme qui sont le fait de la « présence française », cette volonté d'indépendance n'est plus juste, mais constitue bien un crime commis par une bande d'agités irresponsables que la bourgeoisie française réprime alors dans le sang.

Quand ses intérêts sont en jeu, elle sait alors adresser aux peuples non plus des discours hypocritement démocratiques mais des rafales de mitrailleuses.

Contre le fascisme : un grand absent, le P. C. F.

LE mercredi 7 février, « le Front uni de soutien au Vietnam du Sud » organisait à la Mutualité un meeting pour la soi-disant « défense du Sud-Vietnam »... (S'il veut tellement défendre les populations sud-vietnamiennes pourquoi ce « Front de soutien » ne demande-t-il pas à son ami Westmoreland de cesser de raser et de bombarder au napalm les villes de ce pays... ?) Ce « front de soutien » est composé de diverses organisations et groupes pro-fascistes, tels « les Combattants de l'Union Française », « Occident », la « Fédération des Etudiants Nationalistes », dont le but avoué ou non est de recréer en France des organisations nazies.

Et si pour le moment ces groupes n'ont pas la force de s'attaquer aux organisations ouvrières, ils « se font la main » au Quartier Latin, devant les lycées, et les facultés en attaquant en commandos les vendeurs ou les diffuseurs des organisations de gauche. Ces fascistes cultivent le culte du « dur », du « para », du « baroudeur » et forment leurs jeunes dans cet esprit. C'est en partie pour cette raison, qu'à la sortie de leur meeting le 7 février, qui s'est finalement tenu sous la protection de la police, 500 à 600 participants pro-fascistes ont manifesté, et matraques en mains se sont battus contre les C.R.S... qui quelques instants auparavant avaient empêché les manifestants de gauche d'arriver jusqu'à la Mutualité. Mais cet affrontement aussi violent soit-il ne doit pas faire illusion. S'il permet à la police de se payer le luxe de paraître « neutre » et à l'extrême-droite de sembler n'avoir aucun lien avec elle, il suffit de se rappeler dans un passé récent les liens qui unissaient les forces de police à l'O.A.S. pour comprendre que flics et fascistes sont du même côté de la barricade.

C'est pour lutter contre le danger que représente pour la gauche et pour la classe ouvrière la création de tels groupes pro-fascistes que les Comités Vietnam de Base ont tenté d'empêcher la tenue de ce meeting.

Mais malgré le courage des militants qui étaient venus prêts à se battre avec les nervis d'« Occident », ils n'ont pu interdire la réunion de la Mutualité.

Et s'ils ont contre-manifesté, dans les rues du Quartier Latin, ils ne leur a pas été possible de s'approcher de la Mutualité, protégée par les forces de l'ordre : 1.500 C.R.S., gendarmes mobiles et agents qui occupaient la place Maubert et les alentours. Et la police, arbitre soi-disant impartial, repoussait les manifestants de gauche, tandis qu'elle protégeait les participants au meeting pro-fasciste, leur permettant d'atteindre la Mutualité.

Les militants des Comités Vietnam se sont battus ensuite contre les flics, rue St-Jacques, bd St-Michel, rue du Four, mais ils n'étaient pas dans leur pouvoir d'interdire le meeting.

Et la seule force, qui aurait pu le faire, était le Parti Communiste Français. Mais le P.C.F. était, bien entendu, le grand absent de cette manifestation. Il s'était contenté, le matin même, de réclamer encore une fois dans l'Humanité « la dissolution du mouvement Occident ». Alors que lui seul aurait pu regrouper suffisamment de manifestants, non seulement pour empêcher le meeting, mais pour montrer à l'opinion publique combien les « nostalgiques » d'un régime fasciste pèsent peu, face à la mobilisation de la classe ouvrière.

Seulement le P.C. préfère utiliser la violence... contre l'extrême-gauche bien entendu.

Devant l'initiative de ceux qu'il appelle les « gauchistes », le P.C.F. n'a pas voulu « ne rien faire ». Et dans le même numéro de l'Humanité du 7-2-68, déjà cité, on apprend que « la meilleure riposte à cette provocation fasciste est une participation massive aux actions prévues pour le 13 février... ».

Le 13 février, en effet, le « Comité National d'Action pour le Soutien et la Victoire du peuple vietnamien », récemment créé par le P.C.F., appelle à manifester à 18 h 30 devant l'Ambassade des Etats-Unis à Paris.

Ce jour-là, ce seront sans doute plusieurs dizaines de milliers de personnes qui répondront à cet appel pour la victoire du peuple vietnamien, et il est peu probable de voir les pro-fascistes tenter de contre-manifester place de la Concorde.

Mais il reste qu'en se refusant à empêcher les groupes fascistes d'exister et de se développer, le P.C.F. ne renforce pas la classe ouvrière dont il prétend pourtant être le représentant et le défenseur.

Catherine OLIVIER.

MANIFESTATION CONTRE LA GUERRE AU VIETNAM A LA MUTUALITE

Certains baissent la tête afin de ne pas pouvoir être identifiés par la police. (Photo A.F.P.)

L'Etat paye une usine à Citroën ou la décentralisation qui rapporte

LA société Citroën va installer une importante usine à Borny, dans la banlieue de Metz. On y fera des pièces mécaniques et principalement des boîtes de vitesses. Construite sur 50 hectares, elle nécessitera un investissement de 250 à 300 millions de francs. Elle emploiera 1.200 personnes au début et sera prévue pour 4.000 travailleurs.

Pourquoi Citroën va-t-il s'installer à Metz ? La puissante firme du Quai de Javel, qui a déjà décentralisé une partie de ses fabrications à Rennes et plus récemment une autre à Aulnay-sous-Bois (15 km de Paris) avait-elle absolument besoin de cette usine, même si certaines installations du 15e arrondissement doivent disparaître ? Non. Mais comment Citroën, après avoir gagné la main-d'œuvre bretonne, qui en est arrivé à draguer de la chair à travail sur tous les points du globe, pourrait-il négliger une main-d'œuvre que les mines de Lorraine laissent inoccupée ? Il y a des hommes à exploiter, Citroën est là. D'autant plus que l'Etat réclame au patronat des volontaires à qui il fait un pont d'or. Monsieur Bercot, P.D.G. de Citroën, a eu des conversations avec M. Michel Debré, ministre des Finances, à la suite desquelles l'Etat, avec l'argent des contribuables, va, sous forme de primes, subventions et prêts, aider la société Citroën à construire sa nouvelle usine.

Déjà la construction de l'usine de Rennes avait été très lucrative à la suite de l'aide de l'Etat. La construction de celle de Metz va de nouveau s'inscrire dans les profits de Citroën.

Citroën, qui vient de racheter Berliet, ne pouvait pas faire en plus les frais de la construction d'une nouvelle usine. L'Etat lui en paye une, au moins en partie.

Un problème que personne n'a soulevé, c'est de savoir si les subventions de l'Etat obligeront Citroën à servir des salaires à Metz au moins égaux à ceux de Paris et à dédommager les travailleurs parisiens rendus disponibles par la décentralisation. Citroën commence par empocher l'argent des contribuables, mais il ne se sent pas pour autant des obligations envers les travailleurs, et l'Etat, qui lui donne si généreusement des fonds, ne lui en demande pas.

Il faut bien que la décentralisation rapporte à quelques-uns.

H. V.

ETRE CHOMEUR EN 1968

ON estime actuellement en France plus de 450 000 chômeurs dont la moitié seulement sont inscrits comme « demandeurs d'emploi », et parmi eux, tous ne sont pas « secourus» (80 000 seulement perçoivent les ASSEDIC et les indemnités publiques).

Ceux qui ont quitté volontairement leur dernier patron espérant trouver un meilleur salaire ailleurs se voient refuser l'allocation-chômage, ce qui revient à dire « vous n'aviez qu'à rester où vous étiez ».

Les seuls qui aient droit à l'allocation publique et aux ASSEDIC sont les travailleurs ayant été licenciés ; ceci ne concernant pas ceux qui ont été mis à la porte pour faute dite « grave » suivant la justice patronale et sont eux aussi exclus du bénéfice des allocations-chômage.

Alors, comment cela se présente-t-il pour ceux qui peuvent prétendre percevoir quelque chose.

Tout d'abord avant de toucher le moindre denier il faut rassembler les pièces nécessaires au dossier. Pour cela le chômeur va devoir traîner les bureaux d'inscription, remplir des formulaires, aller chez ses anciens patrons afin d'y faire compléter une quantité de paperasses, etc... souvent il devra y retourner plusieurs fois. De plus dès son inscription il devra pointer une fois par semaine au bureau de chômage.

Lorsque le dossier sera complet, le chômeur devra attendre au moins 2 ou 3 semaines avant d'avoir une réponse.

Si sa demande « d'aide » est acceptée, le chômeur aura donc l'assurance de toucher 6,30 F par jour du bureau de chômage et 40 % de son salaire journalier moyen des 6 derniers mois de salaires pendant les 3 premiers mois de chômage, et 35 % ensuite, au titre des ASSEDIC.

Le chômeur ne touchera pourtant pas cet argent qui est pourtant un dû, tout de suite. Il est courant dans les bureaux de chômage et des ASSEDIC de voir éclater la colère de travailleurs parce que certains pendant plusieurs mois n'ont pas vu la couleur d'un centime. On a même vu des heurts entre chômeurs et employés de ces bureaux.

Cette colère de chômeurs se déverse d'ailleurs facilement sur les « étrangers ». Et il suffit qu'un homme à la peau un peu foncée fasse mine de dépasser son tour pour que les mots de « sale bicot », « retourne dans ton pays », etc... fusent dans la salle.

Il faut dire que les différents bureaux s'y entendent pour lanterner les travailleurs : prétexte du dossier incomplet (il faut alors se « promener » de nouveau chez son ancien patron, puis au bureau de chômage) prétexte de la réorganisation du travail des bureaux, etc...

Si les files sont longues à l'inscription au chômage, l'attente d'une réponse de la demande d'aide n'en est pas moins longue.

Non seulement les travailleurs doivent subir l'anarchie économique bourgeoise, qui créé le plein emploi un jour et le chômage le lendemain, mais lorsqu'ils sont rejetés de la production leur seul droit est l'attente !

Mais que la bourgeoisie se méfie, ils finiront peut-être par se lasser...

Claude SEVRE.

La Commune de 1871 à la Télé

Un des canons qui mirent le feu aux poudres (Document NATAF)

MERCREDI dernier, dans le cadre de l'émission : « Les dossiers de l'écran » la télévision a évoqué la Commune de Paris. L'excellent court-métrage de Ménégez, constitué par des documents de l'époque, a fait revivre, trop rapidement peut-être, ce que fut le premier pouvoir prolétarien.

Du 18 mars 1871 au 28 mai 1871, les ouvriers parisiens insurgés s'élançaient, selon l'expression de Marx, « à l'assaut du ciel » et donnaient l'image d'une société nouvelle, sans armée, sans flics, d'où l'exploitation sera bannie.

Le court métrage sut montrer, en quelques minutes, les causes de l'insurrection ouvrière : la famine, la faim, la misère et aussi la farouche volonté de ne pas laisser Paris à Bismarck, comme le voulaient Thiers et le gouvernement de la « Défection nationale » des Trochu et Jules Favre.

Les ouvriers parisiens s'organisent et s'arment pour défendre la capitale. Voilà plus que n'en peut supporter Thiers, au nom de tous les possédants. Dans la nuit du 17 au 18 mars, les « forces de l'ordre » tenteront de désarmer les Parisiens sans succès. C'est l'insurrection.

La nature du pouvoir prolétarien, ses réalisations grandioses bien qu'éphémères apparaissent clairement.

Suppression de l'armée de métier, défense assurée par le peuple en armes, réquisition des appartements des riches pour y loger les pauvres, séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc., etc.

Mais les erreurs du premier pouvoir prolétarien (il n'ose toucher à l'argent de la Banque de France, néglige de marcher sur Versailles au bon moment...), l'absence d'un parti révolutionnaire, amènent la chute de la Commune. Aidés par Bismarck, les Versaillais entrent dans Paris et, le 28 mai, la Commune tombe. La répression est terrible, à l'image de la peur inspirée aux classes possédantes, 20 000 communards sont assassinés. Les femmes et les enfants ne sont pas épargnés.

Bien sûr, tout n'a pas été dit, mercredi dernier sur la Commune, et il ne pouvait en être autrement. Mais le film a su donner une image exacte du premier pouvoir ouvrier. Les nombreux appels téléphoniques ont montré que les téléspectateurs n'ont pas boudé l'émission, qu'ils s'y sont vivement intéressés. Cela ne saurait surprendre, quand on connaît la médiocrité du programme généralement offert sur l'une ou l'autre des deux chaînes.

F. D.

LUTTE DE CLASSE

Numéro 12 - Mois de février 1968

Au sommaire :

— La construction du Parti Révolutionnaire et la tactique entriste.

— Le sentiment national et le mouvement révolutionnaire dans les pays impérialistes.

Quand on nous explique que l'on nous vole pour notre bien

MONSIEUR Debré a entrepris de faire l'éducation civique des contribuables. En l'occurrence, il offre en supplément à chacun, avec la déclaration d'impôts, une notice intitulée « Pourquoi les impôts ? », qui explique à quoi sert l'argent qu'on verse à l'Etat.

C'est qu'on est démocratique, au gouvernement, et qu'on tient le public informé. Malheureusement, les informations en question paraissent fort tendancieuses. C'est ainsi qu'on nous explique benoitement que l'éducation et l'action sociale représentent chacune 21 % du budget, et la défense nationale... 20 % seulement.

Mais nous n'irons pas contester les chiffres donnés par DEBRE. Car il n'est pas besoin de chiffres pour savoir à quoi sert l'argent qu'on nous vole. Il sert à payer les 300 000 militaires de carrière dont fait mention la même notice ; il sert à payer à peu près autant de flics qui n'hésitent pas, à Caen, à Redon, au Mans ou ailleurs à cogner sur les contribuables qui protestent parce que la vie est trop chère. Il sert à payer des sabots de Denver qui vous obligeront à débourser encore un peu plus d'argent, et des contractuels qui vous affligeront d'un impôt supplémentaire parce que votre voiture est en stationnement interdit. Il sert à payer des sous-marins qui se perdent et des submersibles qui vont à leur recherche.

Il sert à faire des prisons pour y mettre les révoltés guadeloupéens et tous ceux qui ne veulent pas marcher droit. Il sert à faire des réceptions à l'Elysée et à faire vivre des Ministres comme M. Debré. Et il sert aussi à accorder de larges subventions à CITROEN pour installer une usine à Rennes où la main-d'œuvre est encore plus exploitable qu'à Paris (cela s'appelle la « décentralisation »).

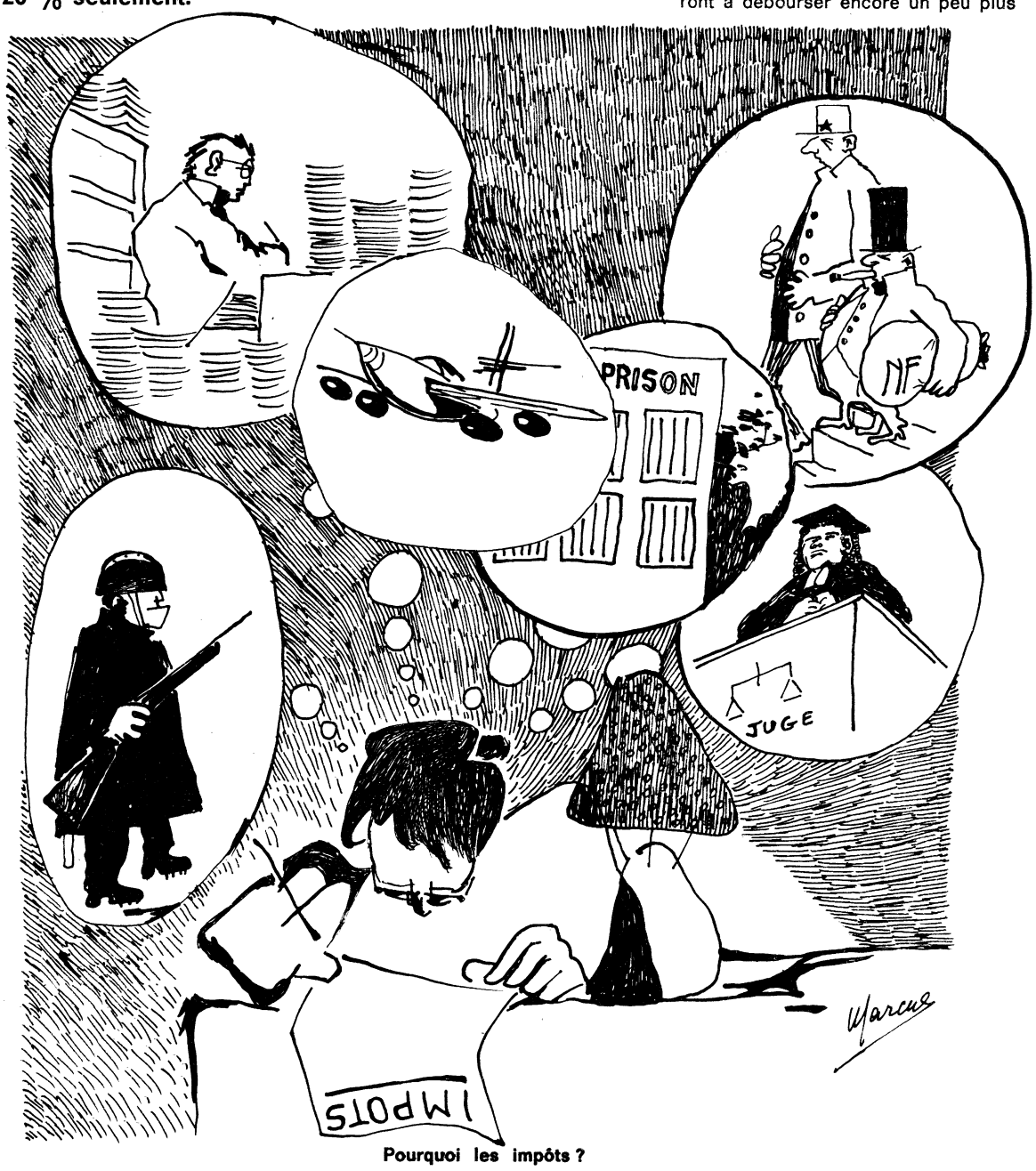
Enfin, quand on a payé tout cela, on pense aux écoles, et aux hôpitaux, et aussi, pour bien montrer le bon usage qui est fait de nos deniers, parfois on construit un kilomètre d'autoroute par-ci par-là ; mais on prend bien soin de vous faire payer pour utiliser cette autoroute, ça coûte tellement cher à construire !

Seulement quand on arrive là, il n'y a plus grand chose dans les caisses de l'Etat. Alors on s'en remet aux curés pour compenser les carences de l'Education Nationale et on fait supporter à la Sécurité Sociale (c'est encore nous qui payons !) la charge des hôpitaux. Et puis il y a aussi une crise du logement qui fait toujours une ombre au tableau. Mais puisqu'il n'y a même plus assez d'argent pour construire des H.L.M., on constrira des logements d'encore moins bonne qualité, baptisés « Programme à Loyer Réduit ».

Tout cela n'est pas dit dans la notice de M. DEBRE. Et c'est encore nous qui payons pour qu'on nous abreuve de mensonges sur la nécessité de payer ses impôts et d'être un « bon citoyen ».

L'impôt n'est rien d'autre qu'un vol supplémentaire qui se fait sur le dos du salarié. Car ce ne sont pas les riches qui souffrent le plus des impôts. Même lorsqu'un bourgeois a versé quelques millions à l'Etat (sans compter ceux qu'il a économisés par la fraude fiscale) il lui reste encore suffisamment pour vivre luxueusement. L'impôt ne frappe que les plus pauvres, ceux qui ne peuvent pas frauder sur le montant de leurs revenus, et qui doivent souvent verser un mois entier de salaire en impôts. Et à ceux-là, à l'immense majorité des contribuables, l'argent qui rentre dans les caisses de l'Etat ne leur est pas destiné, sinon pour les exploiter davantage.

L. T.



Pourquoi les impôts ?

L'eau entretient la vie mais seule la marchandise entretient le profit

L'EAU manque dans le Var et la sécheresse tourne à la catastrophe. Dans le Nord-Est de la France ce sont plutôt les inondations qui provoquent des drames. La presse et la radio sont d'autant plus à l'aise pour déplorer ces événements qu'elles les présentent comme des fléaux de la nature contre lesquels l'homme est pratiquement impuissant. La Côte d'Azur manque d'eau. Voilà qui est bien triste. Mais n'est-ce pas justement le soleil et le manque de pluie qui attirent nombre de personnes vers le ciel bleu, vers un pays qui ne connait pas la tristesse d'un ciel toujours gris. En fait, on pleure sur la sécheresse du Var comon a pleuré la semaine précédente sur les inondations de Seine-et-Marne parce que cela provoque des dégâts. En l'occurrence, les dégâts ce sont les cultures florales qui sont menacées et toute une population qui va peut-être connaître les épidémies mais qui, en attendant, connait des coupures d'eau pendant une dizaine d'heures par jour.

On voudrait nous faire croire que ce fléau ne pourrait être évité. Allons donc ! Cela coûterait cher ? Peut-être, mais c'est loin d'être impossible à nos civilisations modernes sur le plan technique. A la télévision on nous a montré différentes solutions. Il faudrait investir pour faire des retenues d'eau, des pipes-lines; il faut installer des usines de traitement des eaux, voire du traitement de l'eau de mer. Cela coûterait cher, d'accord, mais ce n'est pas au-delà des moyens des sociétés qui ont vendu des immeubles sur la Côte d'Azur. Ces fameuses sociétés ont acheté du terrain, la plupart du temps bon marché, parce qu'il n'y avait que de la rocaille et... pas d'eau. La rocaille, les bulldozers en sont venus à bout rapidement. Quant à l'eau, on l'a installée sans trop se soucier si les conduites seraient toujours remplies. Mais cela n'a pas empêché les sociétés immobilières de revendre fort cher leurs appartements et villas. Ce qu'elles vendaient le plus cher c'est justement ce qu'elles avaient eu gratuitement : le soleil.

Pour le reste chacun se débrouillera. Car, en système capitaliste, le problème n'est pas de construire pour assurer le bien-être des individus, le problème c'est de vendre le plus cher possible. On nous parle beaucoup du manque d'eau dans le Var mais c'est en fait un problème qui touche la plupart des habitants des grandes villes et particulièrement de leur banlieue. Le manque d'eau n'est pas un problème, techniquement parlant. De l'eau il y en a partout dans de nombreux endroits et en abondance. Pour la mettre à la disposition des hommes il faut des travaux. Mais enfin il n'est pas plus compliqué de capter les eaux pour les mettre à la disposition des individus que d'aller fouiller les entrailles de la terre pour y aller quérir le charbon, le pétrole, l'uranium, le fer, le cuivre et toutes les matières premières et sources d'énergie nécessaires aux hommes.

Seulement le grand problème c'est que les matières premières et les sources d'énergie concourent à la production de denrées qui se vendent et procurent un profit. L'eau et l'oxygène de l'air n'ont pas conquis sur le marché capitaliste une valeur marchande suffisante pour intéresser les capitaux.

Dans une économie socialiste on commencera par assurer l'approvisionnement des cités en eau. Sans souci de l'aspect de rentabilité.

Puisqu'il est difficilement imaginable qu'on puisse faire venir le soleil où il y a de l'eau et que l'eau et le soleil sont tellement agréables, il ne reste plus qu'à amener l'eau là où brille le soleil. Ça se fait déjà et si ça coûte un peu cher, le coût d'une telle opération même effectuée dans le désert n'a rien de comparable avec celui du transport de matériel militaire, de pétrole et autre, par fer, par mer et par air pour aller aux antipodes assassiner des populations entières.

H. V.

BANQUE :

Après la grève de 24h du 5 février

DEPUIS le 29 novembre 1967, le personnel des banques a entamé une série d'actions, pour :

— la garantie des 2 jours de repos consécutifs,
— les 40 heures,
— l'augmentation des salaires.

Pendant deux mois les syndicats se sont évertués à lancer des mouvements séparés : un jour Paris, le lendemain la province... ou mieux encore un jour le Siège Central du Crédit Lyonnais et le lendemain l'annexe de Levallois, etc.

Il s'agissait, paraît-il, de ne pas lasser les employés !

Au Crédit Lyonnais, la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient même appelé à un débrayage le 16 janvier. Mais le 15, ce mouvement était annulé... sans plus d'explication.

Finalement, les cinq organisations syndicales, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et S.N.C.B., ont réussi à se mettre d'accord pour un ordre de grève de 24 heures le 5 février, uniquement pour la région parisienne. Ni meeting, ni rassemblement, ni manifestation n'étant d'ailleurs prévu ce jour-là.

Cette grève correspondait beaucoup plus que les mouvements limités de deux heures, banque par banque, ou service par service, aux désirs du personnel.

C'est sans doute ce qui explique la participation plus grande que dans les mouvements précédents. Sur l'ensemble des banques (exceptée la Banque de France qui débrayait, elle, le 30 janvier) 50 à 80 % du personnel étaient absents le 5 février.

Il faut d'ailleurs noter que les agences ont suivi assez largement l'ordre de grève; dans certaines, seule la présence du directeur et de quelques gradés a évité la fermeture des guichets, tous les employés ayant débrayé.

Dès qu'ils ont eu connaissance de la grève, les banquiers ont convoqué une Commisison Nationale Paritaire, montrant par là qu'ils acceptaient de « discuter » avec les syndicats.

Cette Paritaire s'est tenue le 9 janvier, c'est-à-dire un peu plus tôt que les années précédentes.

A l'issue de la réunion, les résultats viennent d'être communiqués par la presse :

— 2,50 % d'augmentation. Valeur 1er janvier.

— Aménagement de la prime d'ancienneté,

— Garantie des deux jours consécutifs de repos

A part le fait que l'augmentation « rituelle » de 2,50 % intervient deux mois plus tôt que l'an dernier, les banquiers n'ont, en fait, rien cédé.

Et s'ils donnent des « garanties » sur les deux jours de repos, ils ne précisent pas si le samedi y sera compris.

Alors l'important pour les employés de banque c'est de continuer la lutte entreprise le 5 février. Car 2,50 % cela ne fait pas le compte.

C. O.

A Blainville, les ouvriers ont lutté dignement

Les syndicats les ont abandonnés et désavoués lâchement

CETTE reprise sera-t-elle effective et totale ? écrivions-nous la semaine dernière à propos de la reprise du travail à la Saviem le 6 février après deux semaines de grève marquées par de violentes manifestations de rue. Le lundi matin la presse constatait la reprise après une allocution des représentants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. Mais dès 14 h la grosse majorité des ouvriers débrayaient à nouveau, manifestaient dans l'usine, renversaient des bennes de pièces détachées et éparpillaient les casiers de fiches perforées. Les délégués de la C.F.D.T. et de la C.G.T. s'opposaient à l'invasion des bureaux et la C.G.T. publia un tract regrettant les incidents.

En fait, les syndicats avaient décidé de la reprise, après un vote de 500 pour la continuation de la grève, sur 800 participants. Bien sûr, la majorité des travailleurs n'avait pas participé à cette consultation. Mais ceux qui restaient dehors étaient les plus combattifs et ceux qui avaient déjà repris n'avaient pas pour autant abandonné la lutte mais s'en étaient plutôt détachés parce que abandonnés par les syndicats qui avaient fait évacuer les piquets. Pour se dédouaner et inviter les travailleurs à reprendre le travail, les représentants des syndicats avaient déclaré que la lutte continuait à l'intérieur de l'usine. Mais là, le blablabla habituel fut pris au sérieux et, dès 14 heures, les travailleurs réagirent non par des petits débrayages limités et isolés, mais par un débrayage massif. Ils exprimèrent leur colère par quelques actes de violence. Mais la forme d'action qu'ils employèrent ne plut pas aux syndicats qui, le lendemain, les désavouaient. Malgré cela, les mouvements divers ont continué et, en fin de semaine, la direction brandissait la menace du lock-out. Le conflit est-il terminé, ou va-t-il rebondir ? Tout ce qu'on peut dire, c'est que les ouvriers de Blainville se sont bien battus malgré l'attitude des syndicats qui ont tout fait pour briser leur élan.

La « Vie Ouvrière » du 7-2-1968, relatant les événements de la Saviem a le toupet d'écrire : « Mais il faut dire que sans la lucide intervention et la cohésion des trois organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) les dangereux incidents provoqués par les C.R.S., le 26 janvier contre le cortège ouvrier se rendant à la préfecture, auraient pu dégénérer. » En quoi, s'il vous plait ?

En victoire des travailleurs sur les forces de l'ordre ? C'est ça qui gène les bons apôtres du calme et de la discipline. Et, plus loin, la « Vie Ouvrière » prête aux travailleurs les propos suivants : « C'est avec les patrons qu'on veut discuter, pas avec les flics ». Et quand, pour discuter, les patrons vous envoient les flics et leurs arguments... « frappants », qu'est-ce que vous faites Messieurs les irresponsables ? Vous discutez avec le préfet et demandez aux piquets de grève de se dissoudre pour permettre au patron de faire assurer la « liberté du travail » par la police. Et quand le travail a repris et que suivant vos consignes, les travailleurs manifestent à l'intérieur de l'usine, vous les désavouez. Ce que vous voudriez, c'est que les travailleurs se ridiculisent, forment des processions et chantent « des sous Charlot ». Les ouvriers de Blainville ont montré qu'ils étaient capables d'autre chose.

H. VAUQUELIN.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

CHEZ CITROEN (Paris)

UN PIEGE GROSSIER

Dans toute la région parisienne, la réputation des cantines Citroën n'est plus à faire et ceci depuis de nombreuses années. Jusqu'il y a quatre ans, la direction gérait elle-même ses cantines et c'était mauvais. Elle était la seule à baptiser ce qu'elle nous servait du nom de « repas ». Depuis, c'est le Comité d'Entreprise qui en a la gestion, avec bien sûr la somme qui lui est allouée, c'est-à-dire à peine le quart de la subvention normale. Alors, bien entendu, les cantines continuent à être mauvaises.

C'est là-dessus que vient se greffer une campagne menée contre la cantine, avec pétition et tract. L'origine des tracts ne fait aucun doute: ils reprennent les arguments du Bulletin Officiel de Citroën du mois de janvier 68 et le fait qu'ils aient été distribués librement à l'intérieur même de l'usine de Nanterre suffirait à prouver qu'il avait tout au moins la sympathie de Citroën.

De toutes manières, quels sont les arguments avancés ? L'augmentation des cantines et leur mauvaise qualité ? Mais que Citroën commence par verser la subvention légale au C.E. et surtout augmente nos salaires pour nous permettre d'y faire face sans problèmes. La saleté des locaux ? Mais peut-on manger proprement en 5 ou 10 minutes, alors qu'un être humain a besoin du double pour manger. La propagande syndicale choque leurs oreilles sensibles? Mais il est parfaitement du droit des syndicats de l'organiser dans les locaux du C.E. et de plus, que Citroën cesse de mobiliser ses gardiens, ses mouchards et même la police officielle quand des tracts sont distribués sur la voie publique.

Le but de la direction est clair: il s'agit de nous dresser contre les syndicats et d'obtenir aux prochaines élections une majorité qui lui permettrait d'éliminer définitivement les syndicats actuels et même de créer son propre « syndicat » composé de délégués « libres » pour augmenter encore notre exploitation.

Mais le piège est trop gros pour que nous y tombions. Si la direction veut déjà préparer ses prochaines élections, nous devons aussi nous préparer à contrer son jeu.

(V.O. Citroën n° 256)

A LA C.I.T. (Paris-15e)

LE MINISTRE A L'USINE

Grand branle-bas à la C.I.T. le mardi 30 janvier. Plantes grasses, dépoussiérage : on attendait le ministre des P.T.T., Y. Guéna ! Le cortège envahit la cour dans la matinée. Ce n'était pas une plaisanterie. « Notre » Ministre était bien là. Il s'enhardit même jusqu'à parcourir, bien rapidement l'atelier... Il faut dire que cela à du le changer des lambris dorés du ministère.

Les « pontes » de la C.I.T. étaient présents pour accueillir leur meilleur client.

Quant à nous, nous n'avons guère été impressionné par cette visite. Des ministres, nous en avons vu d'autres ! Ils changent d'emploi encore plus rapidement que les câbleuses. En tout cas, cela nous a valu pour quelques heures une usine décorée et aussi un peu de détente.

(V.O. C.I.T. n° 79).

AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

TOUJOURS LA SECURITE

A la cale Jean-Bart, un grutier qui avait fait une chute en montant à la 240t, est resté toute la nuit inanimé sur le pivot avant d'être secouru par ses camarades de quart du matin.

Il y a quelques années, un gardien de l'extrême-sud était également resté sans secours toute la nuit après avoir fait une chute.

Pour tous ceux d'entre nous qui travaillent dans des secteurs isolés ou peu accessibles, il est nécessaire qu'il y ait une ronde de faite après la débauche du soir, car un accident (toujours possible) même sans gravité, peut avoir des conséquences très graves sans secours immédiat. La direction n'a que faire de notre peau, c'est à nous d'exiger qu'elle soit la plus en sécurité possible.

(V.O. Chantiers de l'Atlantique N° 191)

A L'ALSTHOM (Saint-Ouen)

GRAINE D'ASSASSINS

Il y a une quinzaine de jours à la plate-forme des gros montages de la chaudronnerie savoisienne, un peintre a fait une chute de plusieurs mètres. L'échelle sur laquelle il était monté avait glissé. Le camarade s'est fracturé le bras et peut-être aussi quelques côtes. Comme par hasard, le lendemain, on a vu la maîtrise faire installer un échaffaudage pour continuer le travail ; c'est un peu tard.

La direction, pour réduire au maximum ses frais de production, rogné sans cesse sur la sécurité. Elle préfère qu'un ouvrier prenne le risque plutôt que faire monter un échaffaudage qu'elle estime trop coûteux. Notre peau est précieuse et nous n'en avons qu'une. Nous devons refuser de travailler à chaque fois que les règles de sécurité ne sont pas respectées, c'est comme on dit une question de vie ou de mort.

(V.O. Alsthom n° 8)

CHEZ DESFOSSES (Issy-les-Moulineaux)

CELA NOUS CONCERNE AUSSI

Il paraîtrait que Paul Dupont serait repris par une société financière. Et les nouveaux dirigeants de cette société seraient prêts à reprendre une partie du personnel — on parle de 70 % — qui a été licencié (600 personnes). Nos camarades de cette entreprise font en ce moment leur période de préavis et certains même avec des heures supplémentaires.

Cette opération financière qui permet à des capitaux de fermer puis de rouvrir les portes d'une usine comme ils le veulent, se solderait pour des centaines de travailleurs par des conditions de salaires et de travail probablement aggravées (car cette société posera ses conditions) et pour des dizaines d'autres le droit de rejoindre les rangs des chômeurs. Notre intérêt n'est pas de voir des files de travailleurs attendant à la porte des entreprises. Cela, nous ne pouvons le permettre. Les patrons considèreront cela comme un essai satisfaisant et en tireront les conclusions pour les autres entreprises. Et nous en serons les victimes tout comme nos malheureux camarades de P. Dupont, si nous les laissons seuls tenter de résoudre un problème qui ne peut être résolu que par nous tous. Et c'est en cela que la politique d'isolement du syndicat, qui ne nous mobilise pas pour être à leurs côtés, est catastrophique.

(V.O. Desfossés n° 180)

A LA S.N.E.C.M.A. (Paris 13e)

LA NOUVELLE BUTTE AUX PATATES

Après la butte aux Fèves avec ses pavillons à 15 millions (exemple à suivre) la direction, par l'intermédiaire de son journal, rappelle qu'elle a mis en place un certain nombre de dispositions pour faciliter l'accession à la propriété à Corbeil.

Si vous disposez de 1.200 F par mois vous aurez le choix entre un appartement à 66 000 F ou un pavillon en bandes à 86.000 F. Les remboursements se feront sur 20 ans et vous aurez par exemple à payer des mensualités s'élevant de 290 F à 470 F pour un appartement et de 350 à 585 F pour un pavillon. C'est-à-dire que parfois plus de la moitié du salaire passera pour payer le logement. Et l'heureux futur propriétaire n'aura plus qu'à bouffer des patates à l'eau pour le restant de ses jours.

Vraiment, sociale la direction.

(V.O. SNECMA Kellerman n° 97).

A LA REGIE RENAULT (Paris)

ILS SE CROIENT TOUT PERMIS !

Sur les chaînes de montage à la Fabrication, qui possède déjà depuis longtemps une maîtrise comparable à des gardiens de prisons ou de camps disciplinaires, on ne pouvait guère aller plus loin dans le resserrement de la discipline. Quant à la maîtrise du contrôle (98.61), à la suite des débrayages qui ont eu lieu récemment, elle libère ses besoins de domination vis-à-vis du personnel.

En effet, chez les jockeys, trois d'entre eux ont été mutés. Jeunes et combattifs, la direction a décidé de les isoler, comme elle l'a déjà fait pour un délégué sous des prétextes plus futiles les uns que les autres.

La mutation a été pour eux le premier avertissement, celui de se tenir tranquilles. D'ailleurs, l'un d'entre ces ouvriers, excédé par les pressions exercées sur lui, a demandé un entretien à M. Jolland (chef du personnel) à qui il n'a pas eu peur de dire ses quatre vérités. Celui-ci ne manquant d'ailleurs pas de culot et d'incorrection lui a dit que s'il ne prenait pas son compte il le mettrait à la porte.

Ce camarade a effectivement préféré prendre son compte découragé par de tels propos. Sans doute a-t-il eu tort d'abandonner ainsi ses droits.

Mais que ces Messieurs, Jolland, Monteil et consorts, se méfient. Sans doute se croient-ils tout permis. Si les travailleurs n'ont pas réagi à ces brimades cette fois-ci, ils ont déjà réagi par le passé, et lorsqu'ils se mettront en colère à nouveau et pour de bon, tout cheffaillons qu'ils soient ils ne pèseront pas lourd dans la balance.

(V.O. R.N.U.R. n° 42)

A LA C.S.F. (Issy-les-Moulineaux)

A la CSF-Orsay, environ 200 travailleurs ont été licenciés en un an. Ce « dégagement des emplois » est le terme très pudique employé par la direction pour effectuer des licenciements qu'elle juge nécessaires après la fusion avec la Thomson.

En fait, tous les moyens sont bons pour obliger un travailleur à démissionner « volontairement » : mutations à Issy-les-Moulineaux posant des problèmes de transport ; pressions morales et matérielles destinées à rendre la vie impossible aux travailleurs jugés indésirables. Les licenciements sont d'autant plus scandaleux que certains secteurs effectuent jusqu'à 52 heures par semaine

Ainsi pendant que les uns font des heures supplémentaires les autres sont jetés sur le pavé. Voilà comment les travailleurs profitent du soi-disant « progrès social » !

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

AUTOMOBILE :

BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Asnières.
CHAUSSON — Gennevilliers.
CITROEN — Usines Levallois et Quai de Javel.
PANHARD — Paris-13e.
PEUGEOT — (Indénor) Dijon.
PEUGEOT — Colomban.
PEUGEOT — Sochaux.
RENAULT — Billancourt - 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine :
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37.
RENAULT — Flins.

METALLURGIE :

Aciéries et Forges de la Loire (C.A.F.L.). — Saint-Chamond.
BABCOCK-WILCOX — La Courneuve.
BENDIX — Drancy.
BRONZAVIA — Courbevoie.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — St-Nazaire.
CRANE — Lille.
MAVILOR — Saint-Chamond.
OLIER — Clermont-Ferrand.
LA POLYMECANIQUE — Pantin.
S.E.V.-MARCHAL — Issy-les-Moulineaux.

AERONAUTIQUE :

HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes.
S.N.E.C.M.A. Kellermann — Paris-13e.
S.N.E.C.M.A. — Gennevilliers.
SUD-AVIATION — Courbevoie.

ELECTRONIQUE-ELECTROTECHNIQUE

ALSTHOM — Saint-Ouen.
BOURGOGNE-ELECTRONIQUE — Dijon.
CABLES DE LYON — Lyon.
C.I.T. — PARIS-XVe.
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux.
C.S.F. — Levallois.
Cie des COMPTEURS DE MONTROUGE — Montrouge.
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon.
NEYRPIC — Grenoble.
THOMSON. — Gennevilliers.

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :

KODAK — Vincennes.
MICHELIN — Bourges.
MICHELIN — Clermont-Ferrand.
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois.
PROGIL — Grenoble.
RHODIACETA — Lyon-Vaise.
RHONE-POULENC — Vitry.
ROUSSEL-UCLAF — Romainville.

SERVICES ET DIVERS

AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord.
AIR-FRANCE — Blanqui — Paris-XIIIe.
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker-Enfants Malades) - Paris-XVe.
ASSURANCES GENERALES — Siège - Paris.
ASSURANCES GENERALES — Drouot - Paris.
BANQUE NATIONALE DE PARIS — Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — Rue Viala, Paris-XVe.
CHEMINOTS — Gare de Lyon.
Gare du Nord.
La Plaine-Landy.
Le Bourget-Bobigny.
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS — Levallois.
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (Hôpital Charles Nicolle) — Rouen.
IMPRIMERIE DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux.
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE - Paris.
QUAIS ET DOCKS — Marseille.
URBAINE ET LA SEINE — Paris.

LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Une remarquable entreprise commerciale

A la veille de l'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver, une crise a éclaté entre le Comité International Olympique et la Fédération Internationale soutenue par les fabricants de skis et les skieurs eux-mêmes.

Le C.I.O. venait de découvrir que la publicité des marques de skis exhibées par les champions était incompatible avec l'esprit d'amateurisme qui doit présider aux manifestations olympiques.

Ce fut un beau tollé. Pour avoir osé rappeler l'idéal qui animait Pierre de Coubertin, fondateur des Jeux Olympiques actuels (à noter cependant qu'il ne fut jamais partisan des Jeux d'hiver), M. Brundage se vit fort maltraiter par toute la presse sportive : personnage « antédiluvien et d'esprit irrationnel », le président du C.I.O. était plus simplement qualifié par « L'Equipe » de « vieil aristocrate débarrassé de tout souci provenant des contingences pécuniaires, amateur d'art, esthète, mais incapable par snobisme intellectuel et par tendance évangélique, de discerner les vraies clauses morales qui commandent désormais la pratique du sport de haute compétition. » M. Brundage étant américain, on insinua même qu'il s'agissait d'une manœuvre des capitaux U.S. pour couler la jeune et florissante industrie française du ski et des sports d'hiver. Et d'opposer au richissime « fossile U.S. » les petits skieurs français, prolétaires du sport et qui ne peuvent vivre qu'avec le soutien des marchands d'équipement sportif. La presse sportive a toujours eu la plume lyrique, en l'occurrence elle l'eut grossière, cocardière et démagogique.

M. Brundage a fait en partie triompher ses vues puisque les sportifs devront désormais éviter d'exposer les marques qui les « financent ».

Il s'agit évidemment d'un compromis qui ne sauve même pas la face. Mais là n'est pas la question. En fait, la discussion a eu le mérite de mettre en valeur les véritables bases économiques et sociales du sport d'aujourd'hui et d'entériner une réalité bien vivante. Les uns avec Brundage feignent de découvrir le visage odieusement mercantile du sport capitaliste, les autres l'ont depuis longtemps admis dans les faits et en tirent profit. En réalité, les uns comme les autres sont les entrepreneurs de cette foire au muscle, qu'est le sport capitaliste. A ce titre, la querelle spectaculaire du C.I.O. fait partie du jeu et ne représente qu'une manifestation de purisme destinée à redorer le blason terni des Jeux Olympiques.

Car plus personne aujourd'hui ne peut croire à « l'esprit des jeux ». Conformément à la tradition antique, le maire de Grenoble a appelé les peuples combattants à observer une trêve pendant la durée des Jeux d'hiver, mais sa voix n'a guère dépassé les limites du conseil municipal. Ce cérémonial ne correspond plus à rien — si même il a jamais correspondu à quelque chose ? — Quant à l'amateurisme des Jeux, clause fondamentale de la participation olympique, ce n'est plus qu'une clause de style que le monde sportif, on l'a vu, était prêt à jeter par-dessus bord.

Il n'est pas question de regretter que cette fiction maintenue artificiellement soit aujourd'hui rejetée sans autre forme de procès. Au contraire, elle montre à nu le vrai visage du sport capitaliste. Un sport qui cultive la vedette et le super-champion parce qu'ils rapportent, un sport réservé à une minorité que l'on entraîne comme des chevaux de course, un sport qui se nourrit de l'argent de millions de spectateurs, sportifs en chambre, ivres de chauvinisme et d'auto-excitation ; un sport qui est avant tout une gigantesque affaire commerciale et l'une des opérations les plus conséquentes d'abrutissement collectif.

Depuis des mois, la presse et la radio nous rebattent les yeux et les oreilles de publicité pour le vin truc ou le dentifrice chose choisis pour le village olympique depuis des mois, sous la houlette autorisée des Malraux, Pompidou et de Gaulle ; la bourgeoisie française et son gouvernement s'efforcent de faire des X° Jeux Olympiques une entreprise rentable pour le prestige et le commerce français. Et du rasoir machin à la Maison de la Culture de Grenoble, ce qui domine les opérations, c'est le souci de la rentabilité.

La place qu'occupe le sport dans tout cela ? Celle que lui impose la société dans laquelle nous vivons. Car rien ne saurait être au-dessus de la division de la société en classes et entre les mains de la bourgeoisie le sport est devenu une aliénation supplémentaire.

Michèle TOURNY.

Le revers de la médaille

X° Jeux Olympiques d'hiver ; de gros titres dans les journaux, des émissions spéciales, la course aux médailles, la publicité, les affaires que l'on dit en « Or »... tout cela, sans compter les oriflammes et le stabile de Calder devant la nouvelle gare, tout cela pour le public, c'est le grand spectacle des Jeux. Mais en réalité ce déploiement de parade de foire et de trains spéciaux, n'est réservé en tant que spectacle, qu'à une infime minorité de Français et à presqu'aucun Grenoblois.

LE TEMPS D'ALLER AUX JEUX

En effet, aucun ouvrier ne peut songer à assister aux épreuves.

Une usine, qui se prétend sociale, et qui est la plus grosse entreprise de métallurgie de la région, Merlin-Gerin, a changé ses horaires: les employés et ouvriers travaillent, pendant la durée des Jeux, de 6 heures à 13 heures 30, ce qui, en principe, leur permettrait d'assister aux épreuves si... ils en avaient les moyens. En réalité, si les patrons de Merlin-Gerin ont changé leurs horaires, c'est surtout parce qu'ils craignaient que les transports urbains et suburbains qui amènent les quelque 6 000 ouvriers de leur entreprise ne puissent assurer le transport, à cause des embouteillages monstres prévus, et réels dans toute la ville.

D'autres entreprises, généreuses (c'est le cas de Progil), ont donné l'autorisation à leurs ouvriers de sortir une heure plus tôt le 6 (à leur compte bien sûr) pour voir passer la flamme oylmpique, devant l'usine.

D'autres encore (Neyrpic par exemple) ont « donné » l'après-midi du lundi 6, jour de l'ouverture... Cette après-midi sera récupérée le samedi 24 février...

Comme on le voit, tout le monde a fait tout ce qui était en son pouvoir pour encourager le sport.

... ET L'ARGENT

Mais, même si on avait donné des congés payés aux ouvriers de la région, il y a fort à parier qu'aucun n'aurait eu les moyens de s'offrir le spectacle.

Pour se rendre dans les stations où se déroulent les épreuves, chaque aller et retour, chaque jour, coûte 10 F. Les places, aux différentes compétitions, reviennent au minimum à 20 F, et elles ne sont pas très bonnes, à ce prix-là. Pour avoir une bonne place, il faut compter aux environs de 50 F. Si l'on calcule donc le prix pour une famille de 2 enfants, pour une journée, cela revient à 120 F, en se contentant de places médiocres. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes : aucun prolétaire ne peut s'offrir ce luxe.

Pourtant les Grenoblois n'auront pas tout perdu des Jeux : ils vont payer, pendant dix ans au moins, et ils ont déjà commencé d'ailleurs...

...DES IMPOTS.

Quand on prend, depuis septembre dernier, un billet en gare de Grenoble, on paie une taxe de 60 centimes à 1,50 F. Ceci pour payer les intérêts d'un emprunt lancé par la ville, et garanti par la S.N.C.F.. Or, quand on habite une des banlieues de Grenoble, ou du moins une des villes qui alimentent Grenoble en travailleurs se déplaçant par le train, cela fait une très notable augmentation du prix du transport, de l'ordre de 5 à 10 % dans certains cas.

D'autre part, la cote mobilière, impôt prélevé sur tous les appartements, par la municipalité, a doublé en deux ans : un appartement pour lequel on payait, en 1965, 265,50 F par an, on a en 1966 364,40 F, et en 1967, 486,10 F.

Et ce n'est pas fini, puisque les augmentations doivent être chaque année de 30 %...

On peut citer le cas d'un retraité qui a pour vivre 400 F par mois et qui, cette année, paie 380 F de cote mobilière... S'il ne peut pas payer, qu'il déménage, c'est du moins ainsi que l'entendent les « financiers » de la ville.

Mais ce n'est pas seulement sur les taxes et impôts divers qu'ont lieu les augmentations ; des statistiques récentes remarquaient que la ville, qui subit un abattement de zone sur le plan des salaires, a atteint, sur celui des prix des denrées alimentaires, un niveau supérieur à Paris.

... DES C.R.S....

Enfin, non seulement on paie les Jeux sans y aller, mais on a en plus la « chance » d'en subir tous les inconvénients

Toute une campagne a été faite, avant l'ouverture des Jeux, pour inciter les Grenoblois à ne pas utiliser leur voiture pour se rendre dans le centre, campagne appuyée, bien entendu, par la menace de mettre les voitures à la fourrière en cas de stationnement interdit (et il l'est presque partout), et d'amendes diverses. Le résultat, c'est qu'il faut être rentré chez soi à 20 heures 30, heure à laquelle s'arrêtent la plupart des autobus et trolleys.

Enfin les C.R.S. pullulent, hébergés le plus souvent dans les écoles, fermées pour congés olympiques (mais professeurs et élèves devront récupérer), et réglant la circulation tout en assurant aux patrons que « la trêve olympique », si elle n'a pas eu d'écho sur le plan international, sera respectée dans l'agglomération.

... ET DU TRAVAIL GRATUIT

Ceux qui ont de la chance pourtant, ce sont les jeunes de la région qui font leur service militaire dans les Chasseurs Alpins. En effet, depuis le mois d'octobre, des centaines d'entre eux ont passé des milliers d'heures à charrier la neige pour construire les pistes, qui ont fondu et qu'il a fallu reconstruire à trois reprises, et ceci pour la modique somme de 30 centimes par jour. C'est ce qu'on peut appeler de la main-d'œuvre gratuite pour les organisateurs !

On compte que pour l'ensemble des Jeux, une somme de 125 milliards d'anciens francs a été investie et que sur ce chiffre, un peu plus de 22 milliards sont au compte de la municipalité, donc des travailleurs de la ville.

Des Jeux, ils ne verront rien, si ce n'est l'addition.

C'est cela sans doute que, dans notre société, on appelle l'encouragement au sport amateur et populaire.. .

F.D. SABRAT.

ET ÇA MONTE, ÇA MONTE

Plusieurs rues sont rendues impraticables par la marée envahissante des ordures non ramassées. Au fond, des pompiers... transformés en incendiaires (Photo U.P.I.)

NEW YORK est menacée. Les rats circulent dans les rues. On craint une épidémie de typhoïde.

Le F.N.L. n'y est pour rien et n'a pas rendu aux villes américaines ce que les troupes U.S. font aux villes vietnamiennes.

La raison est plus simple, bien que fondamentalement du même ordre : les éboueurs de New York sont en grève depuis huit jours.

Depuis huit jours les ordures s'accumulent dans les rues à tel point que dans certaines, les voitures ne peuvent plus circuler. Les égouts sont bouchés.

Les pompiers, tels ceux du film Fahrenheit 481, au lieu d'éteindre les feux, sont occupés à brûler, à même les rues, les immondices pour limiter l'invasion des rats et les risques d'épidémie.

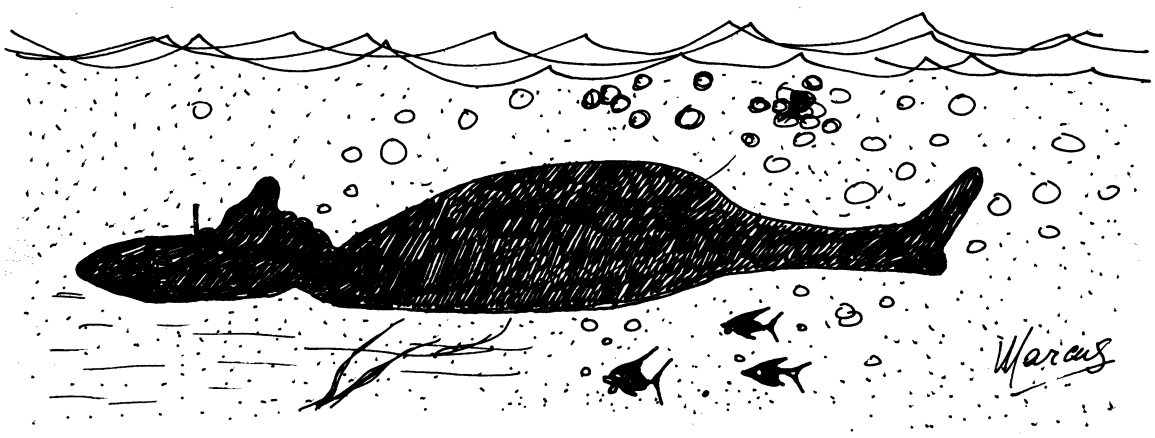
Les villes modernes voient chaque jour s'accroître les innovations techniques dans tous les domaines mais, dans celui-là, on en est encore au ramassage à la main. Même dans la plus grande ville de la plus « civilisée » des nations. Qui plus est, paraît-il, les mille et une innovations de la vie moderne : emballages plastiques des denrées, cartons multicolores et gigantesques pour la moindre poudre à récurer, toutes choses emballant ou entourant l'objet consommable pour le rendre plus tentant et plus désirable pour celui qui circule dans les allées des super-marchés, ont multiplié par dix le volume des ordures ménagères à collecter chaque jour.

Parce que les plus humbles, les plus méprisés des travailleurs, ceux qui débarrassent la Mégalopolis de ses sanies, ont décidé de se croiser les bras parce qu'on ne voulait pas les payer un peu moins mal, l'une des plus grandes villes du monde étouffe dans ses excréments comme un monstrueux bébé qu'on aurait oublié de changer.

F. M.

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que le Gouverneur de l'Etat de New York est intervenu dans le conflit et a donné satisfaction aux éboueurs... Ils ont donc trouvé le moyen de se faire entendre !

TOP SECRET



Révélation sur le sous-marin français « haute performance »